

VALDĪBAS VĒSTNESIS

Maksa par „Valdības Vēstnesi“:	
ar piesūtīšanu:	bez piesūtīšanas:
par: Ls	(saņemot kantorī) par: Ls
gadu 22,—	gadu 18,—
1/2 gadu 12,—	1/2 gadu 10,—
3 mēn. 6,—	3 mēn. 5,—
1 „ 2,—	1 „ 1,70
atsevišķu num. 15,—	atsevišķu num. 10,—
	pie atkalpārdev. 13,—

Latvijas valdības
Iznāk katru dienu, izņemot

Redakcija:
Rīgā, Valdemāra ielā 6, 3. stāvā
Telefons 20032
Runas stundas no plkst. 9 līdz 12



ofciālais laikraksts
svētdienas un svētku dienas

Sludinājumu un abonementa
pieņemšana no plkst. 8.30 līdz 15.30
Rīgā, Valdemāra ielā 6, 2. dzīv.
Telefons 20031

Sludinājumu maksa:

a) tiesu sludināj. līdz 25 vienslej. rind.	Ls 6,—
par katru tālāko rindiņu	„—,25
b) tiesu sludin. par negodīgu un netīrīgu veikalnieku sodīšanu līdz 25 viensl. r.	„ 8,—
par katru tālāko rindiņu	„—,25
c) citu iestāžu slud. par katru viensl. r.	„—,30
d) priv. pers. oblig. slud. par katru viensl. r.	„—,35
e) par nozaud. dok. izslud. par katru dok.	„ 1,50
f) par sadegušu dok. izslud. katrai pers.	„ 1,—

204. num. Piektdien, 1938. g. 9. septembrī Divdesmitpirmais gads

Nolīgums par pasta pakām. (Turpinājums pie likuma par Kairas pasta kongresā parakstīto Pasaules pasta Konvenciju un Nolīgumiem.)

Noteikumi par strādnieku un darbinieku veselības aizsardzību linu un kaņepāju apstrādāšanas uzņēmumos.
Zemkopības ministr. lēmums par Vandzenes lauksaimniec. biedr. „Vaga“ pārveidošanu.

Union postale universelle.
Arrangement concernant les colis postaux
conclu entre

L'Afghanistan, l'Albanie, l'Allemagne, le Royaume de l'Arabie Saoudite, la République Argentine, l'Autriche, la Belgique, la Colonie du Congo belge, la Bolivie, le Brésil, la Bulgarie, le Chili, la Chine, la République de Colombie, la République de Costa-Rica, la République de Cuba, le Danemark, la Ville libre de Danzig, la République Dominicaine, l'Egypte, l'Equateur, l'Espagne, l'ensemble des Colonies espagnoles, l'Estonie, l'Ethiopie, la Finlande, la France, l'Algérie, les Colonies et Protectorats français de l'Indochine, l'ensemble des autres Colonies françaises, la Grèce, le Guatemala, la République d'Haïti, la République du Honduras, la Hongrie, l'Inde britannique, l'Iraq, l'Islande, l'Italie, l'ensemble des Colonies italiennes, le Japon, le Chosen, l'ensemble des autres Dépendances japonaises, la Lettonie, les Etats du Levant sous Mandat français (Syrie et Liban), la République de Libéria, la Lithuanie, le Luxembourg, le Maroc (à l'exclusion de la Zone espagnole), le Maroc (Zone espagnole), le Nicaragua, la Norvège, la République de Panama, le Paraguay, les Pays-Bas, Curaçao et Surinam, les Indes néerlandaises, le Pérou, la Perse, la Pologne, le Portugal, les Colonies portugaises de l'Afrique occidentale, les Colonies portugaises de l'Afrique orientale, de l'Asie et de l'Océanie, la Roumanie, la République de Saint-Marin, la République de El Salvador, le Territoire de la Sarre, le Siam, la Suède, la Confédération Suisse, la Tchécoslovaquie, la Tunisie, la Turquie, la République O. de l'Uruguay, l'Etat de la Cité du Vatican, les Etats-Unis de Vénézuëla, l'Yémen et le Royaume de Yougoslavie.

Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays ci-dessus énumérés, vu l'article 3 de la Convention postale universelle conclue au Caire le 20 mars 1934, ont, d'un commun accord et sous réserve de ratification, arrêté l'Arrangement suivant:

CHAPITRE I.

Article premier.

Objet de l'Arrangement.

- Il peut être échangé, sous la dénomination de „colis postaux“, entre les Pays contractants, soit directement, soit par l'intermédiaire de l'un ou de plusieurs d'entre eux, des colis jusqu'à concurrence de 20 kilogrammes, avec les coupures de poids suivantes:
 - 1^o jusqu'à 1 kg;
 - 2^o de plus de 1 kg jusqu'à 5 kg;
 - 3^o de plus de 5 kg jusqu'à 10 kg;
 - 4^o de plus de 10 kg jusqu'à 15 kg;
 - 5^o de plus de 15 kg jusqu'à 20 kg.
- L'échange des colis excédant 10 kilogrammes est facultatif.

CHAPITRE II.

Dispositions applicables à tous les colis.

Article 2.

Affranchissement. Taxes.

- L'affranchissement des colis est obligatoire.
- La taxe se compose des droits revenant à chaque Administration participant au transport territorial ou maritime. Elle comprend également, s'il y a lieu, les droits et taxes supplémentaires prévus aux articles 5 à 8.

Article 3.

Droit territorial.

Le droit de transport territorial est fixé, pour chaque pays, à:

- 30 centimes par colis jusqu'au poids de 1 kg;
- 50 centimes par colis de plus de 1 jusqu'à 5 kg;
- 100 centimes par colis de plus de 5 jusqu'à 10 kg;
- 150 centimes par colis de plus de 10 jusqu'à 15 kg;
- 200 centimes par colis de plus de 15 jusqu'à 20 kg.

Toutefois, en ce qui concerne les colis des deux dernières coupures de poids, les Administrations de départ et d'arrivée ont la faculté de fixer à leur gré les droits de transport qui leur reviennent.

Article 4.

Droit maritime.

En cas de transport maritime, il est perçu pour chaque service participant à ce transport un droit dont le taux est fixé ainsi qu'il suit:

Echelons de distance	Colis jusqu'à 1 kg	Colis de plus de 1 kg jusqu'à 5 kg	Colis de plus de 5 kg jusqu'à 10 kg	Colis de plus de 10 kg jusqu'à 15 kg	Colis de plus de 15 kg jusqu'à 20 kg
	Fr. c.	Fr. c.	Fr. c.	Fr. c.	Fr. c.
Jusqu'à 500 milles marins	—15	—25	—50	—75	1.—
de 501 à 1,000 milles marins	—25	—40	—75	1.10	1.60
„ 1,001 „ 2,000 „	—40	—60	1.10	1.60	2.25
„ 2,001 „ 3,000 „	—50	—80	1.45	2.10	2.90
„ 3,001 „ 4,000 „	—60	1.—	1.80	2.60	3.55
„ 4,001 „ 5,000 „	—70	1.20	2.15	3.10	4.20
„ 5,001 „ 6,000 „	—80	1.40	2.50	3.60	4.85
„ 6,001 „ 7,000 „	—90	1.60	2.85	4.10	5.50
„ 7,001 „ 8,000 „	1.—	1.80	3.20	4.60	6.15
„ 8,001 „ 9,000 „	1.10	2.—	3.55	5.10	6.80
„ 9,001 „ 10,000 „	1.20	2.20	3.90	5.60	7.45
Et ainsi de suite en ajoutant par 1,000 milles ou fraction de 1,000 milles	—10	—20	—35	—50	—65

Le cas échéant, les échelons sont établis d'après la distance moyenne entre les ports respectifs des deux pays correspondants.

Le transport maritime entre deux ports d'un même pays ne peut donner lieu à perception du droit prévu au premier alinéa, lorsque l'Administration de ce pays reçoit déjà, du chef des colis transportés, la rémunération afférente au transport territorial.

Article 5.

Réduction ou majoration du droit territorial.

Les pays contractants ont la faculté, sous réserve d'aviser trois mois au moins à l'avance l'Administration des postes suisses, de réduire ou de majorer simultanément leur droit territorial de départ et d'arrivée.

Les modifications de ce droit entrent en vigueur aux dates suivantes: 1er janvier, 1er juillet.

La réduction ou la majoration est valable pendant une période d'un an au minimum. La majoration ne peut, en aucun cas, dépasser pour chaque coupure de poids le droit prévu à l'article 3.

Article 6.

Réduction ou majoration du droit maritime.

Les Administrations ont la faculté de réduire ou de majorer de 50% au maximum dans les conditions prévues à l'article 5, le droit applicable au transport maritime indiqué à l'article 4.

Toute majoration doit aussi être appliquée aux colis qui sont expédiés par l'Administration dont dépendent les services qui effectuent le transport maritime. Toutefois, cette règle ne s'applique pas aux relations entre un pays et ses colonies, etc., ni aux relations de ces colonies, etc., entre elles.

Article 7.

Surtaxe.

Chacun des pays contractants a la faculté d'appliquer aux colis postaux provenant ou à destination de ses bureaux une surtaxe de 25 centimes par colis.

Article 8.

Colis encombrants. Taxe additionnelle.

- Sont considérés comme encombrants:
 - a) les colis dont l'une des dimensions dépasse 1 mètre 50 ou dont la somme de la longueur et du plus grand pourtour, pris dans un sens autre que celui de la longueur, dépasse 3 mètres;
 - b) les colis qui, par leur forme, leur nature ou leur fragilité ne se prêtent pas facilement au chargement avec d'autres colis ou qui demandent des précautions spéciales, tels que plantes ou arbustes en paniers, cages vides ou renfermant des animaux vivants, boîtes à cigares vides ou autres boîtes en fardeaux, meubles, vannerie, jardinières, voitures d'enfants, rouets, vélocipèdes, etc.
- Les Administrations qui assurent des services maritimes ont la faculté de considérer comme encombrant tout colis qui emprunte ces services et dont une dimension est supérieure à 1 mètre 25 ou dont le volume dépasse:
 - 60 dm³ s'il s'agit de colis jusqu'à 5 kg;
 - 80 „ „ „ „ „ de plus de 5 jusqu'à 10 kg;
 - 100 „ „ „ „ „ „ „ „ „ 10 „ 15 „
 - 120 „ „ „ „ „ „ „ „ „ 15 „ 20 „
- Les colis encombrants sont admis seulement dans les relations avec les pays qui acceptent d'en assurer le transport.
- Pour ces colis, la taxe d'affranchissement d'un colis ordinaire est majorée de 50%. Elle est arrondie, s'il y a lieu, au demi-décime supérieur.

Article 9.

Droit de dédouanement.

L'Administration destinataire peut percevoir, soit pour la remise à la douane et le dédouanement, soit pour la remise à la douane seulement, un droit s'élevant à 50 centimes au maximum par colis. Sauf arrangement contraire, ce droit est perçu au moment de la livraison.

Article 10.

Remise au destinataire. Droit de remise à domicile.

- Les colis sont remis aux destinataires dans le plus bref délai possible et conformément aux dispositions en vigueur dans le pays de destination.

Ce pays peut percevoir, pour la remise des colis à domicile, un droit égal à celui qui est fixé dans son service intérieur, avec un maximum de 50 centimes par colis. Le même droit est applicable, le cas échéant, à toute présentation, autre que la première, faite au domicile du destinataire.

2. Lorsque les colis ne sont pas livrés à domicile, le destinataire doit être avisé sans retard de leur arrivée. Les pays dont le régime intérieur en fait une obligation peuvent percevoir une taxe spéciale pour la remise d'un tel avis; cette taxe ne peut dépasser celle d'une lettre ordinaire de port simple du service intérieur. La même taxe est applicable, le cas échéant, à tout nouvel avis envoyé ultérieurement au domicile du destinataire.

Article 11.

Droits de douane et autres droits non postaux.

Les Administrations sont autorisées à percevoir sur les destinataires des colis les droits de douane et tous autres droits non postaux éventuels.

Article 12.

Colis francs de droits.

Dans les relations entre les pays qui se sont déclarés d'accord à cet égard, les expéditeurs peuvent prendre à leur charge, moyennant déclaration préalable au bureau de départ, la totalité des droits postaux et non postaux dont les colis sont grevés à la

livraison. Tant qu'un colis n'a pas été déposé au destinataire, l'expéditeur peut, postérieurement au dépôt et moyennant la taxe fixée pour une lettre recommandée de port simple, demander que le colis soit remis franc de droits.

Dans ces cas, les expéditeurs doivent s'engager à payer les sommes qui pourraient être réclamées par le bureau destinataire et, le cas échéant, verser des arrhes suffisantes.

L'Administration destinataire est autorisée à percevoir un droit de commission qui ne peut dépasser 50 centimes par colis. Ce droit est indépendant de celui qui est prévu à l'article 9.

Article 13.

Droit de remballage.

L'Administration sur le territoire de laquelle le colis a dû être remballé pour protéger son contenu est autorisée à frapper ce colis d'un droit de remballage fixé à 30 centimes. Ce droit ne peut être appliqué qu'aux colis réexpédiés ou renvoyés à l'origine et une fois seulement au cours du transport de bout en bout. Il est récupéré sur le destinataire ou, le cas échéant, sur l'expéditeur.

Article 14.

Droit de magasinage.

Le pays de destination est autorisé à percevoir le droit de magasinage fixé par sa législation pour les colis adressés poste restante ou non retirés dans les délais prescrits. Ce droit ne peut toutefois excéder 5 francs.

Article 15.

Colis exprès.

1. Les colis sont, à la demande des expéditeurs, remis à domicile par porteur spécial immédiatement après l'arrivée, dans les pays dont les Administrations consentent à se charger de ce service.

2. Ces envois, qualifiés „exprès“, sont soumis, en sus du port ordinaire, à une taxe spéciale de 80 centimes qui doit être acquittée complètement et à l'avance par l'expéditeur, que le colis puisse ou non être remis au destinataire ou seulement signalé par exprès.

3. Lorsque le domicile du destinataire se trouve en dehors du rayon de distribution locale du bureau de destination, la remise par exprès peut donner lieu à la perception d'une taxe complémentaire jusqu'à concurrence de celle qui est fixée dans le service interne.

La remise par exprès n'est toutefois pas obligatoire dans ce cas.

4. Lorsqu'un colis exprès est réexpédié ou tombe en rebut, la taxe complémentaire reste exigible suivant les dispositions de l'article 47, § 2, ci-après.

5. La remise par exprès du colis ou d'un avis d'arrivée au destinataire n'est essayée qu'une fois. Après un essai infructueux, le colis cesse d'être considéré comme exprès et sa remise s'effectue dans les conditions requises pour les colis ordinaires.

Article 16.

Interdictions.

1. L'expédition des objets visés dans la colonne 1 du tableau ci-après est interdite. Lorsque les colis qui contiennent ces objets ont été admis à tort à l'expédition, ils doivent subir le traitement indiqué dans la colonne 2.

Objets 1	Traitement des colis admis à tort 2
a) Les objets qui, par leur nature ou leur emballage, peuvent présenter du danger pour les agents, salir ou détériorer les autres colis;	à traiter selon les règlements intérieurs de l'Administration qui en constate la présence; toutefois, les objets visés sous b) ne sont en aucun cas ni acheminés à destination, ni délivrés aux destinataires, ni renvoyés à l'origine.
b) l'opium, la morphine, la cocaïne et autres stupéfiants; toutefois, cette interdiction ne s'applique pas aux expéditions effectuées dans un but médical ou scientifique pour les pays qui les admettent à cette condition;	
c) les objets dont l'admission ou la circulation est interdite dans le pays de destination;	En cas de contravention à la disposition prévue sous d), s'il s'agit de l'insertion d'un seul objet de correspondance, celui-ci est traité de la manière prescrite pour les lettres non affranchies. Le colis ne peut en aucun cas être renvoyé à l'origine.
d) tout document ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle, ainsi que les objets de correspondance de toute nature portant une autre adresse que celle du destinataire ou des personnes habitant avec ce dernier.	
Cependant, il est permis d'insérer une facture ouverte réduite à ses énonciations constitutives;	à détruire sur place par l'Administration qui en constate la présence;
e) les matières explosibles, inflammables ou dangereuses; toutefois, les Administrations peuvent s'entendre pour le transport des capsules et des cartouches métalliques chargées pour les armes à feu portatives, des éléments de fusées d'artillerie inexplosibles et des allumettes;	
f) les objets obscènes ou immoraux;	à renvoyer au pays d'origine, sauf le cas où l'Administration de destination serait disposée à les remettre aux destinataires aux conditions prévues par ses règlements intérieurs.
g) les animaux vivants, pour autant que leur transport par la poste n'est pas autorisé par les règlements postaux des pays intéressés;	
h) les pièces de monnaie, les billets de banque, les billets de monnaie ou les valeurs quelconques au porteur, le platine, l'or ou l'argent, manufacturés ou non, les pierreries, les bijoux et autres objets précieux, dans les colis sans valeur déclarée à destination des pays qui admettent la déclaration de valeur.	

2. Dans le cas où les colis admis à tort à l'expédition ne seraient ni renvoyés à l'origine, ni remis au destinataire, l'Administration expéditrice doit être informée, d'une manière précise, du traitement appliqué à ces colis.

Article 17.

Colis acceptés à tort.

Les colis dont le poids ou les dimensions dépassent sensiblement les limites admises et qui auraient été acceptés à tort à l'expédition sont soumis au traitement prescrit pour les envois visés à l'article 16, § 1, lettres g) et h).

Article 18.

Colis pour les prisonniers de guerre.

Sauf lorsqu'ils sont grevés de remboursement, les colis destinés aux prisonniers de guerre ou expédiés par eux sont exonérés de toutes taxes prévues par le présent Arrangement, aussi bien dans les pays d'origine et de destination que dans les pays intermédiaires. Ces colis ne donnent lieu ni à bonification, ni à paiement d'indemnité en cas de perte, de spoliation ou d'avarie.

Il en est de même des colis concernant les prisonniers de guerre, expédiés ou reçus, soit directement, soit à titre d'intermédiaire, par les bureaux de renseignements qui seraient établis éventuellement pour ces personnes dans des pays belligérants ou dans les pays neutres ayant recueilli des belligérants sur leur territoire.

Les belligérants recueillis et internés dans un pays neutre sont assimilés aux prisonniers de guerre proprement dits, en ce qui concerne l'application des dispositions ci-dessus.

Article 19.

Retrait. Modification d'adresse.

L'expéditeur d'un colis peut le faire retirer du service ou en faire modifier l'adresse aux conditions déterminées pour les correspondances par l'article 51 de la Convention,

avec cette addition que, si l'expéditeur demande le renvoi ou la réexpédition d'un colis, il est tenu de garantir d'avance le paiement du port dû pour la nouvelle transmission.

Pour les colis avec valeur déclarée qui font l'objet d'une modification d'adresse demandée par voie télégraphique, la taxe du télégramme est augmentée de la taxe applicable à une lettre recommandée de port simple.

Article 20.

Avis de réception.

L'expéditeur peut demander un avis de réception dans les conditions fixées par l'article 55 de la Convention.

Article 21.

Réexpédition.

1. La réexpédition d'un colis, par suite de changement de résidence du destinataire dans le territoire du pays de destination, peut être faite, soit sur la demande de l'expéditeur ou du destinataire, soit sans demande expresse, si les règlements du pays de destination le comportent.

La réexpédition d'un colis, d'un pays sur un autre, n'a lieu que sur la demande de l'expéditeur ou du destinataire, pourvu que le colis réponde aux conditions requises pour le nouveau transport.

L'expéditeur est autorisé à interdire toute réexpédition, au moyen d'une annotation appropriée sur le bulletin d'expédition et sur le colis.

2. La réexpédition des colis sur un autre pays, par suite du changement de résidence des destinataires, donne lieu à la perception supplémentaire des taxes fixées par les articles 3 à 8 et 35, §§ 3 et 5. Lorsqu'un colis a été réexpédié dans le territoire du pays de destination, l'Administration de ce pays peut percevoir une taxe de réexpédition sur la base de ses règlements internes. Ces taxes, qui sont exigibles en cas de réexpédition ultérieure ou de renvoi à l'origine, sont perçues sur les destinataires ou, le cas échéant, sur les expéditeurs, sans préjudice du remboursement des droits de douane ou autres frais spéciaux dont le pays de destination n'accorde pas l'annulation.

La même procédure est suivie pour les colis frappés de l'une des interdictions prévues à l'article 16.

3. La réexpédition des colis parvenus en fausse direction ou le renvoi des colis admis à tort à l'expédition a lieu suivant les prescriptions de l'article 134, §§ 1 et 2, du Règlement.

4. En cas de réexpédition, les délais de conservation au nouveau bureau destinataire sont conformes aux délais prévus à l'article 22, § 5, ci-après.

Article 22.

Rebuts.

1. Les expéditeurs sont tenus d'indiquer, au verso des bulletins d'expédition et sur les colis, la manière dont il doit être disposé de leurs envois en cas de non-livraison.

Lorsque cette prescription n'est pas observée, et que les colis sont tombés en rebut, ils sont renvoyés immédiatement au bureau d'origine.

Sauf impossibilité, le renvoi a lieu par la voie suivie à l'aller.

2. Le renvoi d'un colis tombé en rebut doit aussi avoir lieu immédiatement si la demande de l'expéditeur, formulée sur le bulletin d'expédition et sur le colis, n'a pas abouti au résultat voulu.

Lorsque, en réponse à l'avis de non-remise, l'expéditeur (ou le tiers dont il est question à l'article 108, § 1, du Règlement) a formulé une ou plusieurs demandes visées à l'article 136, § 1, lettres a), b), c), d) ou e) du Règlement et que, malgré l'exécution de ces instructions, le résultat voulu n'a pas été atteint, le colis est renvoyé au bureau d'origine.

3. L'Administration destinataire, tant qu'elle n'a pas reçu des instructions de l'expéditeur, est autorisée, soit à livrer, le cas échéant, le colis au destinataire primitif ou à un autre destinataire indiqué éventuellement, soit à le réexpédier à une nouvelle adresse.

4. Il peut être perçu, sur l'expéditeur ou sur le tiers dont il est question à l'article 108, § 1, du Règlement, au moment où il aura à remplir la formule de non-remise mentionnée à l'article 135 du Règlement, un droit qui ne dépasse pas le double de la taxe applicable à une lettre de port simple. S'il s'agit de plusieurs colis faisant l'objet d'un seul avis de non-remise, conformément aux prescriptions du Règlement, le droit ne peut être perçu qu'une fois.

Si, dans le délai d'un mois à compter de l'expédition de l'avis de non-remise, le bureau destinataire n'a pas reçu des instructions suffisantes, le colis est renvoyé au bureau d'origine. Ce délai est porté à quatre mois dans les relations avec les pays éloignés.

5. Les colis dont l'arrivée a été notifiée aux destinataires sont conservés à leur disposition quinze jours ou, au plus tard, un mois à compter du lendemain de l'expédition de l'avis. Passé ce délai, ils sont considérés comme tombés en rebut.

Lorsqu'une notification n'a pu avoir lieu, les colis gardés en instance, de même que les colis adressés poste restante, ne sont considérés comme tombés en rebut qu'après le délai de conservation prescrit par les règlements du pays de destination. Toutefois, ce délai ne peut dépasser, en règle générale, deux mois, sauf les cas exceptionnels où l'Administration de destination juge nécessaire de prolonger la conservation jusqu'à quatre mois au maximum.

Le renvoi au pays d'origine doit avoir lieu dans un délai plus court, si l'expéditeur l'a demandé par une annotation au verso du bulletin et sur le colis dans une langue connue dans le pays de destination.

6. Le renvoi des colis tombés en rebut donne lieu à la perception des taxes prévues à l'article 21, § 2.

Article 23.

Annulation des droits de douane et autres droits non postaux.

Les Administrations s'engagent à intervenir auprès des services intéressés de leur pays pour que les droits de douane et autres droits non postaux soient annulés sur les colis renvoyés au pays d'origine, abandonnés par les expéditeurs, détruits pour cause d'avarie complète du contenu ou réexpédiés sur un tiers pays.

Elles doivent agir de même en ce qui concerne les colis perdus, spoliés ou avariés dans leur service.

Article 24.

Vente. Destruction.

Les articles dont la détérioration ou la corruption prochaines sont à craindre peuvent seuls être vendus immédiatement, même en route, à l'aller ou au retour, sans avis préalable et sans formalité judiciaire, au profit de qui de droit. Si, pour une cause quelconque, la vente est impossible, les objets détériorés ou corrompus sont détruits.

Article 25.

Colis abandonnés.

Les colis qui n'ont pu être délivrés aux destinataires et dont les expéditeurs ont fait abandon ne sont pas renvoyés. L'Administration de destination les traite d'après sa législation.

Article 26.

Récupération des frais sur l'expéditeur.

Les expéditeurs sont tenus de payer les frais de transport ou autres dont les Administrations se trouvent à découvert par suite de la non-livraison des colis, même si ces derniers ont été abandonnés, vendus ou détruits. Ces frais sont repris sur l'Administration d'origine.

Lorsque l'expéditeur indique comme adresse la poste restante ou un hôtel, le bureau de dépôt peut percevoir des arrhes pour se couvrir des frais qui pourraient résulter de la non-livraison des colis.

Article 27.

Réclamations.

1. La réclamation de tout colis ou de tout mandat de remboursement peut donner lieu à la perception d'un droit fixe de 60 centimes au maximum.

Ce droit est perçu pour chaque colis, même si la réclamation concerne plusieurs colis déposés simultanément par le même expéditeur à l'adresse du même destinataire.

Aucun droit n'est perçu si l'expéditeur a déjà acquitté le droit spécial pour un avis de réception.

2. Les réclamations ne sont admises que dans le délai d'un an à compter du lendemain du dépôt du colis.

Chaque Administration est, toutefois, tenue de donner suite aux simples demandes de renseignements, introduites après ce délai, dont elle est saisie par une autre Administration au sujet de colis expédiés depuis moins de deux ans.

3. Chaque Administration est obligée d'accepter les réclamations concernant des colis déposés sur le territoire d'autres Administrations.

4. Lorsqu'une réclamation a été motivée par une faute de service, le droit de réclamation est restitué.

CHAPITRE III.

Colis contre remboursement.

Article 28.

Taxes et conditions. Liquidation.

1. Les colis peuvent être expédiés contre remboursement dans les relations entre les pays dont les Administrations conviennent d'assurer ce service.

2. Les colis expédiés contre remboursement sont soumis aux formalités et aux taxes des colis ordinaires ou, le cas échéant, des colis avec valeur déclarée.

En outre, l'expéditeur paie à l'avance:

a) une taxe fixe qui ne peut dépasser 50 centimes par colis et un droit proportionnel de $\frac{1}{2}\%$ au maximum du montant du remboursement, s'il désire que ce montant soit liquidé au moyen d'un mandat de remboursement émis gratuitement à son profit;

b) une taxe fixe de 25 centimes au maximum, s'il demande la liquidation au moyen d'un versement en compte courant postal dans le pays de destination du colis.

3. Le mode de liquidation prévu au § 2, lettre b), n'est admis que si les Administrations intéressées se chargent d'appliquer ce procédé de liquidation. L'Administration de destination verse en compte courant, au moyen d'un bulletin de versement du régime intérieur, le montant encaissé sur le destinataire, après déduction d'une taxe fixe de 25 centimes au maximum et de la taxe ordinaire des versements applicable dans son service intérieur.

4. Quel que soit le mode de liquidation, le montant maximum du remboursement est égal à celui qui est fixé pour les mandats de poste à destination du pays d'origine du colis.

5. Sauf arrangement contraire, le montant du remboursement est exprimé dans la monnaie du pays d'origine du colis. Toutefois, en cas de versement en compte courant postal tenu dans le pays de destination du colis, le montant doit être indiqué dans la monnaie de ce pays.

6. Chaque Administration a la faculté d'adopter, pour la perception du droit proportionnel prévu au § 2, lettre a), l'échelle qui répond le mieux à ses convenances de service.

7. Chaque Administration est tenu d'assurer le transit des colis contre remboursement, même si elle n'admet pas ces envois dans son service. Les pays intermédiaires doivent également assurer le transit des colis dont le montant du remboursement dépasse le maximum fixé pour leur propre trafic.

Article 29.

Annulation ou réduction du montant du remboursement.

L'expéditeur d'un colis grevé de remboursement peut demander le dégrèvement total ou partiel du montant du remboursement.

Les demandes de cette nature sont soumises aux dispositions de l'article 64 de la Convention.

Article 30.

Responsabilité en cas de perte, de spoliation ou d'avarie du colis.

La perte, la spoliation ou l'avarie d'un colis grevé de remboursement engage la responsabilité du service postal dans les conditions déterminées par le chapitre VI ci-après.

Article 31.

Indemnité en cas de non-encaissement du montant du remboursement, d'encaissement insuffisant ou frauduleux.

1. Si le colis a été livré au destinataire sans encaissement du montant du remboursement, l'expéditeur a droit à une indemnité, pourvu qu'une réclamation ait été formulée dans le délai prévu à l'article 27 et à moins que le non-encaissement ne soit dû à une faute ou à une négligence de sa part, ou que le contenu du colis ne tombe sous le coup des interdictions prévues à l'article 16, § 1, lettres b), c), e), f), g) et h), ou que le colis n'ait fait l'objet d'une déclaration frauduleuse de valeur.

Il en est de même si la somme encaissée du destinataire est inférieure au montant du remboursement indiqué ou si l'encaissement a été effectué frauduleusement.

L'indemnité ne pourra dépasser, en aucun cas, le montant du remboursement.

2. L'Administration qui a effectué le paiement de l'indemnité est subrogée, jusqu'à concurrence du montant de cette indemnité, dans les droits de la personne qui l'a reçue, pour tout recours éventuel, soit contre le destinataire, soit contre l'expéditeur ou contre des tiers.

Article 32.

Détermination de la responsabilité.

Le paiement, par l'Administration expéditrice, des sommes encaissées régulièrement ou de l'indemnité prévue à l'article 31 se fait pour le compte de l'Administration destinataire. Celle-ci est responsable, à moins qu'elle ne puisse prouver que la faute est due à la non-observation d'une disposition réglementaire par l'Administration expéditrice ou établir que, lors de la transmission à son service, le colis et le bulletin d'expédition y afférent ne portaient pas les désignations prescrites par le Règlement pour les colis grevés de remboursement.

En cas d'encaissement frauduleux à la suite de la disparition, dans le service, d'un colis contre remboursement, la responsabilité des Administrations en cause est déterminée selon les règles prévues à l'article 43 ci-après.

Toutefois, la responsabilité d'une Administration intermédiaire qui ne participe pas au service des remboursements est limitée à celle qui est prévue aux articles 38 et 39 ci-après pour les colis non grevés de remboursement. Les autres Administrations supportent par parts égales le montant non couvert.

Article 33.

Application des dispositions de la Convention aux indemnités et sommes à payer. Délais de paiement et remboursement des avances.

Les dispositions des articles 66, 68, 69 et 71 de la Convention s'appliquent aux colis grevés de remboursement.

Article 34.

Mandats de remboursement et bulletins de versement.

1. Le montant d'un mandat de remboursement qui, pour un motif quelconque, n'a pas été payé au bénéficiaire, n'est pas remboursé à l'Administration d'émission. Il est tenu à la disposition du bénéficiaire par l'Administration expéditrice du colis grevé de remboursement et revient définitivement à cette Administration après l'expiration du délai légal de prescription.

A tous les autres égards et sous les réserves prévues au Règlement, les mandats de remboursement sont soumis aux dispositions fixées par l'Arrangement concernant les mandats de poste.

2. Lorsque, pour une cause quelconque, un bulletin de versement émis en conformité des prescriptions de l'article 28, ne peut être porté au crédit du bénéficiaire indiqué par l'expéditeur du colis contre remboursement, le montant de ce bulletin doit être mis, par l'Administration qui l'a encaissé, à la disposition de l'Administration d'origine pour être payé à l'expéditeur du colis.

Si ce paiement ne peut être effectué, il est procédé comme il est prévu au § 1.

CHAPITRE IV.

Colis avec valeur déclarée.

Article 35.

Taxes et conditions.

1. Les colis peuvent comporter une déclaration de valeur dans les relations entre les pays dont les Administrations assurent ce service.

2. Chaque Administration a la faculté de limiter la déclaration de valeur, en ce qui la concerne, à un montant qui ne peut être inférieur à 1000 francs.

Dans les relations entre pays qui ont adopté des maxima différents, la limite la plus basse doit être observée de part et d'autre.

3. Il est perçu, à titre de droit d'assurance, par 300 francs ou fraction de 300 francs déclarés et en sus des taxes applicables aux colis ordinaires:

a) 5 centimes par Administration participant au transport territorial;

b) 10 centimes par service maritime emprunté.

4. L'Administration d'origine peut toutefois percevoir un droit global d'assurance qui ne doit pas dépasser 50 centimes par 300 francs ou fraction de 300 francs déclarés.

5. Les pays qui acceptent de couvrir, pour les colis avec valeur déclarée, les risques pouvant dériver du cas de force majeure, sont autorisés à percevoir une taxe spéciale, sous réserve que cette taxe et le droit d'assurance réunis ne dépassent pas le droit prévu au § 4.

6. L'Administration d'origine a la faculté de percevoir un droit d'expédition qui ne peut dépasser 50 centimes par colis.

7. Un récépissé doit être délivré gratuitement à l'expéditeur d'un colis avec valeur déclarée, au moment du dépôt.

Article 36.

Déclaration frauduleuse de valeur.

La déclaration de valeur ne peut pas dépasser la valeur réelle du contenu du colis, mais il est permis de ne déclarer qu'une partie de cette valeur.

Toute déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle de l'envoi est passible des poursuites judiciaires que peut comporter la législation du pays d'origine.

CHAPITRE V.

Colis urgents.

Article 37.

Taxes et conditions.

1. Dans les relations entre les pays qui se sont déclarés d'accord à ce sujet, l'expéditeur peut demander qu'un colis soit transporté autant que possible par les moyens rapides utilisés pour le transport de la poste aux lettres.

2. Pour ces colis, qualifiés urgents, seuls les droits et majorations fixés par les articles 3, 5 et 7 sont doublés. Tous les autres frais leur sont appliqués sans augmentation. Les colis urgents considérés comme encombrants sont passibles, en outre, de la simple taxe additionnelle définie par l'article 8, § 4.

CHAPITRE VI.

Responsabilité.

Article 38.

Etendue de la responsabilité.

1. Sauf les cas prévus à l'article 39 ci-après, les Administrations répondent de la perte, de la spoliation ou de l'avarie des colis.

L'expéditeur a droit à une indemnité correspondant au montant réel de la perte, de la spoliation ou de l'avarie. Pour les colis ordinaires, cette indemnité ne peut dépasser:

10 francs par colis	jusqu'au poids de 1 kg;
25 " " "	de plus de 1 jusqu'à 5 kg;
40 " " "	" " " " " 5 " " 10 "
55 " " "	" " " " " 10 " " 15 "
70 " " "	" " " " " 15 " " 20 "

Pour les colis avec valeur déclarée, l'indemnité ne peut en aucun cas dépasser le montant de la déclaration de valeur en francs-or.

L'indemnité est versée au destinataire lorsque celui-ci la réclame, soit après avoir formulé des réserves en prenant livraison d'un colis spolié ou avarié, soit s'il établit que l'expéditeur s'est désisté de ses droits en sa faveur.

2. Les dommages indirects ou les bénéfices non réalisés ne sont pas pris en considération.

3. L'indemnité est calculée d'après le prix courant, converti en francs-or, des marchandises de même nature, au lieu et à l'époque où la marchandise a été acceptée au transport. A défaut de prix courant, l'indemnité est calculée d'après la valeur ordinaire de la marchandise évaluée sur les mêmes bases.

4. Dans le cas où une indemnité est due pour la perte, la destruction ou la spoliation complète d'un colis, l'expéditeur a droit, en outre, à la restitution des taxes et droit acquittés, sauf l'exception prévue au § 5 ci-après. Il en est de même quant aux envois refusés par les destinataires à cause de leur mauvais état, pourvu que celui-ci soit imputable au service postal et engage sa responsabilité.

Lorsque la perte, la destruction ou la spoliation complète résulte d'un cas de force majeure, ne donnant pas lieu au paiement d'une indemnité, l'expéditeur a droit à la restitution des quotes-parts de transport non utilisées ou afférentes au service non rendu.

5. Le droit d'assurance reste acquis, dans tous les cas, aux Administrations.

6. L'expéditeur d'un colis est responsable, dans la mesure énoncée au § 1 et pour chaque colis endommagé, de tout dommage causé par son envoi, lorsque la provenance du dommage est dûment établie et qu'il n'y a pas eu faute ou négligence des transporteurs. Il appartient à l'Administration de dépôt d'intenter l'action contre l'expéditeur.

Article 39.

Exceptions au principe de la responsabilité.

Les Administrations sont dégagées de toute responsabilité:

a) en cas de force majeure; toutefois, la responsabilité subsiste à l'égard de l'Administration expéditrice qui a accepté de couvrir les risques de force majeure (article 35, § 5). Le pays responsable de la perte, de la spoliation ou de

l'avarie doit, suivant sa législation intérieure, décider si cette perte, spoliation ou avarie est due à des circonstances constituant un cas de force majeure;

- b) lorsque, la preuve de leur responsabilité n'ayant pas été administrée autrement, elles ne peuvent rendre compte des colis par suite de la destruction des documents de service résultant d'un cas de force majeure;
- c) lorsque le dommage a été causé par la faute ou la négligence de l'expéditeur ou provient de la nature de l'objet;
- d) lorsqu'il s'agit de colis dont le contenu tombe sous le coup des interdictions prévues à l'article 16, § 1, lettres b), c), e), f), g) et h);
- e) lorsqu'il s'agit de colis qui ont fait l'objet d'une déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle du contenu;
- f) lorsqu'il s'agit de colis saisis par la douane par suite de fausse déclaration de leur contenu;
- g) lorsque l'expéditeur n'a formulé aucune réclamation dans le délai d'un an prévu à l'article 27, § 2.

Article 40.

Cessation de la responsabilité.

Les Administrations cessent d'être responsables des colis dont elles ont effectué la remise dans les conditions prescrites par leur règlement intérieur pour les envois de même nature.

Toutefois, la responsabilité est maintenue lorsque le destinataire ou, en cas de renvoi, l'expéditeur formule des réserves en prenant livraison d'un colis spolié ou avarié.

Article 41.

Paiement de l'indemnité.

Sauf l'exception prévue à l'article 38, § 1, dernier alinéa, l'obligation de payer l'indemnité ainsi que les taxes et droits à restituer incombe à l'Administration dont relève le bureau expéditeur du colis, sous réserve de son droit de recours contre l'Administration responsable.

Article 42.

Délai de paiement de l'indemnité.

1. Le paiement de l'indemnité doit avoir lieu le plus tôt possible et, au plus tard, dans le délai d'un an à compter du lendemain du jour de la réclamation.

L'Administration à laquelle incombe ce paiement peut le différer exceptionnellement au-delà de ce délai, lorsqu'une décision n'est pas encore intervenue sur la question de savoir si la perte, la spoliation ou l'avarie de l'envoi est due à un cas de force majeure.

2. L'Administration d'origine ou de destination, selon le cas, est autorisée à désintéresser l'ayant droit pour le compte de celle des autres Administrations ayant participé au transport qui, régulièrement saisie, a laissé s'écouler six mois sans donner de solution à l'affaire; ce délai est porté à neuf mois dans les relations avec les pays éloignés.

Article 43.

Détermination de la responsabilité.

1. Jusqu'à preuve du contraire, la responsabilité incombe à l'Administration qui, ayant reçu le colis sans faire d'observation et étant mise en possession de tous les moyens réglementaires d'investigation, ne peut établir ni la délivrance au destinataire, ni, s'il y a lieu, la transmission régulière à l'Administration suivante.

Une Administration intermédiaire ou destinataire est, jusqu'à preuve du contraire, dégagée de toute responsabilité:

- a) lorsqu'elle a observé les dispositions de l'article 145, §§ 1 et 4 à 6, du Règlement;
- b) lorsqu'elle peut établir qu'elle n'a été saisie de la réclamation qu'après la destruction des documents de service relatifs au colis recherché, le délai de garde prévu à l'article 152 du Règlement étant expiré; cette réserve ne porte pas atteinte aux droits du réclamant.

Si la perte, la spoliation ou l'avarie s'est produite en cours de transport, sans qu'il soit possible d'établir sur le territoire ou dans le service de quel pays le fait s'est accompli, les Administrations en cause supportent le dommage par parts égales. Cette règle s'applique notamment aux cas de transmission globale des colis. Toutefois, si la spoliation ou l'avarie a été constatée dans le pays de destination ou, en cas de renvoi à l'expéditeur, dans le pays d'origine, il incombe à l'Administration de ce pays de prouver que ni l'emballage, ni la fermeture du colis n'ont décelé aucune défectuosité apparente et que le poids, quand il s'agit d'un colis avec valeur déclarés, n'a pas différé de celui qui avait été constaté lors du dépôt.

Lorsque pareille preuve a été faite par l'Administration de destination ou, le cas échéant, par l'Administration d'origine, aucune des autres Administrations en cause ne peut décliner sa part de responsabilité en invoquant le fait qu'elle a livré le colis sans que l'Administration suivante ait formulé d'objection.

2. Lorsqu'un colis a été perdu, spolié ou avarié dans des circonstances de force majeure, l'Administration sur le territoire ou dans le service de laquelle la perte, la spoliation ou l'avarie a eu lieu n'en est responsable envers l'Administration expéditrice que si les deux pays se chargent des risques dérivant du cas de force majeure.

3. Les droits de douane et autres dont l'annulation n'a pu être obtenue tombent à la charge des transporteurs responsables de la perte, de la spoliation ou de l'avarie.

4. L'Administration qui a effectué le paiement de l'indemnité est subrogée, jusqu'à concurrence du montant de cette indemnité, dans les droits de la personne qui l'a reçue, pour tout recours éventuel, soit contre le destinataire, soit contre l'expéditeur ou contre des tiers.

5. En cas de découverte ultérieure d'un colis considéré comme perdu, la personne à qui l'indemnité a été payée doit être avisée qu'elle peut prendre possession du colis contre restitution du montant de l'indemnité.

Article 44.

Remboursement de l'indemnité.

1. L'Administration responsable ou pour le compte de laquelle le paiement est effectué en conformité de l'article 42 est tenue de rembourser à l'Administration expéditrice, dans un délai de trois mois à compter de l'envoi de la notification du paiement, le montant de l'indemnité effectivement payée à l'expéditeur.

Si l'indemnité doit être supportée par plusieurs Administrations en conformité de l'article 43, l'intégralité de l'indemnité due doit être versée à l'Administration expéditrice, dans le délai mentionné à l'alinéa précédent, par la première Administration qui, ayant dûment reçu le colis réclamé, ne peut en établir la transmission régulière au service correspondant. Il appartient à cette Administration de récupérer sur les autres Administrations responsables la quote-part éventuelle de chacune d'elles dans le dédommagement de l'ayant droit.

2. Le remboursement à l'Administration créancière s'effectue sans frais pour cette Administration, soit au moyen d'un mandat de poste, d'un chèque ou d'une traite payable à vue sur la capitale ou sur une place commerciale du pays créancier, soit en espèces ayant cours dans ce pays.

Lorsque la responsabilité a été reconnue, de même que dans le cas prévu à l'article 42, § 2, le montant de l'indemnité peut également être repris d'office par voie de décompte sur le pays responsable, soit directement, soit par l'intermédiaire de la première Administration de transit, qui se crédite à son tour sur l'Administration suivante, l'opération étant répétée jusqu'à ce que la somme payée ait été portée au débit de l'Administration responsable.

Passé le délai de trois mois, la somme due à l'Administration expéditrice est productive d'intérêt à raison 5% l'an, à compter du jour de l'expiration dudit délai.

3. L'Administration d'origine ne peut réclamer le remboursement de l'indemnité à l'Administration responsable que dans le délai de deux ans à compter de l'envoi de la notification de la perte, de la spoliation ou de l'avarie ou, s'il y a lieu, du jour de l'expiration du délai prévu à l'article 42, § 2.

4. L'Administration dont la responsabilité est dûment établie et qui a tout d'abord décliné le paiement de l'indemnité doit prendre à sa charge tous les frais accessoires résultant du retard non justifié apporté au paiement.

5. Les dispositions qui précèdent s'appliquent à l'Administration destinataire, aux lieux et places de l'Administration expéditrice, lorsque l'indemnité a été versée au destinataire du colis, conformément à l'article 38, § 1, dernier alinéa.

CHAPITRE VII.

Attribution des taxes.

Article 45.

Bonification de transport.

L'Administration expéditrice bonifie pour chaque colis:

- a) à l'Administration destinataire, les droits qui lui reviennent en vertu des dispositions des articles 3 à 8 et 37;
- b) éventuellement, à chaque Administration intermédiaire, les droits fixés par les articles 3, 4, 6, 8 et 37.

Article 46.

Reprises en cas de réexpédition ou de renvoi.

En cas de réexpédition ou de renvoi d'un colis à l'origine, l'Administration réexpéditrice reprend sur l'Administration suivante la quote-part qui lui revient et, le cas échéant:

- a) le droit de dédouanement prévu à l'article 9;
- b) le droit de remise à domicile prévu à l'article 10, § 1;
- c) la taxe de l'avis au destinataire prévue à l'article 10, § 2;
- d) le droit de remballage prévu à l'article 13;
- e) le droit de magasinage prévu à l'article 14;
- f) la taxe de réexpédition prévue à l'article 21, § 2;
- g) les droits non postaux dont elle se trouve à découvert.

La même procédure est suivie par chaque Administration intermédiaire, ainsi qu'il est dit à l'article 134 du Règlement.

Article 47.

Taxes d'express.

1. La taxe spéciale d'express prévue à l'article 15, § 2, fait partie des bonifications dévolues à l'Administration de destination.

Lorsqu'un colis express est réexpédié sur un autre pays sans que la remise en ait été tentée, cette taxe est bonifiée au nouveau pays de destination. Si celui-ci ne se charge pas de la remise par express, la taxe reste acquise à l'Administration du pays de la première destination; il en est de même quand un colis express est tombé en rebut.

2. En cas de réexpédition ou de renvoi à l'origine d'un colis express, la taxe complémentaire prévue à l'article 15, §§ 3 et 4, est reprise sur l'Administration correspondante par l'Administration qui a tenté la remise, sauf le cas où cette taxe lui a été versée lors de la présentation au domicile du destinataire.

Article 48.

Taxe pour la réexpédition dans le pays de destination.

La taxe de réexpédition prévue à l'article 21, § 2, est acquise, en cas de réexpédition ultérieure ou de renvoi à l'origine, au pays qui a effectué la réexpédition dans les limites de son territoire.

Article 49.

Droits divers.

1. Sont acquis en entier à l'Administration qui les a perçus:
 - a) la taxe prévue pour la demande de remise du colis franc de droits présenté postérieurement au dépôt (article 12, 1er alinéa);
 - b) le droit fixe appliqué aux avis de réception (article 20);
 - c) le droit prévu pour un colis tombé en rebut (article 22, § 4);
 - d) le droit appliqué aux réclamations (article 27, § 1);
 - e) le droit d'expédition pour les colis avec valeur déclarée (article 35, § 6).
2. Les droits de dédouanement, d'avis d'arrivée, de remise à domicile et de magasinage (article 9, 10 et 14) sont acquis à l'Administration destinataire. Il en est de même du droit de commission (article 12, 3e alinéa) qui est repris par cette Administration sur l'Administration expéditrice.
3. Le droit de remballage (article 13) est acquis à l'Administration dont relève le bureau qui a effectué les opérations de remballage.

Article 50.

Bonification de la taxe et du droit de remboursement.

L'Administration d'origine bonifie à l'Administration de destination, dans les conditions prescrites par le Règlement, une quote-part fixe de 20 centimes par remboursement, plus 1/4% de la somme totale des mandats de remboursement payés.

Les taxes prévues à l'article 28, §§ 2, lettre b), et 3, restent acquises en entier aux Administrations qui les ont perçues.

Article 51.

Droit d'assurance.

Pour les colis avec valeur déclarée, l'Administration d'origine est redevable envers chacune des Administrations dont les services participent au transport et, le cas échéant, pour chacun de ces services, d'une quot-part de droit d'assurance fixée, par 300 francs ou fraction de 300 francs déclarés, à 5 centimes pour le transport territorial et à 10 centimes pour le transport maritime.

CHAPITRE VIII.

Dispositions diverses.

Article 52.

Application des dispositions d'ordre général de la Convention.

Les dispositions d'ordre général qui figurent aux Titres I et II de la Convention sont applicables à l'échange des colis.

Les Administrations des pays participant au présent Arrangement, qui entretiennent un échange de colis postaux avec des pays non contractants, admettent toutes les autres Administrations participantes à profiter de ces relations pour l'échange des colis avec ces derniers pays.

Pour le transit, par les services terrestres ou maritimes des pays signataires de l'Arrangement, les colis à destination ou en provenance d'un pays non signataire de l'Arrangement sont assimilés, en ce qui concerne le montant des quotes-parts de transit, aux colis échangés entre les pays contractants.

Lorsque le pays qui désire adhérer au présent Arrangement réclame la faculté de percevoir une surtaxe supérieure à 25 centimes par colis, le Bureau international soumet la demande d'adhésion à toutes les Administrations participant à l'Arrangement. Si, dans un délai de six mois, plus d'un tiers de ces Administrations ne se prononcent pas contre cette demande, elle est considérée comme admise.

Article 53.

Approbation des propositions faites dans l'intervalle des réunions.

Pour devenir exécutoires, les propositions faites dans l'intervalle des réunions (articles 19 et 20 de la Convention) doivent réunir:

- a) l'unanimité des suffrages, s'il s'agit de l'addition de nouvelles dispositions ou de la modification des dispositions des articles 1 à 22, 27 à 47, 49 à 51, 53 et 54 du présent Arrangement, de tous les articles de son Protocole final et de l'article 154 de son Règlement;
- b) les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de la modification des dispositions autres que celles qui sont mentionnées à l'alinéa précédent;
- c) la majorité absolue, s'il s'agit de l'interprétation des dispositions du présent Arrangement, de son Protocole final et de son Règlement, hors le cas de dissentiment à soumettre à l'arbitrage prévu à l'article 11 de la Convention.

Dispositions finales.

Article 54.

Mise à exécution et durée de l'Arrangement.

Le présent Arrangement sera mis à exécution le 1-er janvier 1935 et demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays ci-dessus énumérés ont signé le présent Arrangement en un exemplaire qui restera déposé aux Archives du Gouvernement de l'Égypte et dont une copie sera remise à chaque Partie.

Fait au Caire, le 20 mars 1934.

Pour l'Afghanistan:	Pour les Colonies et Protectorats français de l'Indochine:
Pour l'Albanie:	Nicolas.
Pan. Nasse.	
Pour l'Allemagne:	Pour l'ensemble des autres Colonies françaises:
K. Orth	J. Cassagnac.
K. Ziegler	
Dr. W. Seebass.	Pour la Grèce:
Pour le Royaume de l'Arabie Saoudite:	V. Dendramis
Fawzan El-Sabek.	J. Lachnidakis.
Pour la République Argentine:	Pour le Guatemala:
R. R. Tula.	Victor Durán M.
Pour l'Autriche:	Pour la République d'Haïti:
Dr. Rudolf Kuhn.	Pour la République du Honduras:
Pour la Belgique:	Dr. Tuccimei.
O. Schockaert	Pour la Hongrie:
E. Mons.	Gabriel Baron Szalay
Pour la Colonie du Congo belge:	Charles de Forster.
G. Tondeur.	Pour l'Inde britannique:
Pour la Bolivie:	P. N. Mukerji
Ernesto Cáceres.	S. C. Gupta
Pour Edmundo de la Fuente,	Mohd. al Hasan.
Ernesto Cáceres.	Pour l'Iraq:
Pour le Brésil:	Douglas W. Gumbley
C. M. de Figueiredo	Jos. Shaul.
J. Sanchez Perez.	Pour l'Islande:
Pour la Bulgarie:	C. Mondrup
Iv. Katzaroff.	Arne Krog.
Pour le Chili:	Pour l'Italie:
R. Suarez Barros.	Pietro Tosti
Pour la Chine:	Galdi Michele.
Hoo Chi-Tsai	Pour l'ensemble des Colonies italiennes:
Chang Hsin-Hai	Crety Donato.
Huang Nai-Shu.	Pour le Japon:
Pour la République de Colombie:	Masao Seki
E. Zaldúa P.	T. Harima
Pour la République de Costa-Rica:	J. Kageyama.
Ad Referendum,	Pour le Chosen:
P. Martinez T.	Masao Seki
Pour la République de Cuba:	Ryuzo Kawazura.
Alfredo Assir.	Pour l'ensemble des autres Dépendances japonaises:
Pour le Danemark:	T. Harima
C. Mondrup	H. Fujikawa.
Arne Krog.	Pour la Lettonie:
Pour la Ville libre de Danzig:	Dr. Reinhold Furrer
R. Starzyński.	Ls Roulet.
Pour la République Dominicaine:	Pour les Etats du Levant sous Mandat français (Syrie et Liban):
Luis Alejandro Aguilar.	Cianfarelli
Pour l'Égypte:	L. Pernot.
M. Charara	Pour la République de Libéria:
E. Maggiar	Pour la Lituanie:
S. A. Ghalwash.	Pour le Luxembourg:
Pour l'Équateur:	Pour le Maroc (à l'exclusion de la Zone espagnole):
E.-L. Andrade.	H. Duteil.
Pour l'Espagne:	Pour le Maroc (Zone espagnole):
Alonso Caro	A. Ramos.
A. Ramos.	Pour le Nicaragua:
Pour l'ensemble des Colonies espagnoles:	Victor Durán M.
Demetrio Pereda.	Pour la Norvège:
Pour l'Estonie:	Klaus Helsing
G. E. F. Albrecht.	Oskar Homme.
Pour l'Éthiopie:	Pour la République de Panama:
Alamou Tch.	E. Zaldúa P.
Pour la Finlande:	Pour le Paraguay:
G. E. F. Albrecht.	R. R. Tula.
Pour la France:	Pour les Pays-Bas:
M. Lebon	Duynstee.
L. Genthon	v. Goor.
P. Grandsimon	Pour Curaçao et Surinam:
A. Cabanne	Hoogewonning.
Dusserre.	
Pour l'Algérie:	
E. Huguenin.	

Pour les Indes néerlandaises:

Perk
Bril.
Hoogewonning.

Pour le Pérou:

Ernesto Cáceres

Pour Edmundo de la Fuente,
Ernesto Cáceres.

Pour la Perse:

S. A. Rad
R. Ardjomende.

Pour la Pologne:

R. Starzyński.

Pour le Portugal:

A. de Q. R. Vaz Pinto
A. C. Bianchi.

Pour les Colonies portugaises de l'Afrique occidentale:

Ernesto Julin Navarro.

Pour les Colonies portugaises de l'Afrique orientale, de l'Asie et de l'Océanie:

Mario Corrêa Barata da Cruz

Pour la Roumanie:

Ilariu Maneanu,
Const. Stefanescu.

Pour la République de Saint-Marin:

Crety Donato.

Pour la République de El Salvador:

Pour le Territoire de la Sarre:

Pour le Siam:

Pour la Suède:

Anders Örne
Gunnar Lager
Arvid Bildt.

Pour la Confédération Suisse:

Dr. Reinhold Furrer
Ls Roulet.

Pour la Tchécoslovaquie:

Václav Kučera
Josef Rada.

Pour la Tunisie:

H. Duteil.

Pour la Turquie:

Yusuf Arifi
M. Sakin
M. Tevfik.

Pour la République O. de l'Uruguay:

Arturo C. Masanés.

Pour l'Etat de la Cité du Vatican:

Mgr. Giuseppe Mazzoli.

Pour les Etats-Unis de Vénézuëla:

Luis Alejandro Aguilar.

Pour l'Yémen:

Pour le Royaume de Yougoslavie:

Kosta Zlatanovitch.

Protocole final de l'Arrangement.

Au moment de procéder à la signature de l'Arrangement concernant les colis postaux, conclu à la date de ce jour, les Plénipotentiaires soussignés sont convenus de ce qui suit:

I.

Exploitation du service par les entreprises de transport.

Tout Pays où la poste ne se charge pas actuellement du transport des colis postaux, et qui adhère à l'Arrangement, a la faculté d'en faire exécuter les clauses par les entreprises de chemins de fer et de navigation. Il peut, en même temps, limiter ce service aux colis provenant ou à destination de localités desservies par ces entreprises.

L'Administration postale de ce Pays doit s'entendre avec les entreprises de chemins de fer et de navigation pour assurer la complète exécution, par ces dernières, de toutes les clauses de l'Arrangement, spécialement pour organiser le service d'échange.

Elle leur sert d'intermédiaire pour toutes leurs relations avec les Administrations postales des autres Pays contractants et avec le Bureau international.

II.

Services aériens.

Les dispositions concernant le transport des colis postaux par voie aérienne sont annexées à l'Arrangement et sont considérées comme faisant partie intégrante de celui-ci et de son Règlement.

Toutefois, par dérogation aux dispositions générales de l'Arrangement, la modification de ces dispositions peut être envisagée de temps à autre par une Conférence comprenant les représentants des Administrations directement intéressées.

Cette Conférence peut être convoquée par l'intermédiaire du Bureau international à la demande de trois au moins de ces Administrations.

L'ensemble des dispositions proposées par cette Conférence devra être soumis, par l'intermédiaire du Bureau international, au vote des Pays contractants. La décision sera prise à la majorité des voix exprimées.

III.

Transit.

La faculté de ne pas assurer le transport des colis en transit par leur territoire est accordée provisoirement à la Perse, aux Colonies portugaises de l'Afrique et au Congo belge.

En ce qui concerne le Congo belge, cette clause ne s'applique pas aux colis en provenance ou à destination de la Rhodésie, des Colonies françaises du Tchad, de l'Oubangui-Chari et du Moyen-Congo.

IV.

Surtaxes.

Par exception aux dispositions des articles 3, 4 et 7 de l'Arrangement et à titre provisoire, les Administrations énumérées ci-après sont autorisées à percevoir, en dehors des majorations prévues aux articles 5 et 6, les surtaxes terminales et de transit indiquées dans les tableaux suivants:

1. Surtaxes terminales.

N ^o d'ordre	Administration autorisée à percevoir la surtaxe	Montant de la surtaxe par colis	Observations
1	2	3	4
		Centimes	
1	Afghanistan	50	
2	Albanie	100	
3	Argentine (République)	75 ¹⁾	1) La surtaxe peut être élevée à 1 franc 25 par les bureaux argentins de la Costa del Sur, Tierra del Fuego et îles adjacentes.
4	Autriche	75	
5	Bolivie	2)	2) La surtaxe peut s'élever pour les colis jusqu'à 1 kg, à 3 francs, pour les colis de plus de 1 jusqu'à 5 kg, à 7 francs, et pour les colis de plus de 5 jusqu'à 10 kg, à 14 francs, en provenance ou à destination des localités autres que La Paz et Oruro.
6	B Brésil	125 ³⁾	3) La surtaxe peut s'élever à 2 francs 25 pour les colis à destination des localités autres que les ports de mer.
7	Bulgarie	50	
8	Chili	75	
9	Chine	75	
10	Colombie (République)	4)	4) La surtaxe peut s'élever à 1 franc par colis à destination des ports de mer, et à 1 franc par kilogramme ou fraction de kilogramme pour les colis à destination des autres localités.

N ^o d'ordre	Administration autorisée à percevoir la surtaxe	Montant de la surtaxe par colis	Observations
1	2	3	4
		Centimes	
11	Congo belge	5)	5) Pour le parcours des colis au delà des bureaux d'échange, une surtaxe qui ne peut dépasser le tarif applicable aux colis du service intérieur est admise.
12	Dominicaine (République)	40	
13	Egypte	100 6)	6) Seulement pour les bureaux du Soudan.
14	Equateur	125	
15	Espagne	75	
16	Ethiopie	7)	7) La surtaxe peut s'élever pour les colis jusqu'à 1 kg, à 40 centimes, pour les colis de plus de 1 jusqu'à 5 kg, à 1 franc 25, pour les colis de plus de 5 jusqu'à 10 kg, à 1 franc 70.
17	Finlande	75	
18	Colonie française de l'Afrique équatoriale	8)	8) La surtaxe peut s'élever pour les colis jusqu'à 1 kg, à 60 centimes, pour les colis de plus de 1 jusqu'à 5 kg, à 2 francs, pour les colis de plus de 5 jusqu'à 10 kg, à 4 francs, pour les colis de plus de 10 jusqu'à 15 kg, à 6 francs, pour les colis de plus de 15 kg, à 8 francs.
19	Grèce	75	
20	Guatemala	75	
21	Haïti (République)	50	
22	Indochine	75 9)	9) Pour certains bureaux éloignés.
23	Inde britannique	75	
24	Indes néerlandaises	150	
25	Iraq	10)	10) La surtaxe peut s'élever pour les colis jusqu'à 1 kg, à 75 centimes, pour les colis de plus de 1 jusqu'à 5 kg, à 1 franc 25, pour les colis de plus de 5 jusqu'à 10 kg à 1 franc 60.
26	Islande	50	
27	Maroc (à l'exclusion de la Zone espagnole)	100 11)	11) A l'exception des bureaux de Casablanca, Mazagan, Mogador, Oudjda, Safi et Tanger.
28	Nicaragua	75	
29	Norvège	75	
30	Panama (République)	75	
31	Pérou	125	
32	Perse	12)	12) Pour le parcours des colis au delà des bureaux d'échange, une surtaxe qui ne peut dépasser le tarif applicable aux colis du service intérieur est admise.
33	Pologne	50	
34	Colonies portugaises de l'Angol et du Mozambique	12)	
35	El Salvador (République)	75	
36	Siam	75	
37	Suède	75	
38	Turquie d'Asie	75 13)	13) La surtaxe peut être portée à 2 francs pour les colis adressés aux bureaux éloignés des chemins de fer et des côtes et dont le transport est effectué par les courriers terrestres.
39	Uruguay (République O.)	75	
40	Vénézuéla (Etats-Unis)	125	

2. Surtaxes de transit.

N ^o d'ordre	Administration autorisée à percevoir la surtaxe	Montant de la surtaxe pour les colis					Observations
		jus- qu'à 1 kg	de plus de 1 jus- qu'à 5 kg	de plus de 5 jus- qu'à 10 kg	de plus de 10 jus- qu'à 15 kg	de plus de 15 jus- qu'à 20 kg	
1	2	3	4	5	6	7	8
		Centimes	Centimes	Centimes	Centimes	Centimes	
1	Argentine (Rép.) 1)	360	360	360			1) Seulement pour les colis transportés par le chemin de fer transandin.
2	Brésil	70	50				
3	Chili 1)	125	125	125			
4	Chine	95	75	25			
5	Colombie (République)	70	50				
6	Congo belge 2)	30	150	300			2) Seulement pour les colis en provenance ou à destination des Colonies françaises du Tchad, de l'Oubangui-Chari et du Moyen-Congo. Ce droit est susceptible de modification par entente entre les deux Administrations intéressées.
	id. 3)	40	180				3) Seulement pour les colis en provenance ou à destination de la Rhodésie.
7	Egypte 4)	90	390	800			4) Seulement pour les colis en provenance ou à destination du Congo belge, en transit par le Soudan.
8	Equateur	70	50				
9	Colonie française de l'Afrique équatoriale	60	200	400	600	800	
10	Iraq	70	50	140	300	400	
11	Panama (République) 5)	50	50	50			5) Seulement pour les colis transportés à travers l'Isthme.
12	Pérou	70	50				
13	Turquie d'Asie 6)	220	200	150	100	50	6) Pour les colis de et pour la Perse traversant la voie Trébizonde—Erzeroum—Bayezid, la surtaxe de chaque coupure de poids peut être majorée encore de 1 franc 50.
14	Vénézuéla (Etats-Unis)	70	50				

V.

Surtaxes spéciales.

1. Tout colis en provenance ou à destination de la Corse ou de l'Algérie donne lieu à la perception, sur l'expéditeur: 1^o du droit applicable au transport maritime n'excédant pas 500 milles marins; 2^o d'un droit territorial supplémentaire égal, au maximum, à la moitié de la quote-part territoriale appliquée aux colis en provenance ou à destination de la France continentale.

2. Le transport entre l'Espagne continentale, d'une part, les îles Baléares, les possessions espagnoles du Nord de l'Afrique et les bureaux de la Zone espagnole du Maroc, d'autre part, donne lieu à la perception d'une surtaxe égale au droit applicable au transport maritime n'excédant pas 500 milles marins.

Le transport entre l'Espagne continentale, d'une part, et les îles Canaries, d'autre part, donne lieu à la perception d'une surtaxe égale au droit applicable au transport maritime n'excédant pas 1000 milles marins.

3. L'Administration portugaise a la faculté de percevoir une surtaxe de 1 franc 50 par colis pour le transport entre le Portugal continental et les îles Madère et Açores.

4. Le transport entre l'Indochine, d'une part, et le Territoire de Kouang-Tchéou Wan, d'autre part, donne lieu à la perception d'une surtaxe égale au droit applicable au transport maritime n'excédant 500 milles marins.

5. Tout colis empruntant les services automobiles transdésertiques Iraq-Syrie ou Palestine donne lieu à la perception d'une surtaxe spéciale de 90 centimes, 4 francs 50, 9 francs, 13 francs 50 et 18 francs pour les colis des coupures de 1, 5, 15 et 20 kilogrammes.

VI.

Tarifs spéciaux.

L'Inde britannique et l'Iraq ont la faculté d'appliquer aux colis originaires de leur pays un tarif gradué correspondant à différentes catégories de poids, à la condition que la moyenne des taxes ne dépasse pas la taxe normale, y compris la surtaxe et la taxe spéciale auxquelles ils auraient droit.

Cette dernière faculté est également accordée aux pays qui adhéreront à l'Arrangement dans l'intervalle jusqu'au prochain Congrès.

VII.

Colis avec valeur déclarée.

Par dérogation aux dispositions de l'article 35:

- le Congo belge est autorisé à limiter à 500 francs le maximum de la déclaration de valeur;
- l'Administration argentine est autorisée à percevoir un droit supplémentaire de 10 centimes par 300 francs ou fraction de 300 francs déclarés pour les colis avec déclaration de valeur en provenance ou à destination des bureaux de la Costa del Sur, Tierra del Fuego et îles adjacentes;
- le transport entre la France continentale, d'une part, l'Algérie et la Corse, d'autre part, donne lieu, à la charge de l'expéditeur, pour les colis avec valeur déclarée, à un droit supplémentaire d'assurance de 10 centimes par 300 francs ou fraction de 300 francs déclarés;
- l'Administration indochinoise est autorisée à percevoir un droit supplémentaire de 10 centimes par 300 francs ou fraction de 300 francs déclarés pour les colis avec valeur déclarée en provenance ou à destination des bureaux du Territoire de Kouang-Tchéou-Wan;
- l'Egypte est autorisée à porter à 10 centimes par 300 francs ou fraction de 300 francs déclarés le droit d'assurance des colis avec valeur déclarée en provenance ou à destination du Congo belge, en transit par le Soudan;
- l'Iraq est autorisé à percevoir un droit supplémentaire d'assurance de 10 centimes par 300 francs ou fraction de 300 francs déclarés, pour les colis avec valeur déclarée empruntant les services automobiles transdésertiques Iraq-Syrie ou Palestine.

Tout colis avec valeur déclarée en provenance ou à destination de la Corse et de l'Algérie donne lieu, à la charge de l'expéditeur et à titre de droit territorial corse ou algérien, à une taxe supplémentaire d'assurance de 5 centimes par 300 francs ou fraction de 300 francs déclarés.

VIII.

Exceptions au principe de la responsabilité.

Par dérogation aux dispositions de l'article 38, le Congo belge, l'Egypte (pour le Soudan) et l'Iraq sont autorisés à ne payer aucune indemnité pour l'avarie des colis originaires de tous les pays, à destination du Congo belge, du Soudan ou de l'Iraq, et contenant des liquides et des corps facilement liquéfiables, des objets en verre et des articles de même nature fragile.

IX.

Poids, dimensions et volume.

Le Vénézuéla et l'Inde britannique ont la faculté de ne pas admettre provisoirement les colis dont le poids excéderait 5 kilogrammes.

La Grèce, la Tunisie et la Turquie d'Asie ont la faculté de ne pas admettre provisoirement les colis dont les dimensions ou le volume excéderaient le maximum autorisé par l'Arrangement pour les services maritimes.

X.

Colis encombrants.

Par dérogation à la disposition de l'article 8, § 1, lettre a), l'Egypte (pour les bureaux du Soudan) et la Norvège ont la faculté, dans leurs relations avec les autres pays, de considérer comme encombrants les colis dont l'une dimension dépasse 1 mètre 10 ou dont la somme de la longueur et du plus grand pourtour, pris dans un sens autre que celui de la longueur, dépasse 1 mètre 85.

Sont considérés comme encombrants, lorsqu'ils sont adressés à des localités de la Colombie autres que les ports de mer, les colis dont les dimensions sont supérieures à 1 mètre 05 de côté ou dont la somme de la longueur et du plus grand pourtour, pris dans un sens autre que celui de la longueur, dépasse 1 mètre 80.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ci-dessous ont dressé le présent Protocole, qui aura la même force et la même valeur que si ses dispositions étaient insérées dans le texte même de l'Arrangement auquel il se rapporte, et ils l'ont signé en un exemplaire qui restera déposé aux Archives du Gouvernement de l'Egypte et dont une copie sera remise à chaque Partie.

Fait au Caire, le 20 mars 1934.

(Suivent les signatures.)

(Turpinājums sekos.)

Valdības rīkojumi un pavēles.

NOTEIKUMI

par strādnieku un darbinieku veselības aizsardzību linu un kaņepāju apstrādāšanas uzņēmumos.

(Izdoti, pamatojoties uz Likuma par strādnieku un darbinieku veselības aizsardzību uzņēmumos 17. p. — Lik. kr. 1938. g. 12.)

1. Šie noteikumi attiecas uz linu un kaņepāju un arī to pakulu apstrādāšanas uzņēmumiem, izņemot pakulu ķīmisku apstrādāšanu un linu un kaņepāju pirmējo apstrādāšanu lauksaimniecībā.

I. Telpu iekārtojums un platība.

2. Atsevišķas darba telpas jāiekārto visiem tādiem darbiem, kur izdalās indīgas gāzes, putekļi, tvaiki, dūmi vai citi veselībai kaitīgi izgarojumi, ja tos nevar samazināt ar vēdināšanu vismaz līdz 31. pantā atļautai robežai.

3. Atsevišķas darba telpas katrā ziņā jāiekārto: stiebrīņu maltuvei, linu un ka-

nepāju kulkstītavai, sukātavai, slapjai vērptuvei, austuvei, kloršķiduma sagatavošanai, balinātavai, krāsotavai, tāpat arī apretētavai - impregnētavai, pie kam šīs atsevišķās telpas jāiekārto tā, lai no tām neieplūstu pārējās darba telpās indīgas gāzes, putekļi, tvaiki, dūmi vai citi veselībai kaitīgi izgarojumi.

Atsevišķi iekārtotās darba telpas var savienot ar citām telpām tikai ar blīvām durvīm.

4. Darba un citas telpas, kas nodotas nodarbināto personu lietošanā sakarā ar darbu, jāiekārto tā, lai tur neieplūtu nokrišņi, un lai telpās nebūtu caurvēja. Lūkas un citas vaļējas vietas jāiekārto noslēdzamas. Durvīm pēc vajadzības jāiekārto vējtverī.

5. Darba telpām jāiekārto lidenas, neslidenas un ražošanas gaitai piemērotas grīdas. Telpās, kur šķidrumi apslaka telpu iekšpusi, jāierīko iedarbības droša sienas sega un grīda, pie tam tāda, kas nelaiž cauri šķidrumus. Grīdām jāiekārto 2—3^o kritums un ūdens notekas, kā, piem., slapjās vērptuvēs u. c.

6. Vietās, kur nodarbinātās personas pastāvīgi un stāvus strādā, nepieciešamas elastīgas grīdas no vāja siltumvadītāja materiāla vai attiecīgi koka režģi vai paklāji nepiemēroto grīdu pārsegšanai.

Darba inspektors var atļaut atkāpties no šī panta noteikuma, ja to nenovēršami prasa ražošanas process vai darba drošība, tomēr šajā gadījumā nodarbinātām personām jāizsniedz piemēroti apavi.

7. Darba telpās jāiekārto ērtas un drošas satiksmes ejas. Ejas un strādnieku vai darbinieku darba vietas, kur tas nepieciešams, jāatdala vai jānorāda, un tās aizliegts pieblīvēt materiāliem, darba rīkiem vai citādi.

8. Vietās, kurās strādnieki vai darbinieki nepiemērotā kārtā varētu uzglabāt darba rīkus, piederumus vai citas lietas, tāpat arī vietas, kur iespējams uzkrāties putekļiem, piem., palodzes, skapišu virsas u. c., jāierīko pēc iespējas ar lielu slīpumu.

9. Darba telpām jābūt vismaz 3 m augstām, un tās jāiekārto tā, lai uz katru telpās nodarbināto personu būtu vismaz 5 kvadrātmetru platības un 15 kubikmetru telpas tilpuma.

Izņēmuma kārtā pastāvošie uzņēmumi var iekārtot darba telpas jau pastāvošās ēkās arī tad, ja to augstums ir vismaz — 2,75 m Rīgā vai 2,50 m pārējās valsts daļās.

10. Pagrabtelpās uz katru strādnieku nepieciešami vismaz 30 kubikmetri telpas tilpuma.

Izņēmumi no šī noteikuma pieļaujami ar katrreizēju darba inspektora atļauju.

Par pagrabtelpām uzskatamas telpas, kas atrodas zem pirmā pilnā stāva.

II. Tirība.

11. Darba un citas telpas, kurās uzturas strādnieki vai darbinieki vai kuras viņi lieto sakarā ar darbu, tāpat arī uzņēmuma pagalmi un laukumi jātur kārtībā un tīri.

12. Uzņēmuma pagalmos un laukumos staigāšanai un braukšanai jāierīko grantēti, asfaltēti, cementēti vai citādi nostiprināti ceļi.

13. Kur iespējams, pagalmos un uzņēmumu tuvumā jāiekārto zaļu vai atpūtas laukumi ar soliēm.

14. Visām uzņēmuma telpām jābūt pienācīgi izbalsinātām vai izkrāsotām ar eļļas krāsu. Telpas, kuru tirība stiprā mērā cieš no ražošanas procesa, jāizbalsina vismaz 1 reizi gadā vai vismaz reizi pa 5 gadiem jāizkrāso eļļas krāsā.

Sacītais neattiecas uz to telpu daļu, kas izlikta glazētiem podiņiem, flīzēm u. t. t. Šī daļa atjaunojama pēc novecošanās.

Slapjās vērtuvēs darba inspektors var atļaut atkāpties no šī panta noteikumu pildīšanas.

15. Uzņēmums pamatīgi jātīra vismaz 2 reizes gadā. Darba un citas telpas, kas ierīkotas nodarbināto personu lietošanai sakarā ar darbu, ikdienas jātīra un, kur tas iespējams, vismaz reizi nedēļā jāmazgā, izņemot slapjās vērtuves telpu, kura jāmazgā vismaz divi reizes nedēļā.

16. Telpu un uzņēmuma tīrīšana jāizdara tā, lai tā neapdraudētu nodarbināto personu veselību un dzīvību.

17. Aizliegts valēji novietot vai uzglabāt atkritumus pagalmos, laukumos vai telpās. Atkritumu savākšanai jāizliek vajadzīgā daudzumā segtas skārda tvertnes. Atkritumu ilgākai novietošanai jāierīko cementa bedres ar slēgtu vāku. Sacītais neattiecas uz ražošanas atkritumiem, kas jānovieto sevišķā piemērotā vietā.

18. Darba un citās strādnieku lietošanai nodotās telpās un arī ejās jāierīko vai jānovieto higieniskām un sanitārām prasībām atbilstoši splaujtrauki, pēc iespējas ar mehāniskām skalošanas ierīcēm.

Telpās splaut drīkst vienīgi šādos splaujtraukos.

III. Apgaismošana.

19. Telpas, kurās uzturas vai kuras lieto nodarbinātās personas, piemēroti jāapgaismo, pie tam pēc iespējas ar dabisko gaismu. Sevišķi rūpīgi jāapgaismo bistamās vietas un kāpnes.

Aizliegts lietot zīlbinošu vai vibrējošu apgaismojumu.

20. Pie dabiskā apgaismojuma logu platībai darba telpās jābūt vismaz 1/10 no telpas grīdas platības.

21. Mākslīgais apgaismojums jāiekārto tā, lai darba vietas un ejas būtu vienmērīgi piemēroti apgaismotas, neradot pie tam asas ēnas vai vāji apgaismotas vietas. Vis atsevišķām darba vietām ierīkojamās pēc vajadzības atsevišķas spuldzes.

22. Pārnēsājamas spuldzes atļauts izsniegt vienīgi remonta vai tīrīšanas darbos. Šādas spuldzes jāuztur drošas un labā lietošanas kārtībā.

Katlu remontu darbos, tāpat arī darbos telpās, kurām ir nepietiekoša izolācija attiecībā pret zemi, pārnēsājamo elektrisko spuldžu pielaižamais darba spriegums nedrīkst pārsniegt 24 voltus.

23. Logi un apgaismošanas ķermeņi jātur lietošanas kārtībā un tīri.

IV. Temperatura un mitrums.

24. Darba telpās jāuztur temperatūra +15° līdz +24° C.

25. Temperatūras maksimālo robežu var pārsniegt līdz attiecīgai āra temperatūrai, ja tā iespaido temperatūru darba telpās.

26. 25. pantā minētā gadījumā telpās jārada piemērota lokāla gaisa cirkulācija vai gaiss citādā kārtā jāizmanto jāatsvaidzina.

27. Darba telpu gaisa sastāvā jāuztur 35 līdz 60% relatīvā mitruma, izņemot sevišķās ražošanas vietas — slapjās vai sausās vērtuves un austuves, kur tas var sasniegt ražošanai nepieciešamo mitrumu, bet tomēr ne augstāku par 80%.

28. Ēdamtelpās, ģērbtuvēs, mazgātavās un atējās jāuztur temperatūra vismaz +15° C, bet dušu telpās, pa mazgāšanās laiku — vismaz +20° C.

29. Darba telpās jānovieto termometri telpas gaisa temperatūras mērīšanai. Bez tam tādās darba telpās, kur ražošanas process rada vai prasa mitrumu, jānovieto attiecīgi mitruma mērītāji.

30. Darbos, kas notiek ziemeļos ārpus telpām, jāiekārto iespēja nodarbinātām personām sasildīties vai nu attiecīgās telpās, vai ar pārnēsājamām lauku krāsnīm, vai citādi.

V. Vēdināšana.

31. Darba telpu gaisa sastāvā nedrīkst pārsniegt šādu augstāko robežu (procentos):

	Istaicīgi līdz vienai stundai	Darba maiņa
1) oglekļa dioksīds (CO ₂)	1,1	0,6
2) oglekļa monoksīds (CO)	0,02	0,009
3) amonjaks (NH ₃)	0,01	0,0085
4) kloris (Cl ₂)	0,00035	0,00015
5) sērūdeņradis (H ₂ S)	0,009	0,007
6) pārējie kaitīgie izgarojumi, gāzes vai putekļi — kaitīgas iedarbības robežu.		

Ja gaisa sastāvu vismaz līdz šādai robežai ar vēdināšanu nevar uzlabot, tad nodarbinātām personām jāizsniedz vajadzīgās maskas vai respiratori.

32. Darba telpās pa to laiku, kamēr tur atrodas strādnieki vai darbinieki, gaiss jāmaina vismaz 1 līdz 3 reizes stundā, pievadot svaigu un elpošanai derīgu gaisu vajadzīgā daudzumā.

Telpās, kur gaiss atbrīvojas no putekļiem vai kaitīgiem izgarojumiem, gaiss jāmaiņa attiecīgi palielināma. Telpām jābūt labi vēdinātām, neradot caurvēju.

33. Vietās un aparātu vai mašīnu daļās (kā, piem., sukājamās mašīnas u. c.), kur rodas putekļi, tvaiki, dūmi, gāzes vai citi veselībai kaitīgi izgarojumi, jāierīko pēc iespējas slēgtā ietverē. Kur tas ražošanas procesa dēļ nav iespējams, šajās vietās vai pie šīm aparātu un mašīnu daļām jāiekārto pienācīgi novilcēji, novilcēju pajumtes, putekļu sūcēji vai cits drošs, kaitīgo vielu savākšanas līdzeklis, lai putekļi un citas kaitīgas vielas neizplūstu darba telpā.

Novilcēji ir īpaši jāierīko: 1) pie stiebrīņu malām un līnu un kaņepāju kulstāmām mašīnām; 2) pie pakulu izsaiņošanas un šķirošanas vietām; 3) sukātavās — pie sukājamām mašīnām un pie katras darba vietas, kur notiek sukāšana ar rokām; 4) pie kāršāmām mašīnām; 5) sausās vērtuves — pie vērpjamām mašīnām; 6) pie kloršķiduma sagatavošanas katliem; 7) pie vāramiem katliem; 8) balinātavās — pie balināšanas kubliem; 9) krāsotavās — pie krāsošanas kubliem un Žigē mašīnām un 10) apretētavās - impregnētavās pie kalandriem, impregnētām un vangelmašīnām.

Darba inspektors var atļaut novilcējus neierīkot, ja tas ražošanas apstākļu dēļ nav iespējams.

34. Putekļi, indīgas gāzes un citi veselībai kaitīgi izgarojumi un arī vispār elpošanai nederīgais gaiss jāizvada tā, lai tas nekaitētu nodarbināto personu un apkārtnējo iedzīvotāju veselībai un viņus neapgrūtinātu. Lai to panāktu, vajadzības gadījumā jāierīko filtri, cikloni u. tml.

VI. Aizsardzības līdzekļi.

35. Darbiniekiem un strādniekiem, kuru veselību vai dzīvību darbā apdraud kaitīgas vielas, kā, piemēram, 31. pantā minētās u. tml., jāizsniedz atbilstoši aizsardzības līdzekļi: aizsargapģērbi, ķiteļi, priekšauti, cepures, apavi, cimdi, aizsargmaskas un respiratori.

36. Nodarbinātām personām, uz kuru apģērbu darbā iedarbojas kaitīgas vielas, jāizsniedz piemēroti darba apģērbi, bet darbos ar šķidrums — tādi cimdi, apavi, un priekšauti vai pēc vajadzības ķiteļi, kas netais cauri šķidrums.

37. Katrā ziņā jāizsniedz: 1) stiebrīņu maltuvēs, līnu un kaņepāju kulstītavās, sukātavās un kārstuvēs atbilstoši ķiteļi vai priekšauti; 2) slapjās vērtuvēs, balinātavās un kloršķiduma sagatavošanas darbos atbilstoši priekšauti un apavi un 3) krāsotavās atbilstoši priekšauti, cimdi un apavi.

38. Vietās, kur nodarbināto personu galvu vai acis apdraud kaitīgi šķidrums, putekļi vai citas kaitīgas vielas, jāizsniedz aizsargmaskas vai aizsargbrilles.

39. Visi aizsardzības līdzekļi jāizsniedz bez maksas, jātur tīri, labā kārtībā un pēc vajadzības jāmazgā, jādezinficē vai citādi jātīra un arī jāatjauno uz darba devēja rēķina.

40. Aizsardzības līdzekļi, it sevišķi aizsargmaskas, izsniedzami pēc iespējas atsevišķai personai vienīgi tās lietošanai, nenododot vairākkārt vienu un to pašu aizsardzības līdzekli citai personai.

41. Nodarbinātām personām attiecīgos darbos jālieto izsniegtie aizsardzības līdzekļi.

Aizliegts izpildīt vai uzdot izpildīt bez vajadzīgiem aizsardzības līdzekļiem tādus darbus, kuros šādi aizsardzības līdzekļi nepieciešami.

42. Uzņēmumā jātur pirmās palīdzības skapītis ar nepieciešamiem medikamentiem un pārsienamiem līdzekļiem vajadzīgā daudzumā.

VII. Mazgātavas.

43. Mazgātavas jāiekārto tā, lai uz katrām 10 vienā laikā nodarbinātām personām būtu vismaz 1 ūdens ierīce, piem., krāns u. c., ko var pietiekoši ērti izlietot.

Mazgātavas apvienot ar citām telpām var ar darba inspektora iepriekšēju atļauju.

44. Dušas jāiekārto strādniekiem un darbiniekiem, kuri nodarbināti sevišķi netīros vai lielu karstumu radītajos darbos, it īpaši: slapjās vērtuvēs, balinātavās, krāsotavās un katlu un mašīnu telpās nodarbinātiem. Iekārtotās dušas jāatļauj lietot arī pārējo uzņēmuma nodarbinātu strādniekiem un darbiniekiem uz viņu vēlēšanos.

45. Dušas jāiekārto sevišķās telpās atsevišķi vīriešiem un sievietēm. Darba inspektors var atļaut dušu telpas apvienot ar mazgātavām, tāpat arī ierīkot kopējas dušu telpas vīriešiem un sievietēm, ja tās iespējams izmantot dažādā laikā.

Pie dušu telpām jābūt siltām noģērbšanās un apģērbu novietošanas telpām.

46. Dušas jāiekārto ar karsta un auksta ūdens pievadi. Uz katrām 10 vienā laikā nodarbinātām personām jāiekārto vismaz 1 dušas ierīce.

47. Dušu telpu grīda jānoklāj koka režģiem vai ar citu vāju siltuma vadītāju materiālu.

VIII. Ģērbtuvēs.

48. Uzņēmumā, sevišķās telpās, jāiekārto ģērbtuvēs atsevišķi vīriešiem un sievietēm. Ja nodarbinātās personas novelk vienīgi virsdrēbes, tad ģērbtuvēs vīriešiem un sievietēm var apvienot vienā telpā. Ģērbtuvēs jāiekārto soli.

49. Ja uzņēmums nenorīko ģērbtuvēs pastāvīgu sargu vai neiekārto apsargātas garderobes, tad katram strādniekam vai strādniecei jāiekārto atsevišķs drēbju skapītis.

50. Darba inspektors var atļaut apvienot ģērbtuvēs vienā telpā ar ēdamtelpām vai mazgātavām vai iekārtot darba telpās skapītus, ja apstākļi to atļauj.

51. Ģērbtuvēs sevišķā telpā katrā ziņā jāiekārto šādās telpās nodarbinātiem: 1) stiebrīņu maltuvēs; 2) līnu un kaņepāju kulstītavās; 3) sukātavās; 4) kārstuvēs; 5) slapjās vērtuvēs; 6) krāsotavās; 7) balinātavās un darbos ar kloru un 8) apretētavās - impregnētavās.

IX. Dzeramais ūdens.

52. Katrā atsevišķā darba telpā jāiekārto mehāniska dzeramā ūdens ierīce vai jānovieto dzeramais ūdens segtā traukā ar kranu. Trauks jāskalo un ūdens jāatjauno vismaz reizi dienā.

X. Ēdamtelpas.

53. Ja darba telpās ir putekļi, gāzes, tvaiki, dūmi, vai citi kaitīgi izgarojumi un arī ja tās ir slapjas, šajās telpās nodarbinātiem strādniekiem jāiekārto apkurinamas un apgaismojamas ēdamtelpas ar galdiem un soliēm vajadzīgā daudzumā.

Darba inspektors var atļaut ēdamtelpas apvienot ar ģērbtuvēm un mazgātavām.

54. Ēdamtelpa atsevišķi no darba telpām katrā ziņā jāierīko strādniekiem, kuras nodarbinā: 1) stiebrīņu maltuvēs; 2) līnu un kaņepāju kulstītavās; 3) sukātavās; 4) kārstuvēs; 5) slapjās vērtuvēs; 6) krāsotavās; 7) balinātavās un darbos ar kloru un 8) apretētavās - impregnētavās.

55. Uzņēmumā vēlams iekārtot iespēju nodarbinātām personām uzsildīt ēdienu vai saņemt karstu dzērienu, piem., tējas ūdeni u. tml.

XI. Atejas.

56. Uzņēmumā jāierīko sevišķas ateju telpas atsevišķi vīriešiem un sievietēm. Ateju telpu grīdām jābūt ar 2 līdz 3% kritumu un tādām, kas netais cauri šķidrums. Sienas 2 m augstumā jāierīko mazgājamas.

Ja ateju telpās var ieskatīties caur logu, tad jāierīko necaurredzami logu stikli.

57. Uz katrām 15 vienā laikā nodarbinātām sievietēm jāierīko vismaz 1 klozets vai atejas vieta, bet uz katrām 25 vienā laikā nodarbinātiem vīriešiem — vismaz 1 klozets vai atejas vieta un 1 urīnuārs vai 0,75 m gara fajansa, betona vai līdzīga materiāla noteka.

58. Atejas vai blakus telpās jāiekārto mazgājamas ierīces roku mazgāšanai.

59. Ateju bedres jānoslēdz, lai nevarētu izplūst smaka. Tām jāierīko vajadzīgie vēdināšanas izvadi, pēc iespējas blakus siltam dūmvadam, un smakas uzsūkšanai lietojami piemēroti līdzekļi, piem., kūdra u. c.

Ja vēdināšanas izvadus nevar iekārtot blakus siltam dūmvadam, tad vēlams iekārtot mākslīgu vēdināšanu.

60. Ja atejas ierīkotas bez kanalizācijas, tad tās pēc vajadzības jādezinficē.

61. Jaunierīkojamās atejas vēlams iekārtot tupklozeta vai, kur nebūtu kanalizācijas, tupateju (piem., turku parauga) veidā.

XII. Uzraudzība.

62. Katrai nodarbinātai personai jāziņo darba vadītājam par novērotiem bojājumiem veselības aizsardzības ierīcēs vai līdzekļos.

63. Darba inspektoram ir tiesība, cik tāl tas attiecīgos pantos paredzēts, nenovēršamos nepieciešamības gadījumos atļaut atkāpties uz laiku vai pavisam no šo noteikumu pildīšanas.

64. Šo noteikumu piemērošanu uzrauga Darba inspekcija, saskaņā ar likuma par strādnieku un darbinieku veselības aizsardzību uzņēmumos (Lik. kr. 1938. g. 12) 14. un 15. pantiem.

65. Strādniekiem un darbiniekiem ir tiesība pieprasīt no darba vadītāja šos noteikumus ieskatam ārpus darba laika.

XIII. Pārējās noteikumi.

66. Šiem noteikumiem piemērojami tūlīt pēc to spēkā stāšanās visi jauniekārtotajiem uzņēmumiem vai uzņēmumu daļās un arī pastāvošie uzņēmumi, izņemot nākošā pantā minētos gadījumus,

67. Pastāvošie uzņēmumi piemērojami:

- 1) 7., 17., 18., 35. un 52. pantu noteikumiem — 1 mēneša laikā;
- 2) 4., 6., 31., 36.—38. un 65. pantu noteikumiem — 3 mēnešu laikā;
- 3) 5., 9., 10., 14., 21., 24., 27., 29., 30., 56. un 59. pantu noteikumiem — 6 mēnešu laikā;
- 4) 2., 3., 8., 12., 26., 32., 34., 43., 47., 57. un 58. pantu noteikumiem — 1 gada laikā;
- 5) 20., 33., 44., 45., 48., 49., 51., 53. un 54. pantu noteikumiem — 2 gadu laikā.

Rīgā, 1938. g. 6. septembrī.

Sabiedrisko lietu ministris A. Bērziņš.

Darba aizsardz. pārvaldes priekšnieks J. Vitiņš.

219. LĒMUMS.

Saskaņā ar likuma par kopdarbības sabiedrībām un to savienībām 230., 231. un 232. p. („Vald. Vēstn.“ 1937. g. 136. num.), uz Latvijas lauksaimniecības kameras ierosinājumu atzīstu Vandzenes lauksaimniecības biedrību „Vaga“ par pārveidojamu, kādēļ šo biedrību slēdzu.

Slēgtās biedrības kustamā un nekustamā manta līdz ar visiem aktīviem un pasīviem jānodod pēc likuma par Latvijas lauksaimniecības kameras nodibinātās Vandzenes lauksaimniecības biedrības īpašumā 3 mēnešu laikā pēc šī lēmuma izsludināšanas „Valdības Vēstnesī“.

1938. g. 6. septembrī.

Zemkopības ministris J. Birznieks.
Zemkop. depart. direktors P. Grāvis.

Valdības iestāžu paziņojumi.

PAZIŅOJUMS.

Lauksaimniecības pārvalde paziņo, ka Ministru kabinets š. g. 30. augusta sēdē noteica sekojošās pamata cenas, kādas nākošajā sēklu tirdzniecības sezonā A/S. „Latvijas centralais sēklu eksports“ maksās par 1938. gada ražas ābola un zāļu sēklām:

- 1) Sarkanā vēla ābola sēklām — Stendes oriģinālsēklas ataudzējumiem, — saimniecībām, kas noslēgušas sēklaudzēšanas līgumus ar minēto sabiedrību Ls 2,— kg
 - 2) Sarkanā vēla ābola sēklām no apskatītiem sējumiem Zemkopības ministrijas noteiktajos rajonos, tāpat arī sarkanā vēla ābola sēklām no valsts Lejaskurzemes izmēģ. stacijās izlasītiem sējumiem 2,— „
 - 3) Parastām sarkanā ābola sēklām 1,40 „
 - 4) Baltā ābola sēklām 2,— „
 - 5) Bastarda sēklām 1,80 „
 - 6) Timotiņa sēklām 0,80 „
 - 7) Plavu auzenes sēklām, — saimniecībām, kas noslēgušas sēklaudzēšanas līgumus ar minēto sabiedrību 1,50 „
 - 8) Sarkanās auzenes sēklām 3,50 „
 - 9) Kamolzales 1,55 „
 - 10) Angļu raizāles sēklām, — saimniecībām, kas noslēgušas sēklaudzēšanas līgumus ar minēto sabiedrību 1,25 „
 - 11) Lapsastes sēklām, saimniecībām, kas noslēgušas sēklaudzēšanas līgumus ar minēto sabiedrību 3,50 „
 - 12) Skarenes sēklām, saimniecībām, kas noslēgušas sēklaudzēšanas līgumus ar minēto sabiedrību 3,— „
 - 13) Smilgas sēklām, saimniecībām, kas noslēgušas sēklaudzēšanas līgumus ar minēto sabiedrību 3,— „
- Par plavu zāļu sēklām, izaudzētām ārpus līgumslēdzēju saimniecību tīkla, pamatcenu noteica par Ls 0,10 kg zemāku.

Rīgā, 1938. g. 6. septembrī.

Pārvaldes priekšnieks J. Zariņš.

PAZIŅOJUMS.

Tirdzniecības un rūpniecības departaments paziņo, ka uz š. g. 1. jūliju sastādītā sarakstā rūpniekiem un būvuzņēmējiem, kas atsvabināti no likumā par darbiem un piegādēm valsts vajadzībām 13. p. paredzētiem nodrošinājumiem ar 52. līdz 57. num., ierakstīti šādi uzņēmumi:

- 52. Rūpniecības akciju sabiedrība „Vairogs“ Rīgā, Brīvības gatvē 14.
 - 53. Tirdzniecības un rūpniecības akciju sabiedrība „Bekona Eksports“, Rīgā, Baznīcas ielā № 4a.
 - 54. Adiva K. Strazdiņš, Rīgā, Marijas ielā 110.
 - 55. Rūpniecības akciju sabiedrības mašīnu fabrika un kuģu būvētava „Tosmāre“ Liepājā.
 - 56. Latvijas slimo kasu starpbirojs, Rīgā, Gertrūdes ielā 15/17.
 - 57. Mašīnu fabrika „Stars“, Rīgā, Kr. Barona ielā 136.
- Sis raksts spēkā līdz 1939. g. 30. jūnijam.
- Pamats. „Vald. Vēstn.“ 1937. g. 158. num. publicētie noteikumi saraksta sastādīšanai.
- Rīgā, 1938. g. 8. septembrī.
- Tirdzniec. un rūpniec. depart. vicedirektors A. Šmēlis.
- Rūpniec. nod. vad. v. A. Ozols.

PATENTU VALDE

paziņo, ka izsniegta apliecības par šādu preču nozīmju reģistrēšanu:

- 9497. Firmai „I. G. Farbenindustrie Aktiengesellschaft“, Frankfurtē pie Mainas, Vācijā — vārds „Renedil“ — ārstniecības līdzekļiem, ķīmiskiem produktiem, dzīvnieku un augu iznīcināšanas līdzekļiem un pārtikas vielu konservējamajiem līdzekļiem.
- 9498. Tam pašam — vārds „Dolantin“ — ķīmiski-farmaceutiskiem preparātiem.
- 9499. Firmai „I. u. S. Violet Frères, société en nom collectif“, Thuir (Pyreneese Orientalis), Francijā — etiķete ar uzrakstu „Ribedine“ — vīniem.
- 9500. Ķīmiski - farmaceutiskai fabrikai „Medfro“, provizors Z. Fronckevičs, Rīgā — vārds „Despirolum“ — farmaceutiskiem un

ķīmiski-tehniskiem preparātiem, ārstniecības un higiēnas līdzekļiem.

9501. Tam pašam — vārds „Vagisanum“ — tām pašām precēm.

9502. Armijas ekonomiskam veikalam, Rīgā — zīmējums-etiķete ar monogramu „AEV“ — kafijai.

9503. Tam pašam — zīmējums - etiķete ar monogramu „AEV“ — kafijai.

9504. Firmai „I. G. Farbenindustrie Aktiengesellschaft“, Frankfurtē pie Mainas, Vācijā — vārds „Seruele“ — lielākam vairumam dažādu preču.

9505. Firmai „Nestle and Anglo Swiss Condensed Milk Company Limited“, Bureau Nestle, Vevey, Šveicē — vārds „Nestrovit“ — ķīmiskiem produktiem, higiēnas un zinātniskiem mērķiem, ārstniecības līdzekļiem.

9506. Firmai „Oberg & Co“, Eskilstunā, Zviedrijā — zīmējums (mozaikveidīga lentā) — vilēm.

9507. Firmai „Deutsche Grammophon Gesellschaft mit beschränkter Haftung“, Berlinē-Tempelhofā, Vācijā — vārds „Brunswick“ — skaņu platēm, runājamām mašīnām.

9508. Firmai „Stanco Incorporated“, Delavares štata firma, Vilmingtonā, Delavares štata, Amerikas Savienotās Valstīs — zīmējums (kareivja attēlojums) — kukaiņu iznīcināšanai līdzekļiem.

9509. Firmai „John Haig & Co Limited“, Distillery Stores, Balgonie Road, Markinch, Skotijā, Anglijā — zīmējums-etiķete ar uzrakstu „Haig's Whisky“ — Skotijas viskijiem.

9510. Firmai „I. G. Farbenindustrie Aktiengesellschaft“, Frankfortē pie Mainas, Vācijā — vārds „Heliogen“ — krāsvielām, krāsām, lokšņu metāliem, lakām, kodnēm.

9511. Tam pašam — vārds „Variamin“ — ķīmiskiem produktiem, rūpniecības, zinātnes un fotogrāfijas mērķiem.

9512. Tam pašam — vārds „Burmol“ — krāsām, ieskaitot indigo un indigo preparātus, ķīmiskiem produktiem, rūpniecības, zinātnes un fotogrāfijas mērķiem.

9513. J. Fridmanim, Rīgā — vārds „Diana“ — sviedru lapām.

9514. Firmai „S. Rabinovičs un E. Sneider“, Rīgā — zīmējums (puslode) ar uzrakstu „Globus“ — piezīmju grāmatām, burtniecām, vēstuļu blokiem.

9515. Z. Bakis, Rīgā — zīmējums (govs) ar uzrakstu „Brūnālas prieks“ — govju pupu un tesmeņu smērei.

9516. Optisku piederumu tirgotavai „Centrale A. B. Hermers“, Rīgā — monograma „OZ“ — dažādiem optiskiem piederumiem.

9517. Centralai savienībai „Zvejnīeks“, Rīgā — zīmējums (zivs) — zivīm, zivju konserviem.

9518. Armijas ekonomiskam veikalam, Rīgā — zīmējums-etiķete ar monogramu „AEV“ — kafijai.

9519. Ķīmiski - farmaceutiskai fabrikai „Medfro“, provizors Z. Fronckevičs, Rīgā — vārds „Ergosol“ — farmaceutiskiem un ķīmiski - tehniskiem preparātiem.

9520. Tam pašam — vārds „Neoastmin“ — tām pašām precēm.

9521. Parfimerijai „Florami, I. Vasermanis“, Rīgā — zīmējums (sievietes krūšu tēls) ar uzrakstu „Metamorfoza Florami“ — parfimerijām un kosmetiskiem preparātiem, ziepēm.

9522. Zeķu fabrikai E. Kaufmanis, Rīgā — vārds „Maija“ — damu un kungu zeķēm, trikotažam un tekstilprecēm.

9523. Firmai „I. G. Farbenindustrie Aktiengesellschaft“, Frankfurtē pie Mainas, Vācijā — vārds „Paragen“ — ārstniecības līdzekļiem cilvēkiem un lopiem, ķīmiskiem produktiem.

9524. Akciju sabiedrībai „Metalists“, Rīgā — zīmējums (veseris, zobrats) ar burtu „M“ — mežkopības, dārzkopības un lauksaimniecības mašīnām un rīkiem.

9525. Ķīmiski - farmaceutiskai fabrikai „Medfro“, provizors Z. Fronckevičs, Rīgā — vārds „Ventripur“ — farmaceutiskiem un ķīmiski-tehniskiem preparātiem.

9526. Tam pašam — vārds „Cevisan“ — tām pašām precēm.

9527. Akciju sabiedrībai „Ādu un Vilnas centrale“, Rīgā — zīmējums-brieža galva — dažādām izstrādātām ādām.

9528. Inž. J. Hiršhornam, Rīgā — vārds „Evrīka“ ierīcēm un rīkiem apavu spōdriņāšanai.

9529. Čauliņu fabrikai „Brāļi Deičs“, Rīgā — zīmējums (Rīgas skats) ar uzrakstu „Rīgas sports“ — papirosu čaulītēm.

9530. Firmai „Francotyp Gesellschaft m. b. H.“, Berlinē, Vācijā — vārds „Francotyp“ — biroju mašīnām, ieskaitot rēķināmās mašīnas, spiedogmašīnas.

Latvijas bankas nedēļas pārskats

1938. g. 5. septembrī.

AKTIVĀ:	Lati.	S.	PASIVĀ:	Lati.	S.
zelts lējumos un monetās	77 602 502	29	bankas naudas zīmes apgrozībā	62 089 365	—
ārzemju valuta	37 571 022	56	pamata kapitāls	22 362 795	37
sudraba nauda	13 741 017	—	rezerves kapitāls	5 803 134	57
valsts kases zīmes un metāla nauda	7 182 977	51	noguldījumi	21 858 118	76
īsa termiņa vekseli	50 355 172	45	tekoši rēķini	117 893 412	41
aizdevumi pret nodrošinājumiem	79 264 664	46	valsts rēķini un depozīti	56 341 305	28
citi aktīvi	40 939 393	93	citi pasīvi	20 358 618	81
	306 706 750	20		306 706 750	20

Rīgā, 1938. g. 7. septembrī.
16256

Padomes priekšsēdētājs A. Klīve.
Galv. direktors K. Vanags.

9531. Firmai „Weck & Co“, Eflingenā, Badenē, Vācijā — zīmējums (zemene) ar uzrakstu „Weck“ — sterilizēšanas ierīcēm, gumijas gredzeniem, termometriem.

9532. Firmai „Daimler-Benz Aktiengesellschaft“, Berlinē-Šarlotenburgā, Vācijā — zīmējums (trīsstūra zvaigzne) — lielākam vairumam dažādu preču.

9533. N. Jakobsonam, Rīgā — zīmējums (zilona attēls) — koka papēžiem.

9534. Firmai „The Dental Manufacturing Company Limited“, Londonā, Anglijā — vārds „Lumitex“ — maksliģiem zobiem.

Saskaņā ar likuma par preču nozīmēm 140. pantu, dzēstas reģistrēto preču nozīmju sarakstā ar sekošiem numuriem reģistrētās preču nozīmes: 4797, 6477, 6516, 6890, 7431, 7974, 7975, 7983, 7988, 7990, 7991, 8000, 8006, 8007, 8008, 8136, 8454, 8457, 8487, 8498, 8504, 8505, 8512, 8513, 8527, 8821, 8828, 8838, 8840, 8859, 8874, 8908, 9127.

Patentu valdes priekšnieks J. Puries.
Darbvede Z. Eleks.

DZELZSCEĻU ZIŅAS.

Jaunatvārtajā pieturā — Ezermalā, posmā Litene - Sita, ar š. g. 10. septembrī pieturēs vilcienus vai sliežu autobusi № 58, 59, 60 un 61.

Ezermalā vilc. № 58 pien. plkst. 21.20, aizies uz Situ plkst. 21.20,5; vilc. № 59 pien. plkst. 2.14, aizies uz Gulbeni plkst. 2.14,5; vilc. № 60 pien. plkst. 5.49, aizies uz Situ plkst. 5.49,5; vilc. № 61 pien. plkst. 10.15, aizies uz Gulbeni plkst. 10.15,5.

Jaunatvārtajā pieturā Puze, posmā Ugāle - Ventspils, ar š. g. 10. septembrī, pieturēs vilcieni № 5, 6, 35 un 36, pie kam Puze vilc. № 5 pien. plkst. 7.01, aizies uz Ventspili plkst. 7.02, vilc. № 6 pien. plkst. 23.02, aizies uz Rīgu plkst. 23.03; vilc. № 35 pien. plkst. 11.05,5, aizies uz Ventspili plkst. 11.06; vilc. № 36 pienāks plkst. 12.57, aizies uz Jelgavu plkst. 12.57,5.

Ekspluatācijas direktors J. Klaviņš.
Pasāžieru nod. vadītājs P. Miezāns.

Daugavpils apgabaltiesas priekšsēdētājs

paziņo, ka no š. g. 10. septembra Krāslavas iecirkņa izmeklēšanas tiesneša kamera atradīsies Krāslavā, Br. Skrindu ielā 20.

Daugavpili, 1938. g. 7. septembrī. 9192.

Daugavpils apgabalt. priekšsēd. O. Dzinters.
Sekretārs A. Dzērve.

Māksla.

J. Raiņa „Indulis un Arijū“

Nacionālais teatris izvēlējies savai sezonas atklāšanas izrādei sestdien, 10. septembrī. Šī „jaunības traģēdija“ pirmo reizi izrādīta Jaunajā Rīgas teātrī 1912. gadā un ir Raiņa vispatriotiskākā luga. Tieši „Indulis“ J. Raiņa izteicis klasiskajos aforismos, piem., „Mēs būsim lieli tik, cik mūsu griba“ vai „Caur gadu simtiem latvju vanags skries“. Dialogos starp Induli un lēšu karali Mintautu risinas domas par vadoņību, par Baltijas jūras tautu savienību.

Nacionālajā teātrī „Indulis“ parādīsies pirmo reizi — Jāņa Zariņa režijā, Arvida Spertala dekorācijās, ar Margas Spertales zīmētiem kostīmiem. Plašo lugu īsinot izrādei, režisors ar dramaturģu centušies paturēt sevišķi tās sabiedriski politiskās līnijas, kuras mūsu dienās šķiet aktuālas un pareizas. Inscenējumam teatris devis pietiekoši darbu un līdzekļu, lai tas būtu valsts jubilejas gada cienīgs ievadījums.

Galvenās lomās būs redzami teatra pirmie spēki: Arijū — Lilijs Eriks, Vizbulīte — Milda Zilava ar Elīze Miezītis, Tuša — Emma Ezeriņš, Indulis — J. Lejiņš, Mintauts — J. Osis, Berneks — K. Lagzdīns, Pudīķis — R. Parņickis, Kuno — R. Baltaišvilks u. c.

Visa sabiedrība lūgta apmeklēt idejiski vērtīgo un, cerams, tāpat arī mākslinieciski vērtīgo sezonas ievadizrādi.

Nacionālā opera.

Šovakar „Traviata“, galvenās lomās L. Blūmentāls, N. Vasiljevs un T. Brilts u. c. Dirģents J. Kalniņš.

Sestdien, 10. septembrī, „Grafīene Mārica“. Galvenās partijas dzied L. Blūmentāls un V. Kadīķis. Piedalās L. Teichmanis, A. Verners, V. Leonāitis u. c. Dirģents J. Kalniņš.

Jāņa Kalniņa opera „Ugunī“ pirmo reizi šinī sezonā svētdien, 11. septembrī, dienā. Piedalās V. Briedis, M. Vētra, H. Lūsis, V. Stots u. c. Dirģents autors. Katrs pieaugušais var ņemt 1 bērnu par brīvu līdz, 2 bērni var nākt ar 1 biļeti.

Svētdien, 11. sept., vakarā „Faustā“ Grietiņas partiju pirmo reizi dziedās Margareta Lindemanis. Titulomā Arturs Priednieks, Me-fistolis — A. Kaktiņš. Dirģents T. Reiters. Parastās pusceļas.

Pirmā šīs sezonas svētku izrāde — ceturtdien, 15. septembrī — jauninscenējumā P. Maskanji opera „Zemnieka gods“ un R. Leonkavālo „Pajaci“. Dirģents J. Kalniņš. Inscenētājs V. Pūce. Dekorators P. Rožlapa, kormeistari T. Kalniņš un R. Vanags. Piedalās „Zemnieka godā“ — E. Traviņš, O. Blumbergs, H. Štrauss, A. Priednieks, A. Kortāns, „Pajacos“ — V. Briedis, M. Vētra, A. Kaktiņš, T. Matīss, V. Stots. Derīga pirmizrāžu abonementa 1. biļete.

Nacionālās operas bij. abonentiņi viņu vietas š. g. 15. septembra svētku izrādei operas kase rezervēs līdz 10. septembrim.

Nacionālās operas papildkorī vajadzīgi arī n. basi. Pietiekties operas bij. abonentiņi līdz 12. sept., plkst. 17.

Nacionālais teatris.

Piektdien, 9. sept., plkst. 19.30 lētā izrādē „Kalēja ligava“.

Svētdien, 11. sept., plkst. 14 ar L. Stengels piedalīšanos lētā izrādē „Koncerts“, plkst. 19.30 „Indulis un Arijū“.

Dailes teatris.

Piektdien, 9. septembrī, tautas izrādē „Putna piens“.

Sestdien, 10. sept., tautas izrādē „Rok-sijas futbolkomanda“.

Svētdien, 11. sept., dienā lētā izrādē „Dzīves vilņos“, vakarā „Nogrīmušais zvans“, parastās pusceļas.

Literatura.

Vārds, 9. numurs, 1938. g. septembris, Latvijas Preses biedrības mēnešraksts. Saturā: M. Apelis — Kā radās dialektu rakstība Latgalē, prof. L. Bērziņš — Jēkabs Velme un viņa „Austrums“, J. Ortega i Gasset — Lielas priekšzīmes un grība mācīties, E. Z. — Domātājs un dzejnieks J. Ortega i Gasset, L. Breikss — Plaši apvārņi jauno kameru darbā, O. Nācs — Čiņas par Latvijas vārdu, Ligoņu Jēkabs — Vienkāršotā pareizrakstība, kronika.

Sētā un Druvā, 36. numurs, 1938. g. 8. septembrī, Latvijas Lauksaimniecības kameras izdevums.

Darbinieks, 17. numurs, 1938. g. 5. septembrī, Latvijas Lauksaimniecības kameras izdevums.

KURSI.

Rīgas biržā 1938. gada 9. septembrī.

Devīzes:	Ls
1 Amerikas dolars	5,18—5,28
1 Anglijas mārciņa	25,16—25,28
100 Francijas franku	13,85—14,45
100 Beļģijas belgu	87,30—88,80
100 Šveices franku	117,60—119,10
100 Itālijas liru	27,25—27,75
100 Zviedrijas kronu	129,00—131,00
100 Norvēģijas kronu	125,75—127,75
100 Dānijas kronu	111,60—113,60
100 Austrijas šiliņu	—
100 Čekoslovākijas kronu	17,80—18,30
100 Holandes guldeņu	281,00—284,00
100 Vācijas marku	203,92—205,92
100 Somijas marku	10,98—11,28
100 Igaunijas kronu	137,95—139,95
100 Polijas zlotu	97,55—99,15
100 Lietavas litu	87,45—88,65
100 Dancigas guldeņu	97,55—99,15

Vērtspapiri:
Latvijas valsts 5% kredītzīmes 99,00—101,00
1931. g. iekš. ceļu aizņēm. oblig. 19,00—20,00

Valsts zemes bankas 4% (6%) parādu pārjaunoš. II serijas ķīlu zīmes 99,00—100,00
6% Latv. hip. bankas ķīlu zīmes 95,00—96,50
6% Rīgas hip. biedr. ķīlu zīmes 87,00—88,00
6% Rīgas privatu ķīlu zīmju kred. biedr. ķīlu zīmes 87,50—88,50

Rīgas biržas kotācijas komisijas priekšsēdētāja v. V. Gailītis.

Zvērināts biržas makleris H. Kiršteins.

Redaktora v. Kārlis Elīass.

Šim numuram 12 lapas puses.

Siesu sludinājumi.

Rīgas apgabaltiesas 3. civilnod., pamatojoties uz Civilproc. lik. 1584., 1628.—1631. un 1710. p., uzaicina visas personas, kam būtu kādi iebildumi pret 1938. g. 23. augusta tiesas sēdē attaisīto **Olgas Rediss (Reddies)**, dzim. **Grosmanis**, publiskā kārtībā 1935. g. 25. sept. taisīto testamentu līdz ar papildinājumu, vai kam būtu kādas tiesības vai prasības uz 1938. g. 7. jūnijā Rīgā mir. **Olgas Rediss (Reddies)**, dzim. **Grosmanis**, kas dzim. 1862. g. 22. febr. Igaunijā, mantojumu kā mantiniekiem, legatariem, kreditoriem u. t. l., pieteikt tās tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī” un norāda, ka personas, kas nebūs pieteikušas savas tiesības un iebildumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tādām, kas zaudējušas šīs tiesības vai atteikušas no iebildumiem.
1938. g. 2. septembrī. 15745e
Vicepriekšsēdētājs **J. D r a n d e**,
Sekretārs **E. L a s m a n i s**.

Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodala, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1628.—1631., 1636. un 1710. pantiem, paziņo, ka ar šo minēto personu nāvi ir atklājušies mantojumi, un tādēļ uzaicina visas personas, kam uz šiem mantojumiem būtu kādas tiesības vai prasības kā mantiniekiem, legatariem u. t. l., pieteikt tiesai savas tiesības un prasības 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī” un norāda, ka uzaicinājuma termiņā nepieteiktās tiesības un prasības atzīs par zaudētām:
1) 1938. g. 5. martā mir. **Jānis Bormanis**, dzim. 1876. g. 6. septembrī (v. st.); 4059. l.;
2) 1938. g. 6. maijā Rīgā mir. **Helēne Kīns (Kuens, Kuehns)**, dzim. **Stenders**, dzim. 1858. g. 18. martā Sunakstes pag.; 4060. l.;
3) 1938. g. 25. maijā Rīgā mir. **Anna - Marija Dakteris**, dzim. **Bergs**, dzim. 1897. g. 23. janvārī Kuldīgā; 4042. l.;
4) ar tiesas 1936. g. 12. augusta lēmumu par mirušu izsludinātais **Stefans Grigorjevs**, dzim. 1871. g. 15. augustā; 4024. l.;
5) 1921. g. 9. februārī Solitūdē mir. **Ede Bušmanis**, 86 (2) g. v.; 4035. l.;
6) 1905. g. 18. novembrī mir. **Ludvigs Sreders (Schreder)**, dzim. 1872. g. 3. febr.; 4036. l.;
7) 1936. g. 7. maijā Smiltēnes pag. mir. **Vilums Jostsons**, dzim. 1864. g. 24. janv.; 4108. l.;
8) 1938. g. 13. janvārī Kalsnavas pag. mir. **Jekabs Pinne**, dzim. 1862. g. 9. janv. (v. st.); 4096. l.;
9) 1938. g. 11. janvārī Birzgales pag. mir. **Mārtiņš Stienis**, dzim. 1856. g. 25. aprīlī (v. st.);
10) 1938. g. 26. maijā Ropažu pag. mir. **Juris Siliņš**, dzim. 1892. g. 17. novembrī; 4089. l.
1938. g. 6. sept. (16136e)
Vicepriekšsēdētājs **J. D r a n d e**,
Sekretārs **E. L a s m a n i s**.

Rīgas apgabaltiesas 4. civilnod., pamatojoties uz Civilproc. lik. 397., 399., 401., 405., 413., 416. pantiem un saskaņā ar prasītājas **Rocheles-Lejas Brandlers**, šķ. **Blumentāls**, dzim. **Krupkins**, lūgumu viņas laulības šķiršanas lieta pret atbildētāju **Hiršu Brandleru**, dzim. 1894. g. 2. jūnijā Mosciskā (Polijā), uzaicina atbildētāju, kurā dzīves vieta prasītājai nav zināma, ierasties tiesā 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī” un uzdot savu dzīves vietu Rīgas apgabaltiesai. Ja atbildētājs šīn laikā neieradīsies personīgi vai nesūtīs pilnvarnieku, tad pavēsts un citus papirus atstās tiesas sēdē un izskatīs aizmuguriski.
Prasības lūgumam pievienoti tā noraksts un prasītājas iesniegto dokumentu noraksti.
Rīgā, 1938. g. 3. septembrī. 1233. l. 16135g
Vicepriekšsēd. **H. M i n t ā l s**,
Sekretārs **v. V. S t ū r i s**.

Rīgas apgabaltiesas reģistr. nod. pārzinis paziņo, ka **Jaunpiebalgas otrā pašbraucēju kuģarnitūras biedrība**, kas reģistrēta ar apgabaltiesas 1924. g. 7. maija lēmumu, ir galīgi likvidēta saskaņā ar šīs biedrības 1938. gada 26. jūnija biedru pilnas sapulces lēmumu. 16133g
Rīgā, 1938. g. 6. septembrī.
Nodaļas pārzinis **H. M i n t ā l s**,
Sekret. **K. F r i d r i c h s o n s**.

Rīgas apgabaltiesas tirdzniecības reģ. nodaļa, saskaņā ar tirdzn. reģistr. not. 39. pantu, paziņo, ka tirdzniecības „A” reģistrā ierakstītās firmas „**Kimiska fabrika A. G. Ruhtenberg**” (Rīgā, Ganību dambī 40), reģistra 530. folijā, uz tirdzniec. reģ. tiesneša 1938. g. 3. septembra lēmuma pamata ierakstīts:
Saskaņā ar Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodalas 1938. gada 23. augusta lēmuma šīs firmas uzņēmumam administrācija pagarināta līdz 1938. g. 31. dec.
Rīgā, 1938. g. 3. septembrī.
Tirdzn. reģ. tiesn. **M. G r u n d u l i s**,
Sekretārs **v. K. L a o i n š**.

Rīgas apgabaltiesas tirdzniecības reģ. nodaļa, saskaņā ar tirdzn. reģistr. not. 39. pantu, paziņo, ka tirdzniecības „A” reģistrā ierakstītās firmas „**Bankas kantors Arons Šmuljāns, Rīgā**” (Rīgā, Valdemāra ielā 19) reģistra 1911. folijā, uz tirdzniec. reģ. tiesneša 1938. g. 3. sept. lēmuma pamata ierakstīts:
Saskaņā ar paziņojumu, šī firma 1937. g. 31. jūlijā likvidējusi kokmateriālu noliktavu Rīgā, Ekspostostā, šķūnī B1.
Rīgā, 1938. g. 3. septembrī.
Tirdzn. reģ. tiesn. **M. G r u n d u l i s**,
Sekretārs **v. K. L a o i n š**.

Rīgas apgabaltiesas civilnodala, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1575. p., paziņo, ka 1938. gada 15. septembrī atklāta tiesas sēdē attaisītais un nolasis **Karļines Križuks, dzim. Zagariņš**, testamentu. **Karļine Križuks**, dzim. **Zagariņš**, dzim. 1867. gadā un mir. 1937. g. 2. oktobrī.
Jelgavā, 1938. g. 6. septembrī. 16160e
Priekšsēd. v. **A. l f. V a g a l s**,
Sekretārs **M. K l e i n h o f s**.

Jelgavas apgabaltiesas civilnodala, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1575. p., paziņo, ka 1938. gada 15. septembrī atklāta tiesas sēdē attaisītais un nolasis **Jāņa Sērmuliņa testamentu**. **Jānis Sērmuliņš** dzimis 1872. gada 30. martā un miris 1932. gada 28. septembrī.
Jelgavā, 1938. g. 6. septembrī. 16161e
Priekšsēd. v. **A. l f. V a g a l s**,
Sekretārs **M. K l e i n h o f s**.

Jelgavas apgabaltiesas civilnodala, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1575. p., paziņo, ka 1938. gada 15. septembrī atklāta tiesas sēdē attaisītais un nolasis **Melka Pūliņa testamentu**. **Melkīš Pūliņš** dzimis 1863. g. 15. maijā un miris 1938. g. 3. jūnijā.
Jelgavā, 1938. g. 6. septembrī. 16162e
Priekšsēd. v. **A. l f. V a g a l s**,
Sekretārs **M. K l e i n h o f s**.

Jelgavas apgabaltiesas civilnodala, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1575. p., paziņo, ka 1938. gada 15. septembrī atklāta tiesas sēdē attaisītais un nolasis **Andreja Špudes testamentu**. **Andrejs Špude** dzimis 1898. gada 5. februārī un miris 1938. gada 6. martā.
Jelgavā, 1938. g. 6. septembrī. 16163e
Priekšsēd. v. **A. l f. V a g a l s**,
Sekretārs **M. K l e i n h o f s**.

Jelgavas apgabaltiesas civilnodala, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1575. p., paziņo, ka 1938. gada 15. septembrī atklāta tiesas sēdē attaisītais un nolasis **Pēteris Treiļa testamentu**. **Pēteris Treiļis** dzimis 1879. g. 9. augustā un miris 1938. g. 14. maijā.
Jelgavā, 1938. g. 6. septembrī. 16164e
Priekšsēd. v. **A. l f. V a g a l s**,
Sekretārs **M. K l e i n h o f s**.

Jelgavas apgabaltiesas civilnodala, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1575. p., paziņo, ka 1938. gada 15. septembrī atklāta tiesas sēdē attaisītais un nolasis **Jāņa Merzinskis dzimis 1870. gada 28. augustā (v. st.) un miris 1938. g. 27. jūlijā.**
Jelgavā, 1938. g. 6. septembrī. 16165e
Priekšsēd. v. **A. l f. V a g a l s**,
Sekretārs **M. K l e i n h o f s**.

Jelgavas apgabaltiesas reģ. nod. paziņo, ka ar viņas š. g. 25. augusta lēmumu reģistrēti **Zantes savstarpējās ugunsapdrošināšanas biedrības „Upe”** 1938. g. 27. marta biedru pilnā sapulcē pieņemtie statutu grozījumi un nosaukums „**Rītes piensaimnieku sabiedrība**”.
Jelgavā, 1938. g. 6. sept. 16140e
Nod. pārz.-tiesn. **G. V o i t k u s**,
Sekretārs **p. i. V. S t ū r i s**.

Jelgavas apgabaltiesas reģ. nod. paziņo, ka ar viņas š. g. 25. augusta lēmumu reģistrēti **Zantes piensaimnieku sabiedrības** 1938. gada 12. jūnija biedru pilnā sa-

pulcē pieņemtie statutu grozījumi.

Jelgavā, 1938. g. 6. sept. 16141e
L. 112/23.
Nod. pārz.-tiesn. **G. V o i t k u s**,
Sekretārs **p. i. V. S t ū r i s**.

Jelgavas apgabaltiesas reģ. nod. paziņo, ka ar viņas š. g. 25. augusta lēmumu reģistrēti **Stelpes un apkārtnes piens. sab. „Nora”** 1938. g. 10. aprīļa biedru pilnā sapulcē pieņemtie statutu grozījumi un nosaukums „**Stelpes piensaimnieku sabiedrība**”.
Jelgavā, 1938. g. 6. sept. 16142e
L. 70/24.
Nod. pārz.-tiesn. **G. V o i t k u s**,
Sekretārs **p. i. V. S t ū r i s**.

Jelgavas apgabaltiesas reģ. nod. paziņo, ka ar viņas š. g. 25. augusta lēmumu reģistrēti **Ārlavas piensaimnieku sabiedrības „Razotājs”** 1938. g. 26. marta biedru pilnā sapulcē pieņemtie statutu grozījumi un nosaukums „**Ārlavas piensaimnieku sabiedrība**”.
Jelgavā, 1938. g. 6. sept. 16143e
L. 263/24.
Nod. pārz.-tiesn. **G. V o i t k u s**,
Sekretārs **p. i. V. S t ū r i s**.

Jelgavas apgabaltiesas reģ. nod. paziņo, ka ar viņas š. g. 25. augusta lēmumu reģistrēti **Vecumnieku piensaimnieku sabiedrības** 1938. g. 10. aprīļa biedru pilnā sapulcē pieņemtie statutu grozījumi.
Jelgavā, 1938. g. 6. sept. 16144e
L. 194/22.
Nod. pārz.-tiesn. **G. V o i t k u s**,
Sekretārs **p. i. V. S t ū r i s**.

Jelgavas apgabaltiesas reģ. nod. paziņo, ka ar viņas š. g. 25. augusta lēmumu reģistrēti **Zalenieku ugunsapdrošināš. biedr.** 1938. g. 16. marta biedru pilnā sapulcē pieņemtie statutu grozījumi un nosaukums „**Zalenieku savstarpējā apdrošināšanas biedrība**”.
Jelgavā, 1938. g. 6. sept. 16145e
L. 209/23.
Nod. pārz.-tiesn. **G. V o i t k u s**,
Sekretārs **p. i. V. S t ū r i s**.

Jelgavas apgabaltiesas reģ. nod. paziņo, ka ar viņas š. g. 25. augusta lēmumu reģistrēti **Jaunsaules savstarpējās ugunsapdrošināš. biedr.** 1938. g. 24. aprīļa biedru pilnā sapulcē pieņemtie statutu grozījumi un nosaukums „**Jaunsaules savstarpējā apdrošināšanas biedrība**”.
Jelgavā, 1938. g. 6. sept. 16146e
L. 146/28.
Nod. pārz.-tiesn. **G. V o i t k u s**,
Sekretārs **p. i. V. S t ū r i s**.

Jelgavas apgabaltiesas reģ. nod. paziņo, ka ar viņas š. g. 25. augusta lēmumu reģistrēti **Kandavas pagasta savstarpējās ugunsapdrošināš. biedr.** 1938. g. 24. aprīļa biedru pilnā sapulcē pieņemtie statutu grozījumi un nosaukums „**Kandavas savstarpējā apdrošināšanas biedrība**”.
Jelgavā, 1938. g. 6. sept. 16147e
L. 51/22.
Nod. pārz.-tiesn. **G. V o i t k u s**,
Sekretārs **p. i. V. S t ū r i s**.

Jelgavas apgabaltiesas reģ. nod. paziņo, ka ar viņas š. g. 25. augusta lēmumu reģistrēti **Kandavas pagasta savstarpējās ugunsapdrošināš. biedr.** 1938. g. 24. aprīļa biedru pilnā sapulcē pieņemtie statutu grozījumi un nosaukums „**Kandavas savstarpējā apdrošināšanas biedrība**”.
Jelgavā, 1938. g. 6. sept. 16148g
L. 152/23.
Nod. pārz.-tiesn. **G. V o i t k u s**,
Sekretārs **p. i. V. S t ū r i s**.

Jelgavas apgabaltiesas reģ. nod. paziņo, ka ar viņas š. g. 25. augusta lēmumu reģistrēti **Bauskas pagasta savstarpējās apdrošin. biedr.** 1938. g. 27. marta biedru pilnā sapulcē pieņemtie statutu grozījumi un nosaukums „**Bauskas savstarpējā apdrošināšanas biedrība**”.
Jelgavā, 1938. g. 6. septembrī. 16149g
L. 233/21.
Nod. pārz.-tiesn. **G. V o i t k u s**,
Sekretārs **p. i. V. S t ū r i s**.

Jelgavas apgabaltiesas reģ. nod. paziņo, ka ar viņas š. g. 25. augusta lēmumu reģistrēti **Lielplatones savstarpējās ugunsapdr. biedr.** 1938. g. 4. aprīļa biedru pilnā sapulcē pieņemtie statutu grozījumi un nosaukums „**Lielplatones savstarpējā apdrošināšanas biedrība**”.
Jelgavā, 1938. g. 6. septembrī. 16150g
L. 233/21.
Nod. pārz.-tiesn. **G. V o i t k u s**,
Sekretārs **p. i. V. S t ū r i s**.

Jelgavas apgabaltiesas reģ. nod. paziņo, ka ar viņas š. g. 25. augusta lēmumu reģistrēti **Zantes savstarpējās ugunsapdrošināšanas biedr.** 1938. g. 4. aprīļa biedru pilnā sapulcē pieņemtie statutu grozījumi un nosaukums „**Zantes savstarpējā apdrošināšanas biedrība**”.
Jelgavā, 1938. g. 6. septembrī. 16151g
L. 233/21.
Nod. pārz.-tiesn. **G. V o i t k u s**,
Sekretārs **p. i. V. S t ū r i s**.

Jelgavas apgabaltiesas reģ. nod. paziņo, ka ar viņas š. g. 25. augusta lēmumu reģistrēti **Zantes savstarpējās ugunsapdrošināšanas biedr.** 1938. g. 4. aprīļa biedru pilnā sapulcē pieņemtie statutu grozījumi un nosaukums „**Zantes savstarpējā apdrošināšanas biedrība**”.
Jelgavā, 1938. g. 6. septembrī. 16152g
L. 233/21.
Nod. pārz.-tiesn. **G. V o i t k u s**,
Sekretārs **p. i. V. S t ū r i s**.

Jelgavas apgabaltiesas reģ. nod. paziņo, ka ar viņas š. g. 25. augusta lēmumu reģistrēti **Zantes savstarpējās ugunsapdr. biedr.** 1938. g. 20. marta biedru pilnā sapulcē pieņemtie

statutu grozījumi un nosaukums „**Viesītes savstarpējā apdrošināšanas biedrība**”.

Jelgavā, 1938. g. 6. septembrī. 16151g
L. 275/22.
Nod. pārz.-tiesn. **G. V o i t k u s**,
Sekretārs **p. i. V. S t ū r i s**.

Jelgavas apgabaltiesas reģ. nod. paziņo, ka ar viņas š. g. 25. augusta lēmumu reģistrēti **Dignajas savstarpējās ugunsapdrošināšanas biedrības** 1938. gada 6. marta biedru pilnā sapulcē pieņemtie statutu grozījumi un nosaukums „**Dignajas savstarpējā apdrošināšanas biedrība**”.

Jelgavā, 1938. g. 6. septembrī. 16152g
L. 214/22.
Nod. pārz.-tiesn. **G. V o i t k u s**,
Sekretārs **p. i. V. S t ū r i s**.

Jelgavas apgabaltiesas reģ. nod. paziņo, ka ar viņas š. g. 25. augusta lēmumu reģistrēti **Kropa-Vircavas savstarpējās ugunsapdroš. biedr.** 1938. g. 14. aprīļa biedru pilnā sapulcē pieņemtie statutu grozījumi un nosaukums „**Vircavas savstarpējā apdrošināšanas biedrība**”.

Jelgavā, 1938. g. 6. septembrī. 16153g
L. 40/22.
Nod. pārz.-tiesn. **G. V o i t k u s**,
Sekretārs **p. i. V. S t ū r i s**.

Jelgavas apgabaltiesas reģ. nod. paziņo, ka ar viņas š. g. 25. augusta lēmumu reģistrēti **Salas savstarpējās ugunsapdrošināšanas biedrības** 1938. g. 14. aprīļa biedru pilnā sapulcē pieņemtie statutu grozījumi un nosaukums „**Ābeļu savstarpējā apdrošināšanas biedrība**”.

Jelgavā, 1938. g. 6. septembrī. 16154g
L. 7/22.
Nod. pārz.-tiesn. **G. V o i t k u s**,
Sekretārs **p. i. V. S t ū r i s**.

Jelgavas apgabaltiesas reģ. nod. paziņo, ka ar viņas š. g. 25. augusta lēmumu reģistrēti **Panemunes savstarpējās apdrošināšanas biedrības** 1938. g. 29. marta biedru pilnā sapulcē pieņemtie statutu grozījumi.

Jelgavā, 1938. g. 6. septembrī. 16155g
L. 49/37.
Nod. pārz.-tiesn. **G. V o i t k u s**,
Sekretārs **p. i. V. S t ū r i s**.

Jelgavas apgabaltiesas reģ. nod., pamatojoties uz Lik. par kopdarbības sabiedrībām un viņu savienībām, paziņo, ka 1938. g. 25. augustā tiesa ir reģistrējusi kopdarbības sabiedrību ar nosaukumu **Jēkabpils-Ābeļu patērētāju biedrība** un valdes sēdekli **Jēkabpili**.

Jelgavā, 1938. g. 6. septembrī. 16156g
L. 112. l.
Nod. pārz.-tiesn. **G. V o i t k u s**,
Sekretārs **p. i. V. S t ū r i s**.

Jelgavas apgabaltiesas reģ. nod., pamatojoties uz Lik. par kopdarbības sabiedrībām un viņu savienībām, paziņo, ka 1938. g. 25. augustā tiesa ir reģistrējusi kopdarbības sabiedrību ar nosaukumu **Vandzenes spirta kopdedzinātava** un valdes sēdekli **Vandzenē**.

Jelgavā, 1938. g. 6. septembrī. 16157g
L. 114. l.
Nod. pārz.-tiesn. **G. V o i t k u s**,
Sekretārs **p. i. V. S t ū r i s**.

Jelgavas apgabaltiesas reģ. nod., pamatojoties uz Lik. par kopdarbības sabiedrībām un viņu savienībām, paziņo, ka 1938. g. 25. augustā tiesa ir reģistrējusi kopdarbības sabiedrību ar nosaukumu **Aizupes spirta kopdedzinātava** un valdes sēdekli **Aizupes pagastā**.

Jelgavā, 1938. g. 6. septembrī. 16158g
L. 113. l.
Nod. pārz.-tiesn. **G. V o i t k u s**,
Sekretārs **p. i. V. S t ū r i s**.

Jelgavas apgabaltiesas reģ. nod. paziņo, ka ar viņas š. g. 25. augusta lēmumu reģistrēti **Kolkas rajona zvejnieku kooperatīva** 1938. g. 22. maija biedru pilnā sapulcē pieņemtie statutu grozījumi un nosaukums „**Kolkas jūrmalas zvejnieku sabiedrība**”.

Jelgavā, 1938. g. 6. septembrī. 16159g
L. 79/36.
Nod. pārz.-tiesn. **G. V o i t k u s**,
Sekretārs **p. i. V. S t ū r i s**.

Liepājas apgabaltiesas. saskaņā ar š. g. 30. maija lēmumu, uzaicina 1938. g. 29. augustā mirušās **Lavizes Vērpes** mantiniekus, kreditorus, legatārus, fideikomisarus un visas citas personas, kam būtu kādas tiesības vai prasības uz atstāto mantojumu, pieteikt tādās tiesībās un prasībās tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī”.

Laikā nepieteiktās tiesības un prasības atzīs par zaudētām uz visiem laikiem.
Liepājā, 1938. g. 31. augustā. 15910e
Vicepriekšsēd. v. **V. V i t i ņ š**,
Sekretārs **v. A. Š m i t s**.

Liepājas apgabaltiesas. saskaņā ar š. g. 30. maija lēmumu, uzaicina 1938. g. 27. martā **Palaipē, Rucavas pag. mir. Jāņa Suišļa**, dzim. 1874. g. 23. dec., mantiniekus, kreditorus, legatārus, fideikomisarus un visas citas personas, kam būtu kādas tiesības vai prasības uz atstāto mantojumu, pieteikt tādās tiesībās un prasībās tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī”.

Laikā nepieteiktās tiesības un prasības atzīs par zaudētām uz visiem laikiem.
Liepājā, 1938. g. 31. augustā. 15911e
L. 742m/38.
Vicepriekšsēd. v. **V. V i t i ņ š**,
Sekretārs **v. A. Š m i t s**.

Liepājas apgabaltiesas. saskaņā ar š. g. 16. maija lēmumu, uzaicina 1934. g. 19. jūlijā mirušā **Jēkaba Sprīda** mantiniekus, kreditorus, legatārus, fideikomisarus un visas citas personas, kam būtu kādas tiesības vai prasības uz atstāto mantojumu, pieteikt tādās tiesībās un prasībās tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī”.

Laikā nepieteiktās tiesības un prasības atzīs par zaudētām uz visiem laikiem.
Liepājā, 1938. g. 31. augustā. 15912e
L. 646m/38.
Vicepriekšsēd. v. **V. V i t i ņ š**,
Sekretārs **v. A. Š m i t s**.

Liepājas apgabaltiesas. saskaņā ar š. g. 25. aprīļa lēmumu, uzaicina 1937. gada 30. oktobrī mirušā **Jāņa Šmita** mantiniekus, kreditorus, legatārus, fideikomisarus un visas citas personas, kam būtu kādas tiesības vai prasības uz atstāto mantojumu, pieteikt tādās tiesībās un prasībās tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī”.

Laikā nepieteiktās tiesības un prasības atzīs par zaudētām uz visiem laikiem.
Liepājā, 1938. g. 31. augustā. 15913e
L. 589m/38.
Vicepriekšsēd. v. **V. V i t i ņ š**,
Sekretārs **v. A. Š m i t s**.

Liepājas apgabaltiesas. saskaņā ar savu š. g. 7. jūlija lēmumu, uzaicina 1938. gada 14. februārī mirušās **Līzes Bokums**, dzim. 1867. g. 14. janvārī, mantiniekus, kreditorus, legatārus, fideikomisarus un visas citas personas, kam būtu kādas tiesības vai prasības uz atstāto mantojumu vai kas vēlētos apstrīdēt viņas notariālā kārtībā sastādīto pēdējās gribas rīkojuma aktu, pieteikt tādās tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī”.

Laikā nepieteiktās tiesības un prasības atzīs par zaudētām uz visiem laikiem.
Liepājā, 1938. g. 31. augustā. 15919e
L. 685m/38.
Vicepriekšsēd. v. **V. V i t i ņ š**,
Sekretārs **v. A. Š m i t s**.

Liepājas apgabaltiesas. saskaņā ar savu š. g. 21. jūlija lēmumu, uzaicina 1938. gada 20. martā mirušā **Jāņa Langšteina**, dzim. 1855. g. 5. janv., mantiniekus, kreditorus, legatārus, fideikomisarus un visas citas personas, kam būtu kādas tiesības vai prasības uz atstāto mantojumu vai kas vēlētos apstrīdēt viņa notariālā kārtībā sastādīto pēdējās gribas rīkojuma aktu, pieteikt tādās tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī”.

Laikā nepieteiktās tiesības un prasības atzīs par zaudētām uz visiem laikiem.
Liepājā, 1938. g. 31. augustā. 15920e
L. 713m/38.
Vicepriekšsēd. v. **V. V i t i ņ š**,
Sekretārs **v. A. Š m i t s**.

Liepājas apgabaltiesas. saskaņā ar savu š. g. 21. jūlija lēmumu, uzaicina 1938. gada 1. martā mirušā **Andreja Egliša**, dzim. 1880. gada 6. jūlijā, mantiniekus, kreditorus, legatārus, fide

Daugavpils apgabals. 1. civilnod. pamatojoties uz Civilproc. lik. 1628.—1631., 1636. un 1710. pantiem, paziņo, ka ar šemīnēto personu nāvi ir atklājušies mantojumi, un tādēļ uzaicina visas personas, kam uz šiem mantojumiem būtu kādas tiesības vai prasības kā mantiniekiem, legatariem, kreditoriem u. t. l., pieteikt savas tiesības un prasības 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī”, un norāda, ka uzaicinājuma termiņā nepieteiktas tiesības un prasības atzīs par zaudētām:

- 1) Pēteris (Piters) Caics, dzim. 1851. g. 27. jūlijā, mir. 1932. g. 12. decembrī Preiļu pag.; L. 2482a/38.;
- 2) Vasilis Osipovs, 43 g. v., mir. 1919. g. 1. febr. Bīkernieku pag.; L. 2534a/38.;
- 3) Feiga Dankers, dzim. 1873. gadā, mir. 1936. g. 6. oktobrī lūkstē; L. 2536a/38.;
- 4) Ksavers Smelters, 66 g. v., mir. 1924. g. 18. maijā Svences pag.; L. 2539a/38.;
- 5) Antons Doroško, 38 g. v., mir. 1926. g. 4. jūlijā Rīgā; L. 2544a/38.;
- 6) Kazimirs Kraupša, dzim. 1866. g. 13. jūnijā, mir. 1929. g. 13. augustā Kapiņu pag.; L. 2554a/38.;
- 7) Jānis Putans, dzim. 1905. gadā, mir. 1931. g. 1. decembrī Bīkernieku pag.; L. 2567a/38.;
- 8) Gitele Smuškovičs (ari Smuškins), 68 g. v., mir. 1920. g. 2. septembrī Daugavpilī; L. 2582a/38.;
- 9) Aleksis Veigurs, dzim. 1889. g. 10. maijā, mir. 1938. g. 13. martā Līvānu pag.; L. 2584a/38.;
- 10) Andrejs Šaušs, dzim. 1854. gada 18. sept. Liksnas pag., mir. 1935. g. 9. febr. Liksnas pag. Poguļankā; L. 2585a/38.;

Daugavpilī, 1938. g. 2. sept. Vicepriekšs. A. Strazdiņš. Sekretara v. V. Bite.

Daugavpils apgabals. 1. civilnod. paziņo, ka 1929. g. 18. decembrī mir. Jēkaba Skalbes, dzim. 1855. g. 8. oktobrī, 1929. gada 14. decembrī sastādītais privātais testaments ar apgabaltiesas 1931. g. 30. maijā lēmumu apstiprināts izpildīšanai.

Daugavpilī, 1938. g. 2. sept. L. 813a/31. 15767g Vicepriekšs. A. Strazdiņš. Sekretars K. Kangurs.

Daugavpils apgabals. 3. civilnod. paziņo, ka 1932. g. 7. oktobrī mirušā Nikitā Nīkītina 1925. g. 1. februārī sastādītais notariālais testaments ar apgabaltiesas 1933. g. 18. janvāra lēmumu apstiprināts izpildīšanai.

Daugavpilī, 1938. g. 2. sept. L. 5a/33. 15769g Vicepriekšs. v. A. Malkinš. Sekretara v. i. J. Tiltinš.

Daugavpils apgabals. 3. civilnod. izskatījusi Valentīnas Jermaikovs lūgumu izsludināt par mirušo Klementiju Smutovu, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1565.—1568. pantiem un saskaņā ar savu 1938. gada 4. maijā lēmumu uzaicina nozudušo Klementiju Smutovu ierasties tiesā vai dot tiesā drošas ziņas par sevi 1 gada laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī”; tāpat arī uzaicina visas citas personas, kam ir drošas ziņas par nozudušā dzīves vietu vai nāvi, iesniegt šīs ziņas tiesai un aizrāda, ka, nesāpējusi sludinājuma termiņā drošas ziņas par to, ka nozudušais ir dzīvs, tiesa, uz ieinteresēto personu lūgumu un saskaņā ar Civilproc. lik. 1569. pantu, izsludinās nozudušo par mirušo.

Daugavpilī, 1938. g. 2. sept. L. 1474a/38. 15928e Vicepriekšs. v. A. Malkinš. Sekretara v. i. J. Tiltinš.

Daugavpils apgabals. Tirdzn. reģ. tiesnesis, pamatojoties uz tirdzniec. reģ. not. 39. pantu, paziņo, ka uz tirdzniec. reģ. tiesneša 1938. g. 31. augusta lēmuma pamata, saskaņā ar paziņojumu, tirdzniecības „A” reģistrā firma „A. Levins” 524. folijā atzīmēts: 1) ka uzņēmums tagad atrodas Daugavpilī, Rīgas ielā 73/71, un 2) ka firmas īpašnieks uz priekšu tirgosies ar raugu tikai vairumā.

Daugavpilī, 1938. g. 2. sept. 524. l. 16172g Tirdzn. reģ. tiesn. P. Labeckis. Sekretara p. i. E. Kaņeps.

Rīgas pils. 17. iec. mirtiesnesis, pamatojoties uz Civillik. 143. p., paziņo, ka 1938. g. 5. septembrī laulāto mantisko attiecību reģistra 1262. lapā ierakstīts, ka starp laulātajiem Jēkabu-Hariju Vimbu, dzim. 1906. g. 24. janvārī Mazsalacas pagastā, un Zentu-Alīdu Vimba, dzim. Josts,

dzim. 1907. g. 31. janvārī Mārkalnes pag., no 1938. g. 18. jūlijā pastāv visas mantas šķirtība (Civillik. 117. p. un turpm. p.), kas nodibināta ar 1938. g. 18. jūlijā Rīgā, notara V. Lūkina kantori ar reģ. 487. num. noslēgto līgumu.

1938. g. 5. septembrī. 16173g 1262. r. l. Mirtiesnesis Ž. Jumikis. Sekretars A. Duntaus.

Rīgas pils. 17. iec. mirtiesnesis, pamatojoties uz Civillik. 143. p., paziņo, ka 1938. g. 5. septembrī laulāto mantisko attiecību reģistra 1263. lapā ierakstīts, ka starp laulātajiem Nikolaju Gornu-Hornu, dzim. 1902. g. 15. maijā Rīgā, un Margoti-Matildi-Luizi-Gornu-Hornu, dzim. Pipke, dz. 1901. g. 16. augustā Rīgā, no 1938. g. 3. sept. pastāv visas mantas šķirtība (Civillik. 117. p. un turpm. p.), kas nodibināta ar 1927. g. 2. febr. Rīgā, notara R. Foigta kantori ar reģ. 1339. num. noslēgto līgumu.

1938. g. 5. septembrī. 16174g 1263. r. l. Mirtiesnesis Ž. Jumikis. Sekretars A. Duntaus.

Liepājas 1. iec. mirtiesnesis, pamatojoties uz Sodū lik. 239. p., paziņo, ka ar 1938. gada 19. augusta spriedumu Olga Rutenbergs, dzim. 1891. gada 2. decembrī Bātes pag., atzīta par vainīgu pienācīgas tīrības neievērošanā 1938. g. 21. jūlijā, glabājot pārdošanai un pārdojot ēdamvielas savā saldumu veikalā Liepājā, Siena tīrū 7, un sodīta pēc Sodū lik. 235. p. ar 15 latiem vai maksātnespējas gadījumā ar 4 dienam arestā. 376. 16035g Liepājā, 1938. g. 3. septembrī. Mirtiesneša v. T. Vegners. Sekretars A. Pļavnieks.

Rīgas apgabals. 5. iec. tiesu izpild. kura kanceleja ir Rīgā, Brīvības ielā 124. 1. dz., paziņo, ka 1938. gada 21. septembrī, plkst. 12, Rīgā, Miera ielā 93, 1. publiskā izsolē pārdos Julija Zaksas piemiņeklī, kas novērtēts par Ls 300.—

Pārdodamo mantu varēs apskatīt pārdošanas dienā un vietā. 1600. l. 16191g Tiesu izpild. J. Kurmitis.

Rīgas apgabaltiesas 11. iec. tiesu izpildītājs, kura kanceleja ir Rīgā, Gertrūdes ielā 43. 8. dz., paziņo, ka 1938. g. 20. septembrī, plkst. 10, Rīgā, Gertrūdes ielā 71, 70. dz., Hiršoviča dažādus niķelētus traukus, logu aizkarus, tējas galdīņu u. c. mebeles, kas novērtētas par Ls 220.—

Pārdodamās mantas varēs apskatīt pārdošanas dienā un vietā. 2118. l. 16317e Tiesu izpildītājs O. Jurka.

Rīgas apgabals. Rīgas apr. 2. iec. tiesu izpildītājs, kura kanceleja ir Rīgā, Stabu ielā 46/48, 11. dz., pamatojoties uz Civilproc. likuma 1280.—1306. p., paziņo, ka:

- 1) Valsts zemes bankas Ls 315,48, Pētera Uipusa Ls 195, Slokas krājaizdevu sabiedrības Ls 460.—, A/S. „Zemkopības” Ls 80.—, Emmas Purgailis Ls 100.—, Kalnciema krājaizd. sabiedr. Ls 600.—, Rīgas pils. Ls 2210.—, Piņķu krājaizdevu sabiedr. Ls 560.—, Jēkaba Neilanda Ls 619,50, Mīkela Puļa Ls 74,80 un Lūcijas Čuže Ls 62.— ar proc. un izdev. piedzišanai 1938. g. 12. novembrī, plkst. 10, Rīgas apgabaltiesas sežu zalē pārdos 3. publiskā izsolē Jāņa Puļa nekustamo īpašumu, kas atrodas Rīgas apr. Babītes pag., ierakstīts zemes grāmatas 17931. nodalījumā un sastāv no Piņķu muižas atdalītām Kaķu XVII mājām, 37,219 ha kopplatībā ar ēkām;
- 2) nekustama īpašuma izsoles vērtība Ls 2784.—;
- 3) tam ir hipoteku parādi Ls 2210.— un 2.000.000 krievu cara rbl.;
- 4) solītajiem jāiemaksā Ls 278,40 drošības naudas — no vērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdošanai nekustamā īpašuma iegūšanai tajos gadījumos, kad šāda atļauja ir vajadzīga pēc likuma;
- 5) nekustama īpašuma zemes grāmatu ved Rīgas-Valmieras zemes grāmatu nodaļā.

Līdz izsoles dienai jāpieteic tiesības, kas novērs nekustama īpašuma pārdošanu. Pārdodamā nekustamā īpašuma dokumentos, kas ir tiesu izpildītāja rīcībā, var ieskatīties viņa kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas — Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļas kancelejā. 1938. g. 2. septembrī. 706. l. 16076g Tiesu izpildītājs J. Lapiņš.

Rīgas apgabals. Rīgas apr. 2. iec. tiesu izpildītājs, kura kanceleja ir Rīgā, Stabu ielā 46/48, 11. dz., pamatojoties uz Civilproc. likuma 1280.—1306. p., paziņo, ka:

- 1) Valsts zemes bankas prasības Ls 46,01 ar nokavējuma rentēm un izdev. piedzišanai 1938. g. 12. novembrī, plkst. 10, Rīgas apgabaltiesas sežu zalē pārdos 1. publiskā izsolē Arvīda Tizenberga nekustamo īpašumu, kas atrodas Kēmeros, ierakstīts Kēmeru pilsētas zemes grāmatas 1. nodalījumā un sastāv no Dzeguzes 49 Fa (94 F) mājām, 2,33 ha kopplatībā;
- 2) nekustama īpašuma izsoles vērtība Ls 100.—;
- 3) tam ir hipoteku parādi Ls 100.—;
- 4) solītajiem jāiemaksā Ls 10.— drošības naudas — no vērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdošanai nekustamā īpašuma iegūšanai tajos gadījumos, kad šāda atļauja ir vajadzīga pēc likuma;
- 5) nekustama īpašuma zemes grāmatu ved Rīgas-Valmieras zemes grāmatu nodaļā.

Līdz izsoles dienai jāpieteic tiesības, kas novērs nekustama īpašuma pārdošanu. Pārdodamā nekustamā īpašuma dokumentos, kas ir tiesu izpildītāja rīcībā, var ieskatīties viņa kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas — Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļas kancelejā. 1938. g. 2. septembrī. 644. l. 16077g Tiesu izpildītājs J. Lapiņš.

Rīgas apgabals. Rīgas apr. 2. iec. tiesu izpildītājs, kura kanceleja ir Rīgā, Stabu ielā 46/48, 11. dz., pamatojoties uz Civilproc. likuma 1280.—1306. p., paziņo, ka:

- 1) Latvijas hipoteku bankas izsniegtā aizdev. Ls 600.— nenomaksāto termiņmaksu un izdev. piedzišanai 1938. g. 12. novembrī, plkst. 10, Rīgas apgabaltiesas sežu zalē pārdos 1. publiskā izsolē Jāņa Bukses nekustamo īpašumu, kas atrodas Rīgas apr. Biriņu pag. Saulkrastu ciemā, ierakstīts zemes grāmatas 11513. nodalījumā un sastāv no zemes gabala 252 F, 4640 kv. mtr. kopplatībā;
- 2) nekustama īpašuma izsoles vērtība Ls 600.—;
- 3) tam ir hipoteku parādi Ls 600.—;
- 4) solītajiem jāiemaksā Ls 60.— drošības naudas — no vērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdošanai nekustamā īpašuma iegūšanai tajos gadījumos, kad šāda atļauja ir vajadzīga pēc likuma;
- 5) nekustama īpašuma zemes grāmatu ved Rīgas-Valmieras zemes grāmatu nodaļā.

Līdz izsoles dienai jāpieteic tiesības, kas novērs nekustama īpašuma pārdošanu. Pārdodamā nekustamā īpašuma dokumentos, kas ir tiesu izpildītāja rīcībā, var ieskatīties viņa kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas — Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļas kancelejā. 1938. g. 5. septembrī. 727. l. 16062g Tiesu izpildītājs J. Lapiņš.

Rīgas apgabals. Rīgas apr. 2. iec. tiesu izpildītājs, kura kanceleja ir Rīgā, Stabu ielā 46/48, 11. dz., pamatojoties uz Civilproc. likuma 1280.—1306. p., paziņo, ka:

- 1) Latvijas bankas prasības Ls 8061,04 ar proc. un izdev. piedzišanai 1938. g. 12. novembrī, plkst. 10, Rīgas apgabaltiesas sežu zalē pārdos 1. publiskā izsolē Jāņa Tēvina nekustamo īpašumu, kas atrodas Rīgas apr. Siguldas pag., ierakstīts zemes grāmatas 7949. nodalījumā un sastāv no Rugāju mājām, 51,129 ha kopplatībā;
 - 2) nekustama īpašuma izsoles vērtība Ls 7020.—;
 - 3) tam ir hipoteku parādi Ls 12.500.—;
 - 4) solītajiem jāiemaksā Ls 702.— drošības naudas — no vērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdošanai nekustamā īpašuma iegūšanai tajos gadījumos, kad šāda atļauja ir vajadzīga pēc likuma;
 - 5) nekustama īpašuma zemes grāmatu ved Rīgas-Valmieras zemes grāmatu nodaļā.
- Līdz izsoles dienai jāpieteic tiesības, kas novērs nekustama īpašuma pārdošanu. Pārdodamā nekustamā īpašuma dokumentos, kas ir tiesu izpildītāja rīcībā, var ieskatīties viņa kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas — Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļas kancelejā. 1938. g. 5. septembrī. 707. l. 16065g Tiesu izpildītājs J. Lapiņš.

pirms izsoles dienas — Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļas kancelejā. 1938. g. 5. septembrī. 605. l. 16063g Tiesu izpildītājs J. Lapiņš.

Rīgas apgabals. Rīgas apr. 2. iec. tiesu izpildītājs, kura kanceleja ir Rīgā, Stabu ielā 46/48, 11. dz., pamatojoties uz Civilproc. likuma 1280.—1306. p., paziņo, ka:

- 1) Jāņa Bandinieka prasības Ls 2024,31 un turpmāko maksājumu piedzišanai 1938. gada 12. novembrī, plkst. 10, Rīgas apgabaltiesas sežu zalē pārdos 1. publiskā izsolē Mīkela Krūmiņa nekustamo īpašumu, kas atrodas Rīgas apr. Mālpils pag., ierakstīts zemes grāmatas 2425. nodalījumā un sastāv no Ezerkalnu IX mājām, 70,15 deset. kopplatībā;
- 2) nekustama īpašuma izsoles vērtība Ls 5802.—;
- 3) tam ir hipoteku parādi Ls 4000.—;
- 4) solītajiem jāiemaksā Ls 580.— drošības naudas — no vērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdošanai nekustamā īpašuma iegūšanai tajos gadījumos, kad šāda atļauja ir vajadzīga pēc likuma;
- 5) nekustama īpašuma zemes grāmatu ved Rīgas-Valmieras zemes grāmatu nodaļā.

Līdz izsoles dienai jāpieteic tiesības, kas novērs nekustama īpašuma pārdošanu. Pārdodamā nekustamā īpašuma dokumentos, kas ir tiesu izpildītāja rīcībā, var ieskatīties viņa kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas — Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļas kancelejā. 1938. g. 5. septembrī. 447. l. 16064g Tiesu izpildītājs J. Lapiņš.

Rīgas apgabals. Rīgas apr. 2. iec. tiesu izpildītājs, kura kanceleja ir Rīgā, Stabu ielā 46/48, 11. dz., pamatojoties uz Civilproc. likuma 1280.—1306. p., paziņo, ka:

- 1) Latvijas hipoteku bankas izsniegtā Ls 1200.— aizdev. nenomaksāto termiņmaksu un izdev. piedzišanai 1938. g. 12. novembrī, plkst. 10, Rīgas apgabaltiesas sežu zalē pārdos 1. publiskā izsolē Olgas Bērents nekustamo īpašumu, kas atrodas Kēmeros, Robežu ielā 7/9, ierakstīts zemes grāmatas 15. nodalījumā un sastāv no Slokas muižas atdalīta zemes gabala, 4887 kv. mtr. kopplatībā ar ēkām;
- 2) nekustama īpašuma izsoles vērtība Ls 8040.—;
- 3) tam ir hipoteku parādi Ls 11.200.—;
- 4) solītajiem jāiemaksā Ls 804.— drošības naudas — no vērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdošanai nekustamā īpašuma iegūšanai tajos gadījumos, kad šāda atļauja ir vajadzīga pēc likuma;
- 5) nekustama īpašuma zemes grāmatu ved Jelgavas-Bauskas zemes grāmatu nodaļā.

Līdz izsoles dienai jāpieteic tiesības, kas novērs nekustama īpašuma pārdošanu. Pārdodamā nekustamā īpašuma dokumentos, kas ir tiesu izpildītāja rīcībā, var ieskatīties viņa kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas — Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļas kancelejā. 1938. g. 5. septembrī. 707. l. 16065g Tiesu izpildītājs J. Lapiņš.

Rīgas apgabals. Rīgas apr. 2. iec. tiesu izpildītājs, kura kanceleja ir Rīgā, Stabu ielā 46/48, 11. dz., pamatojoties uz Civilproc. likuma 1280.—1306. p., paziņo, ka:

- 1) Latvijas hipoteku bankas izsniegtā aizd. Ls 400.— nenomaksāto termiņmaksu un izdev. piedzišanai 1938. g. 12. novembrī, plkst. 10, Rīgas apgabaltiesas sežu zalē pārdos 1. publiskā izsolē Augusta Baltkaura nekustamo īpašumu, kas atrodas Siguldā, Miera ielā 20, ierakstīts zemes grām. 18437. nodalījumā un sastāv no zemes gabala 519 F, 2531 kv. mtr. kopplatībā;
- 2) nekustama īpašuma izsoles vērtība Ls 400.—;
- 3) tam ir hipoteku parādi Ls 400.—;
- 4) solītajiem jāiemaksā Ls 40.— drošības naudas — no vērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdošanai nekustamā īpašuma iegūšanai tajos gadījumos, kad šāda atļauja ir vajadzīga pēc likuma;
- 5) nekustama īpašuma zemes grāmatu ved Rīgas-Valmieras zemes grāmatu nodaļā.

Līdz izsoles dienai jāpieteic tiesības, kas novērs nekustama īpašuma pārdošanu. Pārdodamā nekustamā īpašuma dokumentos, kas ir tiesu izpildītāja rīcībā, var ieskatīties viņa kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas — Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļas kancelejā. 1938. g. 5. septembrī. 705. l. 16066g Tiesu izpildītājs J. Lapiņš.

Rīgas apgabals. Rīgas apr. 2. iec. tiesu izpildītājs, kura kanceleja ir Rīgā, Stabu ielā 46/48, 11. dz., pamatojoties uz Civilproc. likuma 1280.—1306. p., paziņo, ka:

- 1) C./S. „Turība” Ls 87.—, Ernesta Strazdiņa Ls 75.—, Siguldas piensaimnieku sabiedrības Ls 470.—, Roberta Gravelšina Ls 100.—, Valsts zemes bankas Ls 235,78, Siguldas pag. valdes Ls 1668,29 un 1. Siguldas lauksaimn. mašīnu sabiedr. Ls 169.— ar proc. un izdev. piedzišanai 1938. g. 12. novembrī, plkst. 10, Rīgas apgabaltiesas sežu zalē pārdos 1. publiskā izsolē Kārļa Kalniņa nekustamo īpašumu, kas atrodas Rīgas apr. Siguldas pag., ierakstīts zemes grāmatas 14970. nodalījumā un sastāv no Klētnieku 4 F un 4 Fa mājām, 23,15 ha kopplatībā;
- 2) nekustama īpašuma izsoles vērtība Ls 4100.—;
- 3) tam ir hipoteku parādi Ls 8600.—;
- 4) solītajiem jāiemaksā Ls 410.— drošības naudas — no vērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdošanai nekustamā īpašuma iegūšanai tajos gadījumos, kad šāda atļauja ir vajadzīga pēc likuma;
- 5) nekustama īpašuma zemes grāmatu ved Rīgas-Valmieras zemes grāmatu nodaļā.

Līdz izsoles dienai jāpieteic tiesības, kas novērs nekustama īpašuma pārdošanu. Pārdodamā nekustamā īpašuma dokumentos, kas ir tiesu izpildītāja rīcībā, var ieskatīties viņa kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas — Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļas kancelejā. 1938. g. 5. septembrī. 42. l. 16067g Tiesu izpildītājs J. Lapiņš.

Rīgas apgabals. Madonas apr. tiesu izpildītājs, kura kanceleja ir Madonā, Vienības ielā 9, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1280.—1306. p., paziņo, ka:

- 1) Valsts zemes bankas aizdevuma Ls 930.— nenomaksāto termiņmaksu piedzišanai 1939. g. 14. janvārī, plkst. 10, Rīgas apgabaltiesas sežu zalē pārdos 1. publiskā izsolē Kārļa un Jāņa Upesleju nekustamo īpašumu, kas atrodas Madonas apr. Kraukļu pag., ierakstīts zemes grāmatas 183. nodalījumā un sastāv no „Upes-Bodu” mājām;
- 2) nekustama īpašuma izsoles vērtība Ls 4600.—;
- 3) tam ir hipoteku parādi Ls 8000.—;
- 4) solītajiem jāiemaksā Ls 460.— drošības naudas — no vērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdošanai nekustamā īpašuma iegūšanai tajos gadījumos, kad šāda atļauja ir vajadzīga pēc likuma;
- 5) nekustama īpašuma zemes grāmatu ved Cēsu-Valkas zemes grāmatu nodaļā.

Līdz izsoles dienai jāpieteic tiesības, kas novērs nekustama īpašuma pārdošanu. Pārdodamā nekustamā īpašuma dokumentos, kas ir tiesu izpildītāja rīcībā, var ieskatīties viņa kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas — Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļas kancelejā. 1938. g. 27. augustā. 537. l. 15633 Tiesu izpildītājs P. Asars.

Rīgas apgabals. Madonas apr. tiesu izpildītājs, kura kanceleja ir Madonā, Vienības ielā 9, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1280.—1306. p., paziņo, ka:

- 1) Valsts zemes bankas aizdev. Ls 2700.— nenomaksāto termiņmaksu piedzišanai 1939. gada 14. janvārī, plkst. 10, Rīgas apgabaltiesas sežu zalē pārdos 1. publiskā izsolē Kārļa Klaviņa nekustamo īpašumu, kas atrodas Madonas apr. Vestienas pag., ierakstīts zemes grāmatas 1636. nodalījumā un sastāv no „Kepēnu № 12” mājām, 43,09 deset. platībā;
- 2) nekustama īpašuma izsoles vērtība Ls 3600.—;
- 3) tam ir hipoteku parādi Ls 7000.— un Kārlim Mārtiņa d. Klaviņam par labu noteiktā mūža dzīvokļa un uztura tiesības;

4) solītajiem jāiemaksā Ls 360.— drošības nauda — no vērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdošanai nekustamā īpašuma iegūšanai tajos gadījumos, kad šāda atļauja ir vajadzīga pēc likuma;

5) nekustama īpašuma zemes grāmatu ved Cēsu-Valkas zemes grāmatu nodaļā. Līdz izsoles dienai jāpieteic tiesības, kas novērs nekustama īpašuma pārdošanu. Pārdodamā nekustama īpašuma dokumentos, kas ir tiesu izpildītāja rīcībā, var ieskatīties viņa kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas — Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļas kancelejā. 1938. g. 27. augustā. 500. l. 15634e Tiesu izpildītājs P. Asars.

Rīgas apgabals. Madonas apr. tiesu izpildītājs, kura kanceleja ir Madonā, Vienības ielā 9, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1280.—1306. p., paziņo, ka:

- 1) Valsts zemes bankas aizdev. Ls 1710.— nenomaksāto termiņmaksu piedzišanai 1939. gada 14. janvārī, plkst. 10, Rīgas apgabaltiesas sežu zalē pārdos 1. publiskā izsolē Pēteris Klaviņa nekustamo īpašumu, kas atrodas Madonas apr. Lazdonas pag., ierakstīts zemes grāmatas 6651. nodalījumā un sastāv no zemes gabala „Lazdiņi” 41 F, 16,50 ha platībā;
- 2) nekustama īpašuma izsoles vērtība Ls 1800.—;
- 3) tam ir hipoteku parādi Ls 2800.—;
- 4) solītajiem jāiemaksā Ls 180.— drošības nauda — no vērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdošanai nekustamā īpašuma iegūšanai tajos gadījumos, kad šāda atļauja ir vajadzīga pēc likuma;
- 5) nekustama īpašuma zemes grāmatu ved Cēsu-Valkas zemes grāmatu nodaļā.

Līdz izsoles dienai jāpieteic tiesības, kas novērs nekustama īpašuma pārdošanu. Pārdodamā nekustama īpašuma dokumentos, kas ir tiesu izpildītāja rīcībā, var ieskatīties viņa kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas — Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļas kancelejā. 1938. g. 27. augustā. 505. l. 15635e Tiesu izpildītājs P. Asars.

Rīgas apgabals. Madonas apr. tiesu izpildītājs, kura kanceleja ir Madonā, Vienības ielā 9, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1280.—1306. p., paziņo, ka:

- 1) Valsts zemes bankas aizdev. Ls 7710.— nenomaksāto termiņmaksu piedzišanai 1939. gada 14. janvārī, plkst. 10, Rīgas apgabaltiesas sežu zalē pārdos 1. publiskā izsolē Kārļa-Reimunda Pauliņa nekustamo īpašumu, kas atrodas Madonas apr. Odzijas pag., ierakstīts zemes grāmatas 18403. nodalījumā un sastāv no zemes gabala „Vecsilumēni 87 F, 87 Fa, 87 Fb”, 37,18 ha platībā;
- 2) nekustama īpašuma izsoles vērtība Ls 8000.—;
- 3) tam ir hipoteku parādi Ls 8200.—, dzim. Siltm

Rīgas apgabalt. Madonas apr. tiesu izpildītājs, kura kanceleja ir Madonā, Vienības ielā 9, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1280.—1306. p., paziņo, ka:

1) Valsts zemes bankas aizdev. Ls 1570.— nenomaksāto termiņmaksu piedzišanai 1939. gada 14. janvārī, plkst. 10, Rīgas apgabaltiesas sešu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Karļa Asariša nekustamo īpašumu, kas atrodas Madonas apr. Vestienas pag., ierakstīts zemes grāmatas 4694. nodalījumā un sastāv no zemes gabala „Putniņi 2 F”, 20,75 ha platībā;

2) nekustama īpašuma izsoles vērtība Ls 2000.—;

3) tam ir hipoteku parādi Ls 2100.—;

4) solītajiem jāiemaksā Ls 200.— drošības naudas — novērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdomātā nekustamā īpašuma iegūšanai tajos gadījumos kad šāda atļauja ir vajadzīga pēc likuma;

5) nekustama īpašuma zemes grāmatu ved Cēsu-Valkas zemes grāmatu nodaļu.

Līdz izsoles dienai jāpieteic tiesības, kas novērs nekustama īpašuma pārdošanu.

Pārdomātā nekustama īpašuma dokumentos, kas ir tiesu izpildītāja rīcībā, var ieskatīties viņa kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas — Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļas kancelejā.

1938. g. 27. augustā. 514. l. 15636e Tiesu izpildītājs P. Asars.

Rīgas apgabalt. Madonas apr. tiesu izpildītājs, kura kanceleja ir Madonā, Vienības ielā 9, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1280.—1306. p., paziņo, ka:

1) Valsts zemes bankas aizdev. Ls 2760.— nenomaksāto termiņmaksu piedzišanai 1939. gada 14. janvārī, plkst. 10, Rīgas apgabaltiesas sešu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Nikolaja Meldera nekustamo īpašumu, kas atrodas Madonas apr. Mārcienas pag., ierakstīts zemes grāmatas 17668. nodalījumā un sastāv no zemes gabala „Dambekalni 10 F, 10 Fa”, 11,47 ha platībā;

2) nekustama īpašuma izsoles vērtība Ls 2900.—;

3) tam ir hipoteku parādi Ls 3600.—;

4) solītajiem jāiemaksā Ls 290.— drošības naudas — novērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdomātā nekustamā īpašuma iegūšanai tajos gadījumos kad šāda atļauja ir vajadzīga pēc likuma;

5) nekustama īpašuma zemes grāmatu ved Cēsu-Valkas zemes grāmatu nodaļu.

Līdz izsoles dienai jāpieteic tiesības, kas novērs nekustama īpašuma pārdošanu.

Pārdomātā nekustama īpašuma dokumentos, kas ir tiesu izpildītāja rīcībā, var ieskatīties viņa kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas — Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļas kancelejā.

1938. g. 27. augustā. 538. l. 15638e Tiesu izpildītājs P. Asars.

Rīgas apgabalt. Madonas apr. tiesu izpildītājs, kura kanceleja ir Madonā, Vienības ielā 9, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1280.—1306. p., paziņo, ka:

1) Valsts zemes bankas aizdev. Ls 1420.— nenomaksāto termiņmaksu piedzišanai 1939. gada 14. janvārī, plkst. 10, Rīgas apgabaltiesas sešu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Veronikas Bērziņš, dzim. Spricis, nekustamo īpašumu, kas atrodas Madonas apr. Kalsnavas pag., ierakstīts zemes grāmatas 9683. nodalījumā un sastāv no zemes gabala „Kives 86 F, 86 Fa”, 13 ha platībā;

2) nekustama īpašuma izsoles vērtība Ls 1800.—;

3) tam ir hipoteku parādi Ls 1900.—;

4) solītajiem jāiemaksā Ls 180.— drošības naudas — novērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdomātā nekustamā īpašuma iegūšanai tajos gadījumos kad šāda atļauja ir vajadzīga pēc likuma;

5) nekustama īpašuma zemes grāmatu ved Cēsu-Valkas zemes grāmatu nodaļu.

Līdz izsoles dienai jāpieteic tiesības, kas novērs nekustama īpašuma pārdošanu.

Pārdomātā nekustama īpašuma dokumentos, kas ir tiesu izpildītāja rīcībā, var ieskatīties viņa kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas — Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļas kancelejā.

1938. g. 27. augustā. 524. l. 15639e Tiesu izpildītājs P. Asars.

Rīgas apgabalt. Madonas apr. tiesu izpildītājs, kura kanceleja ir Madonā, Vienības ielā 9, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1280.—1306. p., paziņo, ka:

1) Valsts zemes bankas aizdev. Ls 1090.— nenomaksāto termiņmaksu piedzišanai 1939. gada 14. janvārī, plkst. 10, Rīgas apgabaltiesas sešu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Voldeņara Ozoliņa nekustamo īpašumu, kas atrodas Madonas apr. Vietalvas pag., ierakstīts zemes grāmatas 10152. nodalījumā un sastāv no zemes gabala „Eglukalni 35 F, 35 Fa un 35 Fb (67 F)”, 20,16 ha platībā;

2) nekustama īpašuma izsoles vērtība Ls 3700.—;

3) tam ir hipoteku parādi Ls 6700.—;

4) solītajiem jāiemaksā Ls 370.— drošības naudas — novērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdomātā nekustamā īpašuma iegūšanai tajos gadījumos kad šāda atļauja ir vajadzīga pēc likuma;

5) nekustama īpašuma zemes grāmatu ved Cēsu-Valkas zemes grāmatu nodaļu.

Līdz izsoles dienai jāpieteic tiesības, kas novērs nekustama īpašuma pārdošanu.

Pārdomātā nekustama īpašuma dokumentos, kas ir tiesu izpildītāja rīcībā, var ieskatīties viņa kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas — Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļas kancelejā.

1938. g. 27. augustā. 541. l. 15640e Tiesu izpildītājs P. Asars.

Daugavpils apgabalt. Balvu iec. tiesu izpildītājs H. Kimerals, kura kanceleja ir Balvos, Tīrgus lauk. 7, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1280.—1306. p., paziņo, ka:

1) Valsts zemes bankas Ls 34,56 ar proc. prasības piedzišanai 1938. g. 26. novembrī, plkst. 10, Daugavpils apgabaltiesas civilnodaļas sešu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Cipriana Jāņa d. Olekša nekustamo īpašumu pilnā sastāvā, kas atrodas Abrenes apr. Bērziņš pag., ierakstīts zemes grāmatu reģ. 4715. num. un sastāv no Mastareigas ciema zemes 33. viensētas, 11,537 ha kopplatībā ar zemi un ēkām;

2) nekustamā īpašuma izsoles vērtība Ls 2000.—;

3) tam ir hipoteku parāds Ls 1500.— Valsts zemes bankai;

4) solītajiem jāiemaksā Ls 200.— drošības naudas — novērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdomātā nekustamā īpašuma iegūšanai tajos gadījumos kad šāda atļauja ir vajadzīga pēc likuma;

5) nekustamā īpašuma zemes grāmatu ved Rēzeknes-Ludzas-Abrenes zemes grāmatu nodaļu.

Līdz izsoles dienai jāpieteic tiesības, kas novērs nekustama īpašuma pārdošanu.

Pārdomātā nekustamā īpašuma dokumentos, kas ir tiesu izpildītāja rīcībā, var ieskatīties viņa kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabalt. 3. civilnodaļas kancelejā.

Balvos, 1938. g. 31. augustā. 1174. l. 15499v Tiesu izpild. H. Kimerals.

Daugavpils apgabalt. Balvu iec. tiesu izpildītājs H. Kimerals, kura kanceleja ir Balvos, Tīrgus lauk. 7, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1280.—1306. p., paziņo, ka:

1) Valsts zemes bankas un Johana Kimberga Ls 212,34 ar proc. prasības piedzišanai 1938. gada 26. novembrī, plkst. 10, Daugavpils apgabaltiesas civilnodaļas sešu zālē pārdos 2. publiskā izsolē Domenika Augusta dēla Rogas nekustamo īpašumu pilnā sastāvā, kas atrodas Abrenes apr. Rugāju pag., ierakstīts zemes grāmatu reģ. 5114. num. un sastāv no 472 F zemes gabala ar nosaukumu „Nātrīņi”, 1,40 ha kopplatībā;

2) nekustamā īpašuma izsoles vērtība Ls 80.—;

3) tam ir hipoteku parāds Ls 100.— Valsts zemes bankai;

4) solītajiem jāiemaksā Ls 8.— drošības naudas — novērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdomātā nekustamā īpašuma iegūšanai tajos gadījumos kad šāda atļauja ir vajadzīga pēc likuma;

5) nekustamā īpašuma zemes grāmatu ved Rēzeknes-Ludzas-Abrenes zemes grāmatu nodaļu.

Līdz izsoles dienai jāpieteic tiesības, kas novērs nekustama īpašuma pārdošanu.

Pārdomātā nekustamā īpašuma dokumentos, kas ir tiesu izpildītāja rīcībā, var ieskatīties viņa kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas — Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļas kancelejā.

1938. g. 27. augustā. 524. l. 15639e Tiesu izpildītājs P. Asars.

las pirms izsoles dienas Daugavpils apgabalt. 3. civilnodaļas kancelejā.

Balvos, 1938. g. 31. augustā. L. 171. l. 1167. 15450v Tiesu izpild. H. Kimerals.

Daugavpils apgabalt. Balvu iec. tiesu izpildītājs H. Kimerals, kura kanceleja ir Balvos, Tīrgus lauk. 7, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1280.—1306. p., paziņo, ka:

1) Valsts zemes bankas Ls 5521,96 ar proc. prasības piedzišanai 1938. g. 26. novembrī, plkst. 10, Daugavpils apgabaltiesas civilnodaļas sešu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Jāņa Mārtiņa d. Salenieka nekustamo īpašumu pilnā sastāvā, kas atrodas Abrenes apr. Rugāju pag., ierakstīts zemes grāmatu reģ. 364. num. un sastāv no 2. Aistīrnes mājām, atdalītām no Balvu-Aleksandropoles saimniecības, 55,38 deset. kopplatībā ar zemi un ēkām;

2) nekustamā īpašuma izsoles vērtība Ls 5600.—;

3) tam ir hipoteku parāds Ls 7000.— Valsts zemes bankai;

4) solītajiem jāiemaksā Ls 560.— drošības naudas — novērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdomātā nekustamā īpašuma iegūšanai tajos gadījumos kad šāda atļauja ir vajadzīga pēc likuma;

5) nekustamā īpašuma zemes grāmatu ved Rēzeknes-Ludzas-Abrenes zemes grāmatu nodaļu.

Līdz izsoles dienai jāpieteic tiesības, kas novērs nekustama īpašuma pārdošanu.

Pārdomātā nekustamā īpašuma dokumentos, kas ir tiesu izpildītāja rīcībā, var ieskatīties viņa kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabalt. 3. civilnodaļas kancelejā.

Balvos, 1938. g. 31. augustā. 487. l. 15451v Tiesu izpild. H. Kimerals.

Daugavpils apgabalt. Balvu iec. tiesu izpildītājs H. Kimerals, kura kanceleja ir Balvos, Tīrgus lauk. 7, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1280.—1306. p., paziņo, ka:

1) Valsts zemes bankas Ls 5898,44 ar proc. prasības piedzišanai 1938. g. 26. novembrī, plkst. 10, Daugavpils apgabaltiesas civilnodaļas sešu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Frančiška Tadeuša d. Logina un Veronikas Jāņa m. Logins nekustamo īpašumu pilnā sastāvā, kas atrodas Abrenes apr. Viļakas pag., ierakstīts zemes grāmatu reģ. 2286. num. un sastāv no Loduma ciema zemes 2. viensētas, 30,717 ha kopplatībā ar zemi un ēkām;

2) nekustamā īpašuma izsoles vērtība Ls 6500.—;

3) tam ir hipoteku parāds Ls 8800.— Valsts zemes bankai;

4) solītajiem jāiemaksā Ls 650.— drošības naudas — novērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdomātā nekustamā īpašuma iegūšanai tajos gadījumos kad šāda atļauja ir vajadzīga pēc likuma;

5) nekustamā īpašuma zemes grāmatu ved Rēzeknes-Ludzas-Abrenes zemes grāmatu nodaļu.

Līdz izsoles dienai jāpieteic tiesības, kas novērs nekustama īpašuma pārdošanu.

Pārdomātā nekustamā īpašuma dokumentos, kas ir tiesu izpildītāja rīcībā, var ieskatīties viņa kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabalt. 3. civilnodaļas kancelejā.

Balvos, 1938. g. 31. augustā. 275. l. 15452v Tiesu izpild. H. Kimerals.

Daugavpils apgabalt. Balvu iec. tiesu izpildītājs H. Kimerals, kura kanceleja ir Balvos, Tīrgus lauk. 7, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1280.—1306. p., paziņo, ka:

1) Valsts zemes bankas Ls 54,40 ar proc. prasības piedzišanai 1938. g. 26. novembrī, plkst. 10, Daugavpils apgabaltiesas civilnodaļas sešu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Dārtas, Viktora, Jēzupa, Antona un Veronikas Pilsnieku nekustamo īpašumu pilnā sastāvā, kas atrodas Abrenes apr. Bērziņš pag., ierakstīts zemes grāmatu reģ. 4498. num. un sastāv no Mastareigas ciema zemes 16. viensētas, 13,771 ha kopplatībā ar zemi un ēkām;

2) nekustamā īpašuma izsoles vērtība Ls 2200.—;

3) tam ir hipoteku parāds Ls 1900.— Valsts zemes bankai;

4) solītajiem jāiemaksā Ls 220.— drošības naudas — novērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdomātā nekustamā īpašuma iegūšanai tajos gadījumos kad šāda atļauja ir vajadzīga pēc likuma;

5) nekustamā īpašuma zemes grāmatu ved Rēzeknes-Ludzas-Abrenes zemes grāmatu nodaļu.

Līdz izsoles dienai jāpieteic tiesības, kas novērs nekustama īpašuma pārdošanu.

Pārdomātā nekustamā īpašuma dokumentos, kas ir tiesu izpildītāja rīcībā, var ieskatīties viņa kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas — Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļas kancelejā.

1938. g. 27. augustā. 524. l. 15639e Tiesu izpildītājs P. Asars.

jumos, kad šāda atļauja ir vajadzīga pēc likuma;

5) nekustamā īpašuma zemes grāmatu ved Rēzeknes-Ludzas-Abrenes zemes grāmatu nodaļu.

Līdz izsoles dienai jāpieteic tiesības, kas novērs nekustama īpašuma pārdošanu.

Pārdomātā nekustamā īpašuma dokumentos, kas ir tiesu izpildītāja rīcībā, var ieskatīties viņa kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabalt. 3. civilnodaļas kancelejā.

Balvos, 1938. g. 31. augustā. 825. l. 15453v Tiesu izpild. H. Kimerals.

Daugavpils apgabalt. Balvu iec. tiesu izpildītājs H. Kimerals, kura kanceleja ir Balvos, Tīrgus lauk. 7, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1280.—1306. p., paziņo, ka:

1) Valsts zemes bankas Ls 34,69 ar proc. prasības piedzišanai 1938. g. 26. novembrī, plkst. 10, Daugavpils apgabaltiesas civilnodaļas sešu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Staņislava Antona d. Teklas Jāņa m. Veronikas Antona m. Dundeniķu un Agneses Antona m. Reinkis nekustamo īpašumu pilnā sastāvā, kas atrodas Abrenes apr. Bērziņš pag., ierakstīts zemes grāmatu reģistra 9332. num. un sastāv no Dundeniķu ciema zemes 6. viensētas, 10,294 ha kopplatībā ar zemi un ēkām;

2) nekustamā īpašuma izsoles vērtība Ls 600.—;

3) tam ir hipoteku parāds Ls 800.— Valsts zemes bankai;

4) solītajiem jāiemaksā Ls 60.— drošības naudas — novērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdomātā nekustamā īpašuma iegūšanai tajos gadījumos kad šāda atļauja ir vajadzīga pēc likuma;

5) nekustamā īpašuma zemes grāmatu ved Rēzeknes-Ludzas-Abrenes zemes grāmatu nodaļu.

Līdz izsoles dienai jāpieteic tiesības, kas novērs nekustama īpašuma pārdošanu.

Pārdomātā nekustamā īpašuma dokumentos, kas ir tiesu izpildītāja rīcībā, var ieskatīties viņa kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabalt. 3. civilnodaļas kancelejā.

Balvos, 1938. g. 31. augustā. 1007. l. 15454v Tiesu izpild. H. Kimerals.

Daugavpils apgabalt. Balvu iec. tiesu izpildītājs H. Kimerals, kura kanceleja ir Balvos, Tīrgus lauk. 7, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1280.—1306. p., paziņo, ka:

1) Valsts zemes bankas Ls 55,06 ar proc. prasības piedzišanai 1938. g. 26. novembrī, plkst. 10, Daugavpils apgabaltiesas civilnodaļas sešu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Andra Jura d. Keisela nekustamo īpašumu pilnā sastāvā, kas atrodas Abrenes apr. Rugāju pag., ierakstīts zemes grāmatu reģ. 5596. num. un sastāv no 322 F zemes gabala ar nosaukumu „Airitēs”, 22,29 ha kopplatībā ar zemi un ēkām;

2) nekustamā īpašuma izsoles vērtība Ls 2000.—;

3) tam ir hipoteku parāds Ls 2300.— Valsts zemes bankai;

4) solītajiem jāiemaksā Ls 200.— drošības naudas — novērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdomātā nekustamā īpašuma iegūšanai tajos gadījumos kad šāda atļauja ir vajadzīga pēc likuma;

5) nekustamā īpašuma zemes grāmatu ved Rēzeknes-Ludzas-Abrenes zemes grāmatu nodaļu.

Līdz izsoles dienai jāpieteic tiesības, kas novērs nekustama īpašuma pārdošanu.

Pārdomātā nekustamā īpašuma dokumentos, kas ir tiesu izpildītāja rīcībā, var ieskatīties viņa kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabalt. 3. civilnodaļas kancelejā.

Balvos, 1938. g. 31. augustā. 912. l. 15455v Tiesu izpild. H. Kimerals.

Daugavpils apgabalt. Balvu iec. tiesu izpildītājs H. Kimerals, kura kanceleja ir Balvos, Tīrgus lauk. 7, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1280.—1306. p., paziņo, ka:

1) Valsts zemes bankas Ls 47,56 ar proc. prasības piedzišanai 1938. g. 26. novembrī, plkst. 10, Daugavpils apgabaltiesas civilnodaļas sešu zālē pārdos 1. publiskā izsolē mir. Antona Jēzupa d. Saicana nekustamo īpašumu pilnā sastāvā, kas atrodas Abrenes apr. Viļakas pag., ierakstīts zemes grāmatu reģ. 2631. num. un

sastāv no 1069 F zemes gabala ar nosaukumu „Lielīdumi”, 18,72 ha kopplatībā ar zemi un ēkām;

2) nekustamā īpašuma izsoles vērtība Ls 2200.—;

3) tam ir hipoteku parāds Ls 1700.— Valsts zemes bankai;

4) solītajiem jāiemaksā Ls 220.— drošības naudas — novērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdomātā nekustamā īpašuma iegūšanai tajos gadījumos kad šāda atļauja ir vajadzīga pēc likuma;

5) nekustamā īpašuma zemes grāmatu ved Rēzeknes-Ludzas-Abrenes zemes grāmatu nodaļu.

Līdz izsoles dienai jāpieteic tiesības, kas novērs nekustama īpašuma pārdošanu.

Pārdomātā nekustamā īpašuma dokumentos, kas ir tiesu izpildītāja rīcībā, var ieskatīties viņa kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabalt. 3. civilnodaļas kancelejā.

Balvos, 1938. g. 31. augustā. 1173. l. 15456v Tiesu izpild. H. Kimerals.

Daugavpils apgabalt. Balvu iec. tiesu izpildītājs H. Kimerals, kura kanceleja ir Balvos, Tīrgus lauk. 7, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1280.—1306. p., paziņo, ka:

1) Valsts zemes bankas Ls 34,69 ar proc. prasības piedzišanai 1938. g. 26. novembrī, plkst. 10, Daugavpils apgabaltiesas civilnodaļas sešu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Staņislava Antona d. Teklas Jāņa m. Veronikas Antona m. Dundeniķu un Agneses Antona m. Reinkis nekustamo īpašumu pilnā sastāvā, kas atrodas Abrenes apr. Bērziņš pag., ierakstīts zemes grāmatu reģistra 9332. num. un sastāv no Dundeniķu ciema zemes 6. viensētas, 10,294 ha kopplatībā ar zemi un ēkām;

2) nekustamā īpašuma izsoles vērtība Ls 600.—;

3) tam ir hipoteku parāds Ls 800.— Valsts zemes bankai;

4) solītajiem jāiemaksā Ls 60.— drošības naudas — novērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdomātā nekustamā īpašuma iegūšanai tajos gadījumos kad šāda atļauja ir vajadzīga pēc likuma;

5) nekustamā īpašuma zemes grāmatu ved Rēzeknes-Ludzas-Abrenes zemes grāmatu nodaļu.

Līdz izsoles dienai jāpieteic tiesības, kas novērs nekustama īpašuma pārdošanu.

Pārdomātā nekustamā īpašuma dokumentos, kas ir tiesu izpildītāja rīcībā, var ieskatīties viņa kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabalt. 3. civilnodaļas kancelejā.

Balvos, 1938. g. 31. augustā. 1007. l. 15454v Tiesu izpild. H. Kimerals.

Daugavpils apgabalt. Balvu iec. tiesu izpildītājs H. Kimerals, kura kanceleja ir Balvos, Tīrgus lauk. 7, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1280.—1306. p., paziņo, ka:

1) Valsts zemes bankas Ls 55,06 ar proc. prasības piedzišanai 1938. g. 26. novembrī, plkst. 10, Daugavpils apgabaltiesas civilnodaļas sešu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Andra Jura d. Keisela nekustamo īpašumu pilnā sastāvā, kas atrodas Abrenes apr. Rugāju pag., ierakstīts zemes grāmatu reģ. 5596. num. un sastāv no 322 F zemes gabala ar nosaukumu „Airitēs”, 22,29 ha kopplatībā ar zemi un ēkām;

2) nekustamā īpašuma izsoles vērtība Ls 2000.—;

Finansu ministrijas

Ķeguma spēka stacijas būves inspekcija, rakstiskā sacensībā izdos 150 km 70 mm² vara vada, vai tam ekvivalenta alumīnija vada piegādi

Rīgas-Jelgavas 88 kV līnijas vajadzībām. Piedāvājuma nodrošinājums 5% no piegādes vērtības. Sacensības noteikumi saņemami Ķeguma spēka stacijas būves inspekcijas birojā, Rīgā, Tērbatas ielā 14. 16250

Rīgas pilsētas Uzņēmumu valde paziņo,

ka, sakarā ar transformāt. stac. T 215 pārkārtošanu, svētdien š. g. 11. septembrī, no plkst. 8 līdz 16 būs slēgta elektr. strāva: Bolderājā, Daugavgrīvē un Podragā.

SVENSKA ENTREPRENAD A/B

1938. g. 16. septembrī, plkst. 14, izsludina rakstiskā sacensībā 190 ton. asfalta piegādi

Sacensības noteikumi saņemami Svenska Entreprenad A/B birojā, Rīgā, Valdemāra ielā 4. L 3082 16253

SVENSKA ENTREPRENAD A/B

1938. g. 16. septembrī, plkst. 14, izsludina rakstiskā sacensībā:

- 15.000 kg kompresoru smērēļļas un ziemas smērēļļas Dieselmotoriem, 15.000 „ traktoru un automobiļu smērēļļas, 6.000 „ differentialeļļas, 1.000 „ slēdžu eļļas, 3.000 „ štauffertauku, 300 „ lodīšu gultņu smērtauku

piegādi.

Sacensības noteikumi saņemami Svenska Entreprenad A/B birojā, Rīgā, Valdemāra ielā 4/5. L 3085 16254

Mežu departaments

š. g. 19. septembrī

rakstiskā izsolē izdos sekojošus darbus:

- 1. vien. stutmalca, papirmalka un gulšņi iekrauti rāmjos, jāstādā partijās un jāpārvieta no M. Baltežera: a) līdz Slokaļ apm. 15.000 steru papirmalkas, b) līdz Kīpsalas ūdensdārzam apm. 35.000 steru papirmalkas, c) līdz Dzelzceļu virsvaldes gulšņu sūcinātavaļ apmēram 800 gulšņu; 2. vien. apm. 6000 steru dedzināmās malkas pārvietošanas darbus no Šīteres virsmežniecības Raudīgas, Tripietes, Melnsila, Ušas, Kolkas, Evaršu u. c. krautuvēs pa Rīgas jūras līci un Daugavu līdz Rīgai.

Cena jāuzrāda kraujmateriāliem par steru un gulšņiem par gabalu. Drošības nauda — 10% no līguma sumas.

Piedāvājumi slēgtās aploksnēs līdz ar drošības naudu jāiesniedz š. g. 19. septembrī līdz plkst. 12, Mežu departamentam, Rīgā, Kaļpaka bulv. 6, 5. dzīv., 39. istabā, kur dabūjami arī tuvāki paskaidrojumi.

Līdz ar piedāvājumu jāuzrāda arī Nodokļu departamenta apliecība, ka valsts nodokļi samaksāti. 16248 Mežu departaments.

Šoseju un zemes ceļu departamenta 1. rajona inženieris

š. g. 28. septembrī, plkst. 10, savā garažā Rīgā, Vagonu ielā 16, jauktā izsolē vairāksolitājiem pārdos 1 nolietotu „Moris Minor“ mazautomobili

(mot. № 04515 A). Izsoles nodrošinājums Ls 30,—. Iepazīties ar izsoles noteikumiem un apskatīt pārdodamo automobili var 1. raj. garažā darba laikā. L 3079 16251

Šoseju un zemes ceļu departamenta 10. rajona inženieris,

Madonā, savā kancelejā, Upes ielā 3, š. g. 24. septembrī, plkst. 10, noturēs jauktu izsoli

11,70 m gara koka tilta būvei pār Melnupi, uz 3. šķ. ceļa Md. 245 Ozoli-Vargaji, Stāmerienas pag., nodrošinājums Ls 130,—;

un rakstisku sacensību caurtekai pār Saltupi, uz 2. šķ. ceļa Piebalga-Vējjava-Vestiena Cs 65, Vestienas pag. (aila 2,5 m, h-2,00 m). nodrošinājums Ls 550,—. L 3093 16252 Ar tuvākiem nosacījumiem var iepazīties rajona kancelejā.

Ventspils ostas kapteinis

š. g. 27. septembrī, plkst. 12, savā kancelejā, Ostas ielā 59, mutiskā izsolē pārdos tvaika kuteri „BRENCIS“.

Ar noteikumiem var iepazīties ostas kapteiņa kancelejā, tāpat arī apskatīt kuteri darbdiēnās no plkst. 9 līdz 15. Drošības nauda Ls 20,—. 16247

Latvijas universitāte izsludina par nederīgu nozaudēto studenta Emila Feiertaga 499. legītimācijas karti. 16129R Rīgas pils. Aizgādības valde izsludina par nederīgu nozaudētās darba grāmatīnas: 1) R 196835/198273, ko šī valde 1936. gada 9./IX izsniegusi Alisei Runkuliš; 2) 204986/202844, ko šī valde 1937. g. 28./IV izsniegusi Annai Boikovs; 3) R 112101/118085, ko Rīgas pils. valdes

darba nod. 1932. g. 1./VII izsniegusi Jānim Karelīm; 4) R 57340/76427, ko Rīgas pils. valdes darba nod. 1932. g. 15./VI izsniegusi Albertam Dārzniekam; 5) R 130373/127878, ko Rīgas pils. valdes darba nod. 1932. g. 28./VII izsniegusi Jānim - Evaldam Cukuripam; 6) R 146140/147012, ko Rīgas pils. valdes darba nod. 1933. g. 17./I izsniegusi Olgai Peičs; 7) R 132089/134017, ko Rīgas pils. valdes darba nod. 1932. g. 4. aug. izsniegusi Jānim Liepiņam; 8) R 130543/132925, ko Rīgas pils. valdes darba nod. 1932. g. 28./VII izsniegusi Jēkabam Līfšicam; 9) Z 23368/1358, ko Tukuma pils. valde 1932. g. izsniegusi Kārlim Jakobsonam; 10) 561, ko Varakļānu pag. valde 1935. g. 11./X izsniegusi Monikai Zeps; 11) ko Vecmuižas pag. valde izsniegusi Leontīnei Grinbergs; 12) 112, ko Piedrujas pag. valde 1933. g. 3./II izsniegusi Aleksandram Pivovarenokam. 16219r

Rīgas vateršauts izsludina par nederīgu nozaudēto 2535. jūrnieku braukšanas apliecību grāmatīnu, ko viņš 1938. g. 1. septembrī ar 1035. num. izdevis Fricim - Voldemāram - Osvaldam Vitīnam. 16128r

Radiofona abonētu kantoris izsludina par nederīgām nozaudētās abonent. atļaujas, kas izdotas: 1) A 86037 — 1938. g. 24./III Bruno Sīpanam, 2) A 84913 — 1938. g. 3./III Robertam Dreijeram, 3) 85489 — 1934. g. 21./VII Jānim Viksnem, 4) 43708 — 1930. g. 24./IX Rajai Jakobovičs un 5) A 54653 — 1937. g. 4./II Eizenam Rabalnam. L 3088. 16255r

Rīgas prefekt. administratīvā nodaļa izsludina par nederīgu nozaudēto 5355. dienesta apliecību, kas 1931. g. 26. novembrī izdota Rīgas prefektūras 6. iec. vecākajam kārtbūniekam Edgaram Baltīnam. 16215r

Rīgas prefekt. ārējā nodaļa izsludina par nederīgām nozaudētās šīs prefektūras izdotos automobiļu skārda numurus: 1) 1937. g. 28./XII Kārlim Epkim izdoto 2395. num., 2) 1938. g. 27./VII Fels Gersonam izd. 4483. num., automobiļu apliecības: 3) 1937. g. 13./XII Rūdolfam Seferim izd. 962. apl., 4) 1938. gada 6./VI Osvaldam Baltakmeņim izd. 2046. apl., soferu apliecības: 5) Osvaldam Baltakmeņim izd. sporta šķ. 16306. apliec., 6) 1929. g. 24./V Jūlijam Bercam izd. taksometra vadiš. 1040. apliec., 7) Jānim Brozneram izd. prof. šķ. 11385. apliec., 8) 1929. gada 20./IV Jānim Brozneram izd. autobusa vadiš. a/223. apliec., 9) Nikolajam Cablim izd. motocikleta 1267. numurus.

Rīgas prefekt. 13. iec. priekšn. izsludina par nederīgu nozaudēto 1561. velosipeda braukšanas apliecību, ko Rīgas prefekt. 2. iec. priekšn. izdevis Richardam Farbacham, dzīv. Rīga, Alberta ielā 12. 15857r

Rīgas prefekt. 13. iec. priekšn. izsludina par nederīgu nozaudēto 12635. velosipeda braukšanas numuru, ko šī iec. Salas pagasta vecākais kārtbūnieks izdevis Pēterim-Aleksandrim Cimalim, dzīv. Salas pag. 15858r

Andrupenes pag. valde izsludina par nederīgu Latv. iekšz. pasi ser. NM 019891/2891, ko šī pag. valde 1928. g. 28. martā izdevusi Jāzepam Ginevičam.

Andrupenes pag. valde ar šo atsauc „Vald. Vēstn.“ š. g. 15. numurā ievietoto sludinājumu par nozaudēto zirga pasu 53836. grāmatīnu. 15721r

Birīņu pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto Latvijas iekšzemes pasi ser. NP 019386/186, ko šī pagasta valde 1927. g. 23. novembrī izdevusi Pēterim Klešem. 15366r

Dricēnu pag. valde izsludina par nederīgām sadegušās Latv. iekšz. pases: 1) NK 013312/312, ko šī pag. valde 1927. g. 7. decembrī izdevusi Jānim Bērziņam; 2) NK 013310/310, ko šī pag. valde 1927. g. 7. decembrī izdevusi Andrejam Bērziņam; 3) TN 007767/4060, ko šī pag. valde 1938. g. 28. februārī izdevusi Pēteram Bērziņam; 4) sadegušo 10888. karaklausības apliecību, ko 8. Daugavpils kājn. pulka komandieris izdevis Jānim Bērziņam; 5) sadegušo 520. kumēļa reģistrācijas zīmi, ko šī pag. valde 1938. g. 26. aprīlī izdevusi Jānim Bērziņam; 6) sadegušo 612./9013. zirga pasi, ko šī pag. valde 1926. g. 25. oktobrī izdevusi Jānim Mednim. 15504g

Idus pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto 88. labības grāmatīnu, ko šī pag. valde 1937. g. izdevusi Eduardam Zakim. 15691r

Jauraunas pag. valde izsludina par nederīgu 179. kumēļa reģistrācijas zīmi, ko šī pag. valde 1936. g. 29. oktobrī izdevusi Jānim Jāņa d. Grūbim.

Jelgavas apr. polic. 4. iec. priekšn. izsludina par nederīgu pieteiktu par nozaudētu labības grāmatīnu 199. num., ko Vilces pag. valde 1927. g. izdevusi Kristīnei Purīš. 16209r

Kuldīgas apr. policijas 1. iec. priekšn. izsludina par nozaudētiem: 1) velosipeda 50697. num., zilās krāsas, kas izdots Indrikim Zavičim; 2) velosipeda 54258. numuru, zilās krāsas, kas izdots Jānim Kalējam; 3) 51721. velosipeda atļauju, zilās krāsas, kas izdota Jakobam Zeivotam; 4) 56147. velosipeda atļauju, zilās krāsas, kas izdota Asmundam Frederiksenam. 16213r

Ludzas apr. polic. 1. iec. priekšn. izsludina par nederīgām sadegušās dokumentus pēc sekoša saraksta: 1) Latv. iekšz. pasi ser. MZ 020068/3768, ko Mērdzenes pag. valde 1928. g. 14. maijā izdevusi Jezupam Bondaram; 2) 293. personas apliecību (Nansenā sertifikātu), ko Ludzas apr. priekšn. 1929. g. 22. novembrī izdevis Morducham Astanovskim; 3) 294. personas apliecību (Nansenā sertifikātu), ko Ludzas apr. priekšn. 1929. g. 22. novembrī izdevis Jechovedai Astanovskim; 4) 3092/500, ko Farmācijas pārvalde 1933. g. 27. februārī izdevusi Etelei Puterniks; 5) Latvijas iekšz. pasi ser. MZ 022760/6860, ko Mērdzenes pag. valde 1928. gada 30. jūlijā izdevusi Antonīnai Mazatans; 6) Latvijas iekšz. pasi ser. BJ 018017/299913, ko Rīgas prefektūra 1928. g. 3. jūnijā izdevusi Vulfam Rainsam; 7) a) Latvijas ārzemju pasi K 005811, ko Daugavpils prefektūra 1936. gada 21. janvārī izdevusi Michelim Pleplem, b) 9897. karaklausības apliecību, ko 5. Cēsu kājn. pulka komand. 1935. g. 11. oktobrī izdevis Michelim Pleplem; 8) a) Latvijas iekšzemes pasi ser. MN 007456/351, ko Ludzas apr. polic. 1. iec. priekšn. 1928. gada 11. janvārī izdevis Adolfam Verigo, b) 4452. karaklausības apliecību, ko 4. Valmieras kājn. pulka komandieris 1930. g. 26. maijā izdevis Adolfam Verigo un 9) Latvijas iekšz. pasi ser. MN 004275/755, ko Ludzas apr. polic. 1. iec. priekšn. 1928. gada 7. martā izdevis Iechokam Dridzem. 15862v

Ludzas apr. policijas 1. iec. priekšn. izsludina par nederīgu sadegušo karaklausības apliecību № 16116, ko Ludzas kara apr. priekšnieks 1926. g. 19. novembrī izdevis Ignatam Gertanam. 16214r

Meirānu pag. valde izsludina par nederīgu š. g. 9. augustā ugunsgrēkā bojā gājušo Latvijas iekšzemes pasi ser. NJ 023524/1624, ko šī pag. valde 1935. g. 26. jūnijā izdevusi pilsonei Annai Škāns. 15503r

Rēzeknes virsmežniecība izsludina par nederīgu 5974. ierocņu atļauju, ko Mežu departaments 1932. g. 7. decembrī izdevis mežzinim Arnoldam Azacim. 16127r

Rēzeknes apr. policijas 1. iec. priekšnieks izsludina par nederīgām sekošus dokumentus, kuri pieteikti par nozaudētiem: 1) iekšz. pasi NK 000890/884, ko Rēzeknes pils. policija 1927. g. 12. decembrī izdevusi Dāvidam Feigīnam; 2) iekšz. pasi NK 000433/452, ko Rēzeknes pilsētas policija 1927. g. 19. novembrī izdevusi Silīnam Zlotīnam; 3) 40736. velosipeda braukšanas atļauju, ko Rēzeknes apr. polic. 1. iec. priekšnieks 1938. g. 31. maijā izdevis Silīnam Zlotīnam; 4) 7212. karaklausības apliecību, ko 8. Daugavpils kājn. pulka komandieris 1929. gada 3. jūnijā izdevis Solomam Lotkinam; 5) 6792. karaklausības apliecību, ko Rēzeknes kara apr. priekšnieks 1925. gada 20. aprīlī izdevis Avejālam Levam Izraelītam, un izlabo „Valdības Vēstnesi“ 1938. g. 99. numurā ievietoto sludinājumu: „iekšz. pasi NL 006421/1221, ko Ozolmuižas pag. valde 1928. g. 26. martā izdevusi Agafijai Prochorovs“ vietā jābūt „iekšz. pasi ZT 006836/9520, ko Rēzeknes apr. policijas 1. iec. priekšnieks 1932. g. 9. jūlijā izdevis Agafijai Prochorovs“. 16207r

Šķības pag. valde izsludina par nederīgām nozaudētās Latvijas iekšzemes pases: 1) ser. ZL 13025/622, ko Burtnieku pag. valde 1927. g. 2. novembrī izdevusi Rozālijai Sloka, 2) ser. LN 000460/1110, ko šī pag. valde 1936. g. 1. jūlijā izdevusi Rameldim - Augustam - Ilgvarim Štrombergam. 15688r

Madonas apr. polic. 1. iec. priekšn. izsludina par nozaudētām un nederīgām Latvijas iekšzemes pases: 1) CV 024407/207, ko Zemītes pag. valde 1927. g. 8. nov. izdevusi Fricim-Augustam Balodim; 2) MV 021638/438, ko Praulienas pag. valde 1928. g. 20. martā izdevusi Pēterim Karolam; 3) NJ 000944/1943, ko Madonas apr. polic. 1. iec. priekšn. 1937. g. 15. sept. izdevis Austrai Liepiņš, dzim. Kucke; un 4) 4/6152. apliecību par nederīgu kara dienestam, ko Cēsu apr. apsardzības priekšn. 1921. g. 19. maijā izdevis Jānim Mēdenim.

Viļņu pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto Latvijas iekšzemes pasi ser. NM 009129/3734, ko Viļņu pagasta valde 1928. g. 31. jūlijā izdevusi Staņislavam Leicim. 15682r

Dažādi sludinājumi.

Tirdzn. un rūpn. akc. sab. „Rīgas Audums“

ārktār. pilna akcion. sapulce notiks 1938. gada 1. oktobrī, plkst. 10, sabiedrības telpās, Rīgā, Salamandra ielā 1.

Dienas kārtība:

- 1) sapulces amatpersonu vēlēšana; 2) statutu grozīšana, pieskaņojot tos 1937. g. 22. dec. Likumam par akciju un paju sabiedrībām; 3) dažādi jautājumi un priekšlikumi. 16351e Valde.

Maksātnespējīgā parādnieka Kārļa Mackara konkursa valde paziņo, ka 1938. g. 23. septembrī, plkst. 18, Ventspilī, Akmeņu ielā 3, tiek sasaukta parādnieka Kārļa Mackara KREDITORU SAPULCE.

Dienas kārtība:

- 1) Konkursa valdes ziņojums; 2) pretenziju pārbaudīšana un iedalīšana kategorijās; 3) konkursa valdes atalgojums; 4) konkursa masas sadalīšana; 5) maksātnespējas rakstura noteikšana; 6) likvidatora iecelšana vēl nepiedzītu prasījumu nobeigšanai; 7) dažādi jautājumi un 8) konkursa slēgšana. 16249r

Galgaukas l., Ozolkalna un Krapes lopkopības pārraudz. biedrības

noņemšanas apvienoties vienā biedrībā, ar nosaukumu Galgaukas pagasta lopkopības pārraudzības biedrība. Kreditorus savas prasības lūdz pieteikt Sabiedrisko lietu ministrijai 1 mēneša laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas dienas „Valdības Vēstnesi“. 15969e

Galgaukas l., Ozolkalna un Krapes lopkop. pārr. biedrību valdes.

793. Kārsavas I un 832. Kārsavas III „Cerība“ lopkopības pārraudzības biedr. nolēmušas apvienoties vienā biedrībā ar nosaukumu Kārsavas pagasta lopkopības pārraudzības biedrība.

Kreditorus savas prasības lūdz pieteikt Sabiedrisko lietu ministrijai 1 mēneša laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas dienas „Valdības Vēstnesi“. 16118r

793. Kārsavas I un 832. Kārsavas III „Cerība“ lopkop. pārraudzības biedr. valdes.

767. Sesavas I lopkopības pārraudzības biedrība un 187. Liel-sesavas lopkopības pārraudzības biedrība nolēmušas apvienoties vienā biedrībā ar nosaukumu Sesavas pagasta lopkopības pārraudzības biedrība.

Kreditorus savas prasības lūdz pieteikt Sabiedrisko lietu ministrijai 1 mēneša laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas dienas „Valdības Vēstnesi“. 16118r Biedrību valdes.

Vecumnieku lopkopības pārraudzības biedr.

nolēmusi pievienoties Vecumīzas lauksaimniecības biedrībai. Kreditorus savas prasības lūdz pieteikt Sabiedrisko lietu ministrijai 1 mēneša laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas dienas „Valdības Vēstnesi“. 16353r

Slēgta „Liepājas krievu dramatiskās mākslas pulciņa“ likvidatori, kuri rīkojas saskaņā ar Sabiedrisko lietu ministra 2036. lēmumu, izsludinātu „Vald. Vēstnesi“ š. g. 170. num., uzaicina visus kreditorus, debitorus un mantas turētājus pieteikt 2 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas dienas „Valdības Vēstnesi“.

Terminā nepieteiktas prasības zaudē spēku. 15715r

Likvidatori: V. Trzepakovskis, Liepājā, Dzintara ielā 51. B. Burunovskis, Liepājā, Toma ielā 40.

Daugavgrīvas ev. lut. Baltās baznīcas draudzes palīdzības komitejas

1938. g. 4. septembra mantu izlozes vinnestu saraksts.

Ls 125,— vērtībā: 1940, 3592. num.

Ls 10,— līdz Ls 50,— vērtībā: 783, 1110, 1339, 1553, 1713, 2210, 2667, 3027, 3594. num.

Ls 1,— līdz Ls 10,— vērtībā: 8, 17, 21, 29, 31, 33, 42, 58, 70, 78, 104, 19, 25, 32, 35, 55, 64, 67, 76, 99, 218, 19, 27, 33, 37, 47, 48, 72, 79, 93, 302, 15, 16, 26, 35, 47, 58, 61, 78, 80, 87, 409, 13, 40, 55, 63, 70, 93, 500, 7, 40, 65, 73, 76, 86, 605, 8, 18, 36, 47, 63, 77, 84, 93, 708, 24, 30, 34, 44, 50, 54, 67, 79, 99, 811, 16, 22, 26, 27, 29, 31, 54, 56, 62, 63, 68, 72, 98, 99, 949, 54, 56.

1008, 20, 40, 64, 66, 73, 1100, 28, 40, 43, 81, 85, 92, 96, 98, 1218, 20, 23, 40, 54, 56, 64, 65, 1322, 26, 40, 43, 61, 63, 64, 71, 75, 1407, 12, 26, 76, 85, 1526, 36, 46, 75, 91, 1604, 28, 33, 53, 56, 59, 62, 77, 79, 82, 96, 1711, 52, 54, 61, 63, 81, 91, 1810, 17, 56, 63, 73, 84, 88, 1905, 13, 20, 24, 37, 41, 54, 87, 99.

2004, 29, 48, 55, 64, 80, 92, 95, 2127, 28, 30, 34, 43, 49, 50, 55, 61, 69, 81, 90, 91, 2206, 14, 21, 31, 34, 63, 66, 73, 80, 97, 2301, 34, 43, 44, 77, 81, 2402, 14, 16, 20, 65, 66, 75, 88, 2500, 11, 42, 43, 70, 84, 94, 97, 2602, 24, 38, 45, 46, 48, 55, 59, 60, 72, 82, 85, 92, 94, 2702, 4, 10, 27, 41, 54, 58, 65, 84, 2812, 14, 19, 26, 42, 54, 61, 76, 80, 94, 99, 2912, 13, 21, 32, 50, 64, 69.

3007, 8, 15, 18, 26, 39, 44, 46, 64, 77, 92, 99, 3102, 3, 32, 76, 93, 3216, 31, 33, 53, 68, 89, 3318, 24, 25, 32, 36, 38, 61, 71, 77, 79, 3407, 16, 39, 40, 67, 77, 3508, 13, 20, 32, 54, 61, 64, 89, 3606, 9, 32, 39, 45, 52, 56, 76, 97, 3738, 46, 48, 50, 80, 3809, 17, 33, 47, 89, 3904, 7, 8, 12, 19, 50, 53, 56, 72, 81, 85. num.

Vinnesti jāizņem viena mēneša laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas dienas „Valdības Vēstnesi“. 16082g

Rīgas krājaizd. sabiedr. dib. 1888. g.,

izsludina par nederīgu 722. biedru grāmatīnu ar paju iemaksu Ls 120,—, ko šī sabiedrība izdevusi Kārlim Vilhelmam Smitam. 16131r

Likumu un Ministru kabineta noteikumu krājums.

1938. g. 33. burtnīca iznākusi un dabūjama Valsts tipogrāfijā, Rīgā, Valdemāra ielā 6, kur arī vienīgi jāgriežas ar pieprasījumiem.

Burtnīca maksā: bez piesūtīšanas Ls 0,10 ar piesūtīšanu „ 0,15 Saturs:

- 163) Pārgrozījums likumā par bezpeļņas biedrībām un to savienībām. 164) Pārgrozījumi likumā par telpu īri. 165) Likums par monumentālo celtnu fondu. 166) Pārgrozījumi un papildinājumi noteikumos par izpārdošanu. 167) Pārgrozījums likumā par spiestuvēm, bibliotekām, lasītāvu un par tirdzniecību ar iespieddarbiem. 168) Pārgrozījums likumā par pagastu pašvaldību. 169) Pārgrozījumi un papildinājumi likumā par kara mācības iestādēm. 1